

GEO HISTOIRE

DÉCEMBRE 2013-JANVIER 2014

N° 12

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

1^{re} PARTIE
1870-AOÛT 1914

LA MARCHE
VERS L'APOCALYPSE

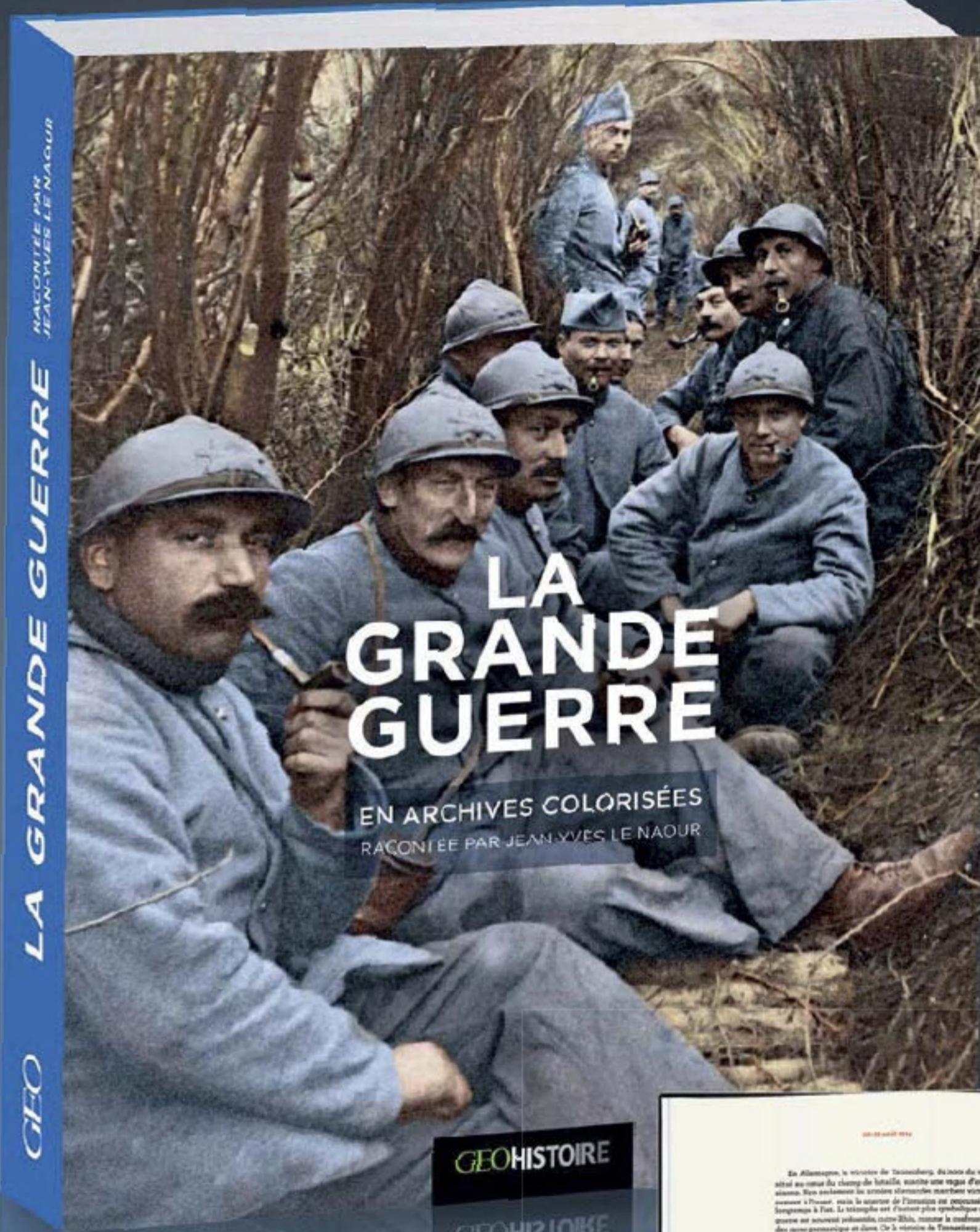


ET AUSSI 50 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE KENNEDY, RETOUR À DALLAS

BE: 750€ - CH: 12€ - CAN: 14,50\$ - D: 11€ - E: 9,50€ - F: 11,50€ - I: 10,50€ - M: 11€ - N: 11€ - P: 11€ - PT: 11€ - T: 11€ - Turquie: 9,50€ - Zone CNA: 6,00€ - Zone CF: 6,00€ - Zone CH: 6,00€ - Zone D: 6,00€ - Zone E: 6,00€ - Zone F: 6,00€ - Zone G: 6,00€ - Zone H: 6,00€ - Zone I: 6,00€ - Zone J: 6,00€ - Zone K: 6,00€ - Zone L: 6,00€ - Zone M: 6,00€ - Zone N: 6,00€ - Zone O: 6,00€ - Zone P: 6,00€ - Zone Q: 6,00€ - Zone R: 6,00€ - Zone S: 6,00€ - Zone T: 6,00€ - Zone U: 6,00€ - Zone V: 6,00€ - Zone W: 6,00€ - Zone X: 6,00€ - Zone Y: 6,00€ - Zone Z: 6,00€

M 01839 - 12 - F: 6,90 € - RD
GROUPE PRISMA MEDIA

LE LIVRE ÉVÉNEMENT **GEOHISTOIRE**



GEO

Un texte ▶
de Jean-Yves Le Naour,
historien spécialiste de la guerre
1914 - 1918, enrichi de repères
chronologiques.

À l'occasion du centenaire
de la Première Guerre mondiale

La **Grande Guerre**
racontée pour la
première fois grâce
à des **clichés d'époque**
colorisés qui vous
transportent au **œur**
du conflit.

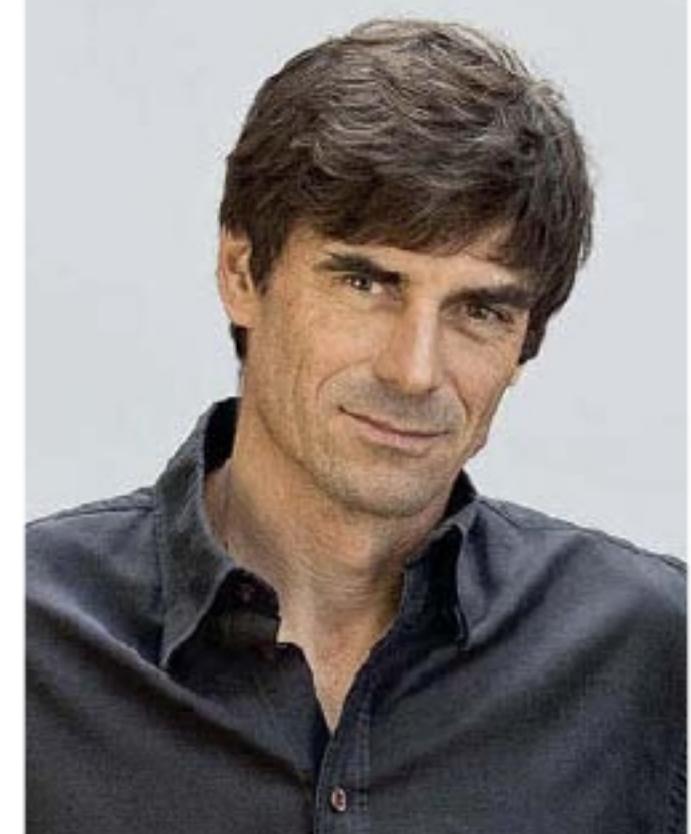


500 photos issues du fonds iconographique de la revue *Le Miroir*
qui publiait des clichés envoyés par les combattants au jour le jour.

Disponible en librairies et rayons livres - 512 pages - 49,95 €

www.editions-prisma.com





Derek Hudson

L'année avant l'orage

Etait-ce la plus belle du XX^e siècle ? On peut le penser, en regardant, aujourd'hui, le film de l'année 1913. Le premier numéro de «Vanity Fair» est lancé à New York. Picasso et Braque font du cheval ensemble et inventent le cubisme. Charlie Chaplin signe son premier film. Marcel Proust livre le premier tome de «A la recherche du temps perdu». Prada ouvre sa première boutique à Milan. A Vienne, Freud est un psy comblé, qui analyse onze patients par jour. Kokoschka est fou amoureux d'Alma Mahler qu'il peint avec frénésie. L'empereur François-Joseph tire des faisans et des canards par milliers, oui milliers. Duchamp réalise son premier ready-made. Malevich ose un carré noir. Hitler est encore occupé à dessiner – cette année-là, une aquarelle de la Theatinerkirche de Munich – et à prendre l'air dans le parc de Schönbrunn où aime se promener aussi Iossif Vissarionovitch Djougachvili, alias Staline, dont la femme de ménage se laisse séduire par le futur camarade bolchevik Nikolaï Boukharine, ce dont Staline se souviendra.

On trouve bien, parmi toutes ces anecdotes, rassemblées dans un livre⁽¹⁾, les traces de quelques pessimistes (déclinistes, dirait-on aujourd'hui). Franz Marc peignant «Les Loups», une toile expressionniste sur la guerre des Balkans, ou Bertolt Brecht, écrivant, à 15 ans, un poème sur des héros qui mourraient au combat : ces voix-là sentaient monter l'orage mais, à l'époque, qui les entendait ?

On sait évidemment aujourd'hui comment tout cela s'acheva, «un coup de tonnerre dans le ciel bleu», dira Stefan Zweig. Cent ans après, experts et commentateurs se précipitent pour expliquer les causes qui ont fait passer l'Europe, brutalement, des bals musette à la danse macabre. C'est vrai qu'on est toujours plus intelligent après les batailles qu'avant... Certains se transforment même en augures, établissant de troublants parallèles entre 1913 et 2013. Il y a un siècle, de fantastiques progrès techniques avaient lieu, dans l'automobile, l'énergie, les transports, les «nouvelles technologies» d'alors... Les expressions nationalistes étaient fortes, avec leurs dérives terroristes. Et la France ployait déjà sous le déficit com-

mercial, le «mur de l'argent», et les dettes. Le ratio d'endettement par rapport au PIB était d'ailleurs le même qu'aujourd'hui, curieux...⁽²⁾. 2013 serait-elle une année jumelle ? Certains s'aventurent à chercher où pourrait se produire le nouveau Sarajevo

Pour ne pas aller au bout de ce parallèle trop caricatural, tournons-nous, justement, vers Sarajevo et le reportage de notre journaliste Vincent Borel. Un archiduc qui refuse de suivre les consignes de son général, un conjuré qui prend peur au dernier moment, un chauffeur qui se trompe de direction... Il s'en est fallu de peu pour que l'étincelle qui a déclenché le grand incendie de 1914-1918 ne s'allume. La romancière anglaise Rebecca West avait, en 1937 déjà, dans son magnifique récit «Agneau noir et faucon gris», exploré les infimes détails de cet épisode charnière. «Plus on en sait sur l'attentat, écrit-elle, plus il nous paraît incompréhensible (...). Il est, dans ses inconséquences et ses contradictions, l'image même de la vie, imprévisible et illogique».

Ainsi va l'Histoire. Un geste, une attitude, une décision inattendus peuvent bouleverser les prévisions, les schémas établis, les analyses rationnelles. Les grands événements surviennent, non pas simplement provoqués par une accumulation de causes que l'on peut ensuite analyser froidement et lier les unes aux autres reconstituant ainsi un engrenage mécanique et fatal, mais sont provoqués par un autre moteur, discret, imprévisible, et qui peut tout changer : l'homme.

(1) «1913», par Florian Illies, éd. S Fischer (en allemand), Profile Books (en anglais); (2) Lire à ce sujet «1914-2014. Et si la France n'avait pas tant changé ?», «L'Expansion», octobre 2013.

ERIC MEYER, RÉDACTEUR EN CHEF

A paraître le
22 janvier 2014



MEPL/RUE DES ARCHIVES

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 2^e RRTIE

Après avoir exploré les causes de la Grande Guerre, GEO Histoire plonge dans ce conflit hors normes, qui décima des millions de soldats et de civils.

SOMMAIRE

6 PANORAMA

Adieu, la Belle Epoque !

Dans l'album photo des années 1913-1914, on trouve les bains de mer, des bals, le Tour de France, des créations artistiques et des grèves. La guerre semble si loin...

22 L'ENTRETIEN

«En 1914, tous prévoient une année de paix»

A la veille de la déclaration de guerre, les Français avaient la tête ailleurs. Ils profitaient d'un été qui s'annonçait beau et chaud... L'historien Jean-Yves Le Naour analyse le climat d'insouciance qui régnait alors dans notre pays.

26 L'EXPANSIONNISME

Quand le Kaiser rêvait de Bagdad

Pour l'Allemagne, c'était la voie royale vers l'Est : un train qui traverserait l'Empire ottoman. Mais les autres puissances européennes firent tout pour freiner sa construction.

36 Agadir, 1911 : une guerre évitée de justesse

A l'été 1911, le face-à-face d'une canonnière allemande et de troupes françaises sur la côte marocaine faillit dégénérer. Et relança dans les deux pays la course à l'armement.

44 LA CULTURE

A Vienne, la fête au bord de l'abîme

En 1913, la capitale autrichienne bouillonne d'activités, de joie, de créativité. Elle concentre en son sein les intellectuels et les artistes les plus novateurs d'Europe. Et aussi quelques dissidents politiques. Mais derrière cette insouciance, on sent déjà poindre le crépuscule.

58 L'ÉTINCELLE

28 Juin 1914 : cet attentat qui a bien failli échouer

Une bombe qui n'explose pas, une autre qui rate sa cible, un cortège qui change d'itinéraire, un coup de feu tiré in extremis... A Sarajevo, notre reporter est retourné sur les lieux de cet incroyable assassinat qui a changé le cours de l'Histoire.

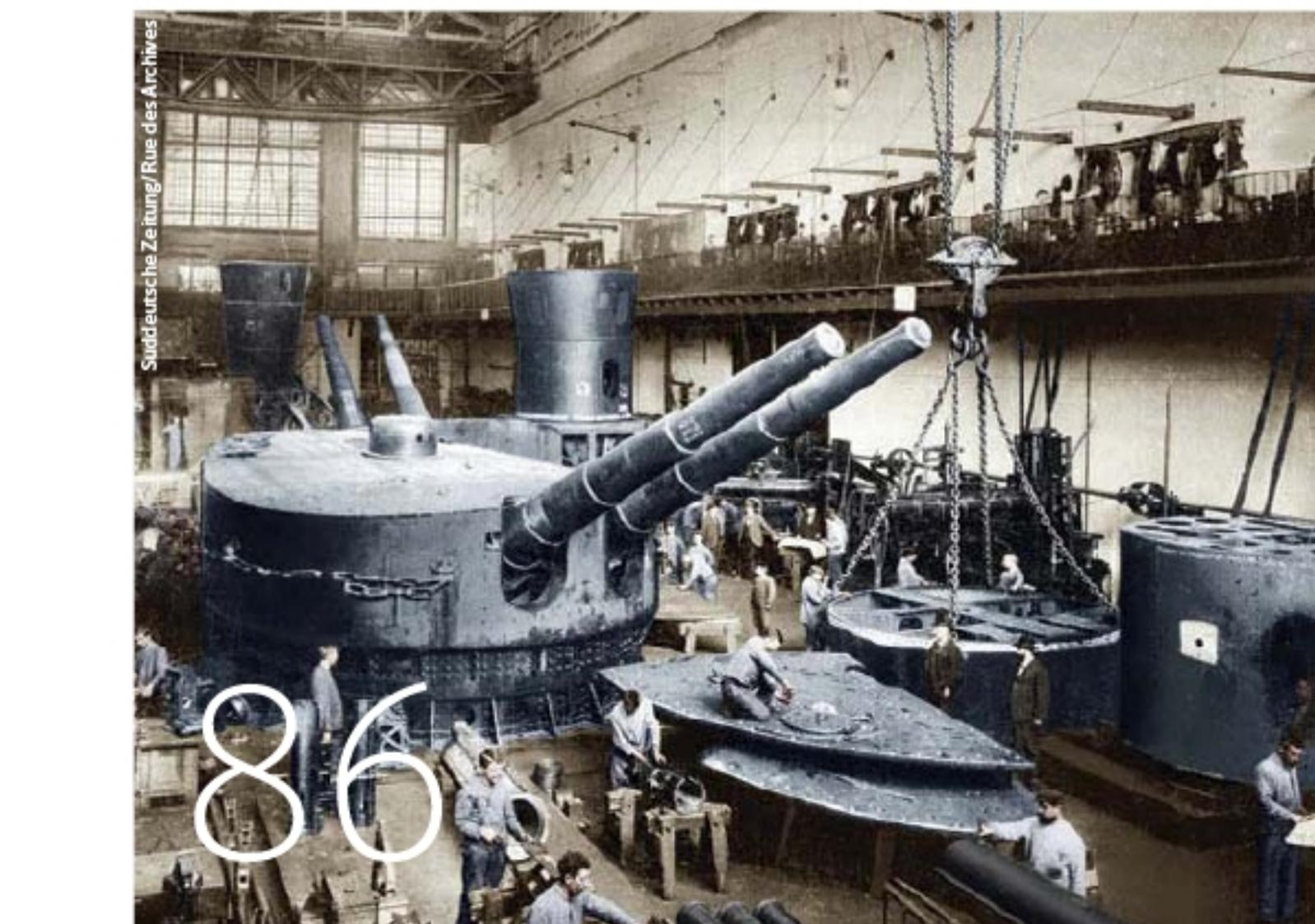
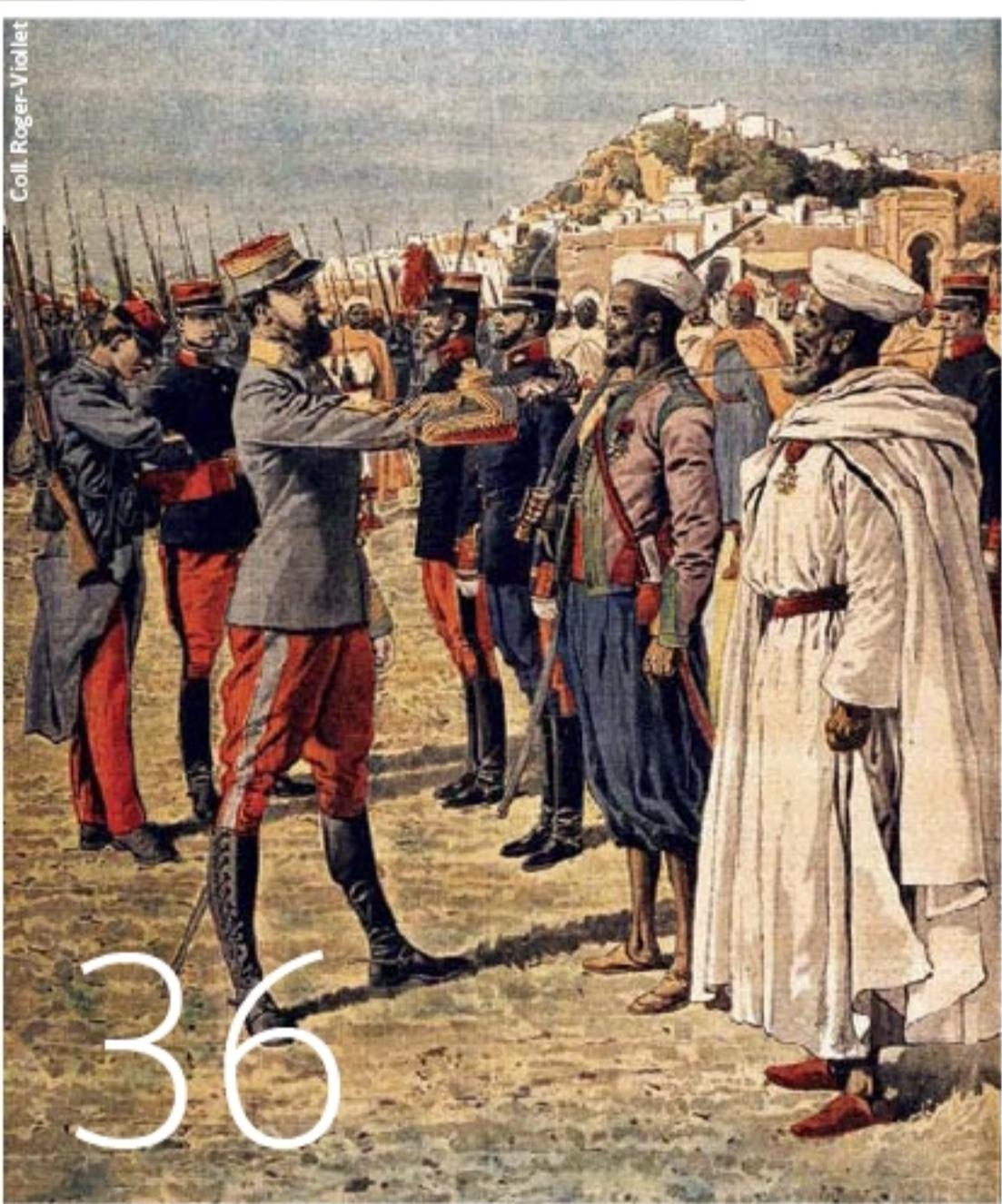


Photo de couverture :
défilé de soldats français en août 1914.
Crédit photo : Rue des Archives.

Ce numéro comporte des cartes jetées abonnement à l'intérieur du magazine sur le tirage France ; un encart Atlas « Soldats de 14-18 », de 4 pages, en 4^e de couverture pour les abonnés en France ; un encart VPC « Livre Grande Guerre », en 4^e de couverture pour les abonnés en France ; un encart abonnement « Fluide glacial » en aléatoire pour 7 000 abonnés.



92

René Dazy/Rue des Archives

Coll. Roger-Viollet

Maurice-Louis Branger/Roger-Viollet

Ce numéro est vendu seul, à 6,90€, ou accompagné du DVD «14-18 : le bruit et la fureur» pour 4,90€ de plus. Vous pouvez vous procurer ce DVD seul au prix de 4,90€ (frais de port offerts pour les abonnés, 2,50€ pour les non-abonnés) en envoyant vos coordonnées complètes sur papier libre accompagnées d'un chèque à l'ordre de GEO à: GEO - 62066 ARRAS Cedex 09. Offre limitée à un exemplaire par foyer, valable en France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles.

67 NOTRE POSTER

Au recto : l'équipement des soldats des deux camps.

Au verso : la carte de l'Europe à la veille de la Grande Guerre.

76 L'ÉTINCELLE

L'engrenage qui a conduit l'Europe à sa perte

L'attentat de Sarajevo va entraîner les grandes puissances dans une surenchère de menaces et d'ultimatums. En un mois, ce fatal jeu de bluff fera voler la paix en éclats.

80 L'ARMEMENT

Et les Michelin lancèrent la bataille du ciel

Au début du siècle, les industriels clermontois décidèrent de soutenir l'aviation naissante. A leurs yeux, en cas de guerre, la victoire se jouerait dans les airs. Récit d'un engagement patriotique et visionnaire.

86 Krupp, le bras armé de l'Allemagne

Géant mondial de la sidérurgie au XIX^e siècle, l'entreprise se rapprocha du pouvoir.

Avant 1914, elle devint l'atout majeur de Guillaume II dans la course à l'armement.

92 LA MOBILISATION

1^{er} août 1914 : Ils croyaient à une victoire rapide...

La mobilisation ne fut pas accueillie avec enthousiasme. Mais les conscrits se consolaient en songeant qu'ils seraient de retour avant l'hiver.

101 LE CONFLIT

Les clés pour comprendre

Quarante-quatre ans de tensions ; la naissance des deux blocs ; la carte des belligérants ; les cinq semaines fatales ; les leaders européens ; pacifistes et bellicistes.

110 POUR EN SAVOIR PLUS

Un reportage en couleur dans la Russie de Nicolas II, un livre sur les Pieds-Nickelés soldats, un DVD sur les débuts de Charlot en 1914, etc.

114 REPORTAGE

22/11/1963 : le jour maudit

L'attentat qui coûta la vie à John Kennedy et blessa le gouverneur Connally fit une autre victime : Dallas qui, depuis, essaie d'en finir avec l'image de «ville de la haine».

130 À LIRE, À VOIR

L'histoire d'une famille juive française du XVIII^e siècle à nos jours ; un essai sur la vie des Parisiens au printemps 1940 ; un DVD sur soixante-cinq ans de conflit entre les deux Corée.





Adieu la Belle Epoque!

Dans **l'album photo** des années 1913-1914,
on trouve les bains de mer, des bals,
le Tour de France, des créations artistiques
et des grèves. La guerre semble si loin...





fait du 14 juillet la fête nationale. Trente ans après, elle est très appréciée des Français, signe de leur attachement à la République, rétablie depuis 1870.





rites russes de Serge Diaghilev, en mai 1913, fait scandale et donne lieu à des altercations entre spectateurs. Cette chorégraphie bouscule les codes établis.

PANORAMA | L'avant-guerre













ENO'

programme : concerts, cinéma, jeux au casino et, sur le lac, de drôles de régates. Ce 14 juin 1914, les concurrents se préparent au départ du prix Omnium.





chapeaux tous plus exubérants les uns que les autres. Certains sont agrémentés de plumes d'autruche, d'autres sont même parés d'ailes de perroquet !





tonner contre la loi portant à trois ans le service militaire. En renforçant la conscription, la France se prépare à une éventuelle guerre contre l'Allemagne.

En 1914, tous prévoyaient une année de paix

A la veille de la déclaration de guerre, les Français avaient la tête ailleurs. Ils profitaient d'un été qui s'annonçait particulièrement beau et chaud... Un historien analyse le climat d'insouciance qui régnait alors dans notre pays.

GEO HISTOIRE : La France d'avant 1914 vit-elle vraiment une «Belle Epoque» ?

Jean-Yves Le Naour : «Belle Epoque» est une expression qui a été inventée après 1918. Dans un pays qui était alors ravagé par l'inflation, écrasé sous le poids des morts, c'était une manière de porter sur le passé un regard emprunt de nostalgie et de remords. Mais toute cette période précédant 1914 a été marquée par des conflits sociaux très vifs, et par l'angoisse de la guerre. Ça n'avait rien d'une belle époque. Ce qui est étrange, c'est que si les contemporains parlaient beaucoup des risques de conflit, ils n'y croyaient pas vraiment, car cela faisait plus de quarante ans qu'ils vivaient en paix. C'est énorme, comparé aux générations précédentes.

Cette hantise de la guerre est-elle une conséquence du conflit franco-allemand de 1870 ?

L'esprit de revanche est entretenu dans les premières décennies suivant la défaite et la perte de l'Alsace-Lorraine. A l'école, les enfants font même des exercices avec des fusils de bois. Mais dans les années 1890, on commence à ranger les fusils de bois au plac-

card. Vingt ans se sont écoulés et, avec la nouvelle génération, l'esprit de revanche s'est progressivement délité. A cette époque, la France n'a d'ailleurs pas la possibilité de défier l'Allemagne. Cette dernière dispose de la première armée du monde.

Les relations entre la France et l'Allemagne sont-elles pour autant apaisées ?

La France a toujours peur de l'Allemagne. L'Allemagne, c'est 65 millions d'habitants contre seulement 39 millions en France. Et une natalité bien supérieure à celle de la France.

Quant à l'Allemagne, elle a déjà battu la France en 1871, elle sait qu'elle peut le refaire. Elle la considère comme une nation friole et inconstante, mal préparée à la guerre. Les pangermanistes (ndlr : mouvement prônant un seul Etat pour tous les germanophones d'Europe) portent déjà en eux les germes du nazisme. Ils se considèrent comme une race supérieure et virile. A leurs yeux, la France est une nation dégénérée. Elle a autrefois rayonné mais elle s'est abâtardie dans le plaisir et le confort. En revanche, le pays qui fait peur à l'Allemagne, c'est la Russie. Même si son armée ●●●

Retour sur les lieux du crime

Docteur en histoire, Jean-Yves Le Naour est spécialiste de la Première Guerre. Il a publié une vingtaine d'ouvrages, dont «Les Soldats de la honte» (éd. Perrin, 2011) ou «1914, la grande illusion» (éd. Perrin, 2012). On le voit ici à la terrasse de la brasserie du Croissant, rue Montmartre, à Paris. Elle est située à l'emplacement du café du Croissant où fut tué Jean Jaurès, le 31 juillet 1914.



●●● est moins forte que celle de France, la Russie, c'est une marée humaine de plusieurs millions d'hommes. En plus, c'est un pays en forte expansion, avec une croissance annuelle de 5%. Son armée et son chemin de fer sont en plein développement. A terme, elle sera en situation de supériorité par rapport à l'Allemagne.

Du côté français, l'Allemagne est-elle le seul pays ennemi potentiel ?

Dans les années 1890, l'ennemi, c'est plutôt l'Angleterre. Il y a sans cesse des confrontations diplomatiques, liées aux questions coloniales. La plus importante est celle qui a lieu à Fachoda en 1898, qui va pratiquement mener les deux pays à la guerre. Il faut toute la clairvoyance d'un homme comme Théophile Delcassé, aux Affaires étrangères, pour faire passer l'idée que deux ennemis en Europe, c'est un de trop. A partir du moment où l'Etat français adopte ce point de vue-là, il fait le deuil de la question coloniale pour se recentrer sur l'Europe. Il y a un échange de territoires avec l'Angleterre. L'Egypte est troquée contre le Maroc. Et c'est le début du rap-

prochement entre la France et la Grande-Bretagne, l'Entente cordiale, qui sera signée en 1904.

Au début du siècle, des lois successives modifient la durée du service militaire en France. Peut-on considérer qu'elles sont le baromètre des tensions internationales ?

Tout à fait. En 1905, par exemple, après l'alliance avec l'Angleterre, on passe de trois ans de service militaire à deux ans. On est vraiment dans une période de détente. Mais à partir de 1905, il y a la crise de Tanger, puis en 1911, la crise d'Agadir (ndlr : voir page 36, notre article sur Agadir). C'est cette dernière qui ravive l'antagonisme franco-allemand. On imagine alors que s'il y a une guerre, elle sera courte, et que ce sera un choc entre deux armées d'active. Pour faire face aux effectifs allemands mieux vaut disposer de trois classes sous les drapeaux plutôt que de deux. C'est le but de la loi des trois ans qui est votée en 1913. L'idée, c'est surtout de se protéger. Mais les Allemands ne le voient pas de cet œil. Pour eux, c'est la preuve que la France prépare la guerre. Le problème de cette période c'est qu'il y a une

paranoïa générale. Tous les pays se préparent au conflit et tous voient dans les préparatifs de leurs voisins une volonté d'agression. C'est ce qui se passe aussi avec les alliances. A partir de 1907, on a deux systèmes diplomatiques qui se font face : la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) d'un côté, et la Triple Entente (France, Angleterre, Russie) de l'autre. Ces systèmes sont là pour garantir la paix, pour tenir l'autre en respect. Et finalement, ces systèmes défensifs vont se transformer en un engrenage belliciste.

Cela ressemble presque au climat de la Guerre froide, cinquante ans plus tard...

Oui c'est vrai. A partir de 1911, il y a cette dimension, mais sans l'arme nucléaire, et donc sans son effet dissuasif. «Paix impossible, guerre improbable», a écrit Raymond Aron pour décrire la Guerre froide. Avant 1914, c'est plutôt paix impossible, mais guerre probable.

Et l'opinion publique pousse-t-elle à la guerre ?

Non. Il n'y a pas de véritable parti de la guerre en France. La Ligue des Patriotes, par exemple, dirigée par Maurice Barrès, ne compte que quelques milliers d'individus. Ces gens ne représentent qu'eux-mêmes, ou peu s'en faut. Certes, «L'Action française» de Charles Maurras est très influente dans les milieux intellectuels, mais son ennemi, c'est la République, pas l'Allemagne. Evidemment, elle est nationaliste et antiallemande, mais elle ne réclame pas la guerre. En revanche, elle estime que la France doit être prête à répondre à une attaque allemande. Globalement, depuis 1871, l'armée est devenue populaire. Mais ce soutien à l'armée n'a rien de belliciste. L'armée incarne la nation. C'est la force de la France, sa sécurité.

Et les pacifistes ?

Il y a bien quelques pacifistes, mais ils sont une poignée. Les adversaires de la Loi des trois ans par exemple, Jean Jaurès, Joseph Caillaux... ne sont pas des pacifistes. Ils s'opposent à ce qu'on renforce une armée d'active. Pour eux, la solu-



Paolo Verzone/Agence VII

Dans les caricatures de droite, on présente Jaurès avec un casque prussien, ouvrant la frontière aux Allemands

tion, c'est de compter sur une armée de réserve. D'une certaine manière, ils poussent à une militarisation de la société. C'est tout à fait conforme à l'esprit révolutionnaire de 1793 : il faut donner des armes au peuple. A droite, on brocarde ces hommes. On présente Jaurès avec un casque prussien, ouvrant la frontière aux Allemands. Or, il ne veut pas le désarmement. Il croit à la guerre défensive. Quant à Caillaux, c'est l'homme à abattre...

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur l'affaire Caillaux ?

Joseph Caillaux devient président du parti radical en octobre 1913. Si la gauche remporte les élections législatives de mai 1914, c'est donc lui qui deviendra pré-

sident du Conseil. Or Caillaux défend un retour du service militaire à deux ans. De plus, il préconise l'adoption d'un impôt sur le revenu. Pour la droite, ce serait une catastrophe. Il faut à tout prix le faire chuter, par tous les moyens, que ce soit la calomnie ou encore les attaques privées. C'est ce que fait Gaston Calmette, le directeur du «Figaro». Pour décrédibiliser Joseph Caillaux, il publie des lettres privées que ce dernier a adressées à sa maîtresse. Cette dernière, devenue entre-temps Madame Caillaux, est bien décidée à défendre l'honneur de son mari. Le 16 mars 1914, elle fait irruption dans le bureau de Gaston Calmette et le tue de six balles de revolver. Evidemment, ce scandale met un coup d'arrêt à l'ascension politique de Caillaux.

Peut-on penser qu'un gouvernement Caillaux aurait été en mesure d'infléchir le cours de l'Histoire ?

Il est difficile de répondre. Nous ne sommes plus dans le domaine de l'Histoire mais dans l'uchronie. Ce qui est certain, c'est que Caillaux était plutôt partisan d'une entente avec l'Allemagne. Pour lui, la guerre était une absurdité qui allait ruiner l'Europe. Il a même approché Jean Jaurès pour lui proposer le ministère des Affaires étrangères, dans l'éventualité où lui-même deviendrait président du Conseil. Seulement, la SFIO, qui était la section française de l'Internationale ouvrière, avait pour mot d'ordre de ne pas participer à un gouvernement bourgeois. Un accord de Jaurès aurait à coup sûr provoqué une crise dans le parti.

Dans le même temps, au moment des élections, il a prononcé cette phrase : «L'heure des responsabilités pour le parti socialiste a sonné.» Ce qui laisse penser qu'il était prêt à franchir ce pas. Imaginez un gouvernement Caillaux et Jaurès ! Cela aurait été un signal fort envoyé à l'Allemagne, signifiant que la France ne voulait pas la guerre. Mais là, on est dans la fiction. Le procès de Madame Caillaux a lieu en juillet et elle n'est acquittée que le 28 juillet, quatre jours avant la mobilisation. Le 31, Jaurès est assassiné.

En 1914, paradoxalement, l'Europe semble connaître une période de détente...

En effet, elle survient après la deuxième guerre balkanique, en 1913, qui a été un moment de tension extrême. L'Autriche-Hongrie a été à deux doigts d'entrer en guerre contre la Serbie, ce qui aurait entraîné la Russie dans le conflit. Si l'Allemagne n'avait pas retenu le vieil Empire à ce moment-là, on risquait la conflagration européenne. Une fois passée cette crise brûlante, on a l'impression d'entrer dans une période de calme. Un signe ne trompe pas : les prédictions des voyant(e)s en 1913 et 1914. Bien entendu, ces gens ne lisent pas dans le futur, mais ils sont une caisse de résonance du temps présent, le reflet de l'opinion. En janvier 1913, tous prédisaient la guerre. Mais en janvier 1914, persuadés que le pire est passé, ils s'accordent pour prédire une année de paix ! Et effectivement, pendant les six premiers mois, il n'y a aucune tension internationale. Jusqu'à l'attentat de Sarajevo. Il y a bien un moment d'inquiétude après cet assassinat, mais ça passe vite. On est en juillet, il fait chaud, les gens sont insouciants. Et puis il y a le procès Caillaux qui fait la une des journaux et qui éclipse tout le reste. La France est complètement fascinée par cette affaire. Madame Caillaux sera-t-elle acquittée ? Est-ce que Caillaux pourra revenir à la politique ? C'est du sensationnel. Imaginez que Carla Bruni ait tué Edwy Plenel ! C'était aussi incroyable que ça, l'affaire Caillaux !

Et c'est au milieu de cette insouciance que le conflit éclate...

Oui, c'est un paradoxe. Quand l'affiche blanche de mobilisation est affichée sur les murs le 2 août 1914, c'est la stupéfaction, l'incompréhension... Il y avait eu tellement de crises auparavant, toutes avaient été réglées. Pourquoi pas celle-là ? Comme l'écrira l'historien Jules Isaac en 1933, cette guerre dont on parlait tant, qui avait été prédite tant de fois, «parut tomber sur le monde comme une avalanche». ■

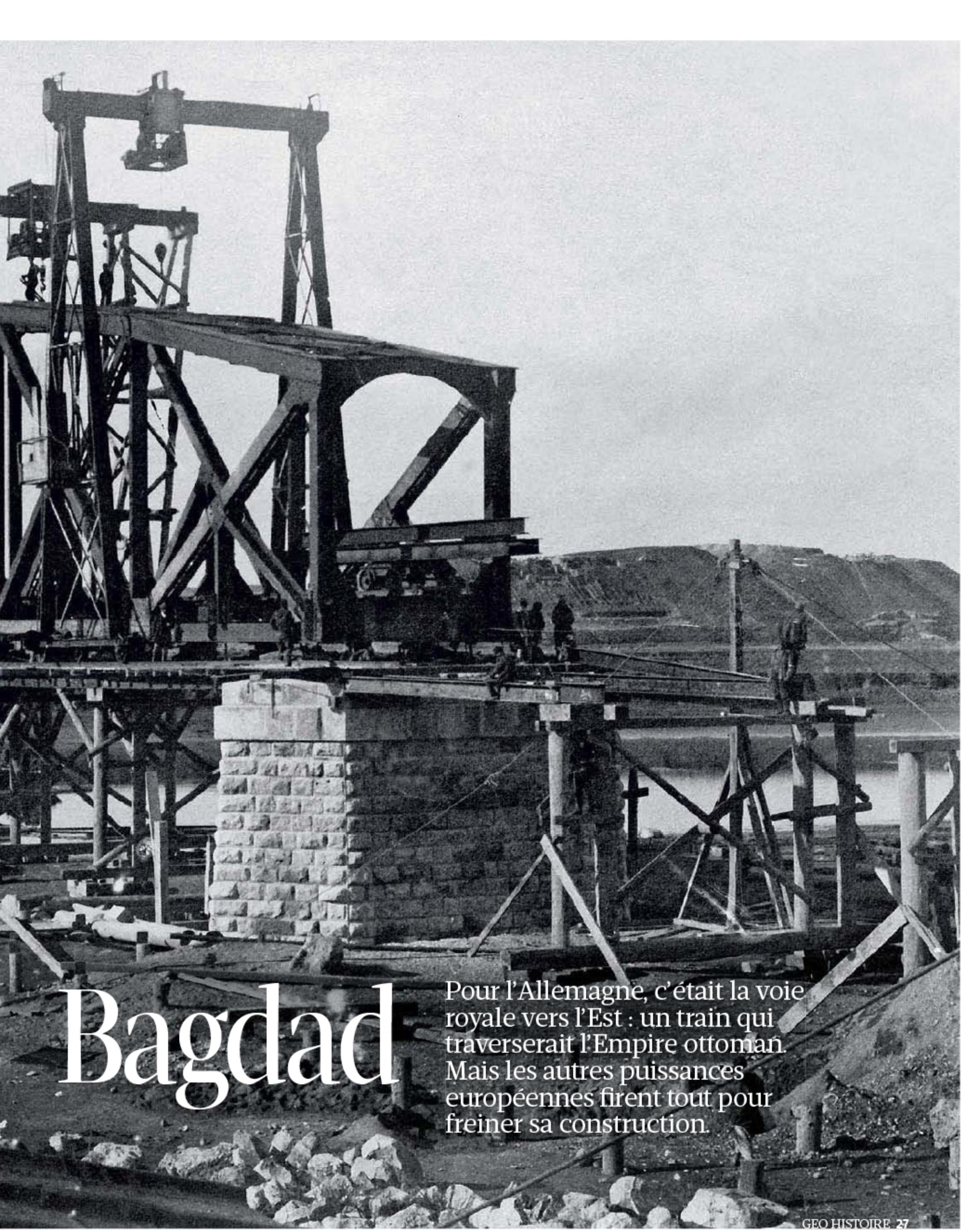
PROPOS RECUEILLIS PAR
VALÉRIE KUBIAK ET J.-M. BRETAGNE

L'EXPANSIONNISME



Quand le Kaiser rêvait de

La traversée de l'Euphrate
Près de l'antique cité de Karkemish, dans l'actuel Irak, la «Bagdadbahn» (le train de Bagdad) franchit ici l'Euphrate grâce à un pont de fer et d'acier de 800 mètres de long. Ce splendide ouvrage d'art est toujours en place aujourd'hui.



Bagdad

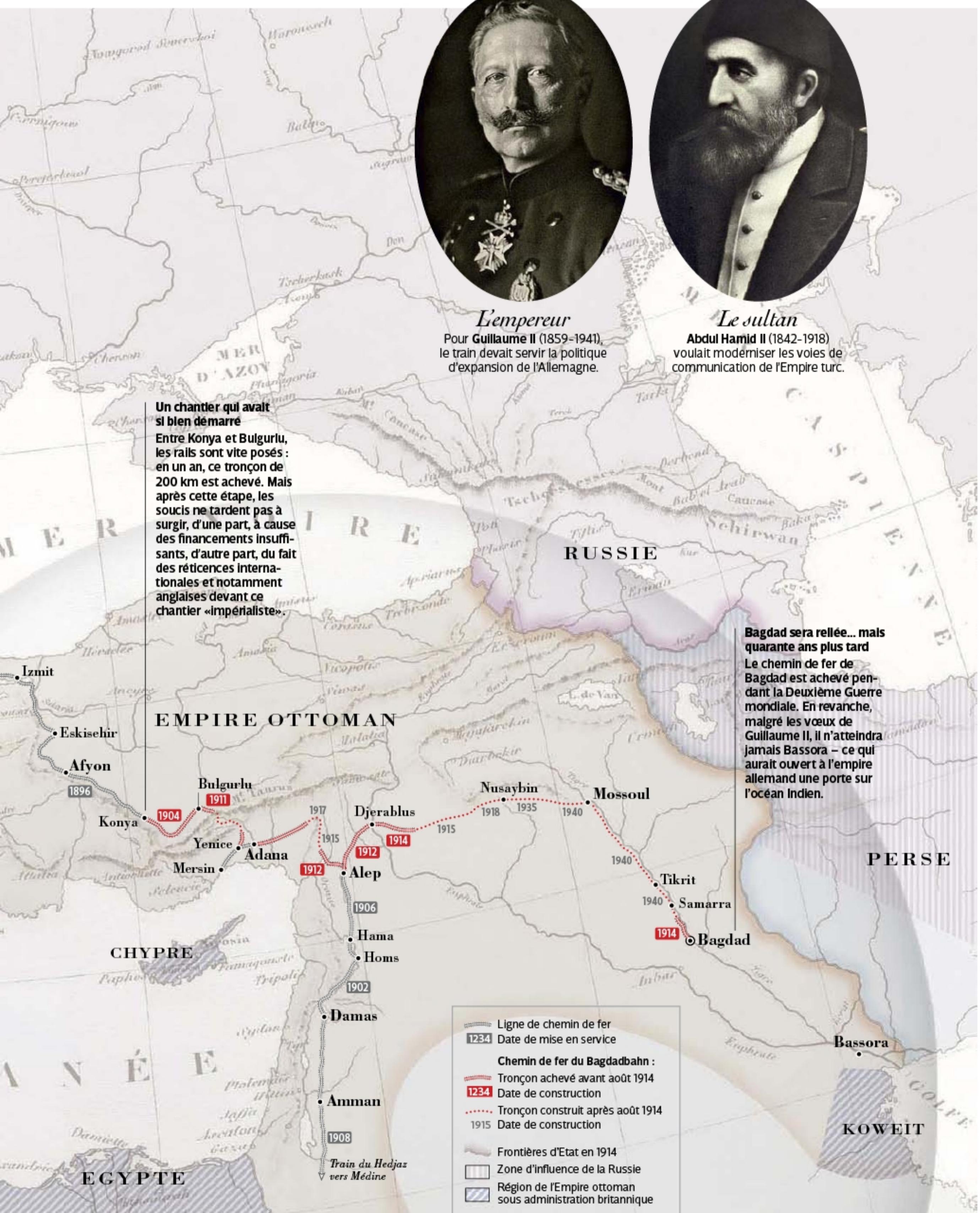
Pour l'Allemagne, c'était la voie royale vers l'Est : un train qui traverserait l'Empire ottoman. Mais les autres puissances européennes firent tout pour freiner sa construction.

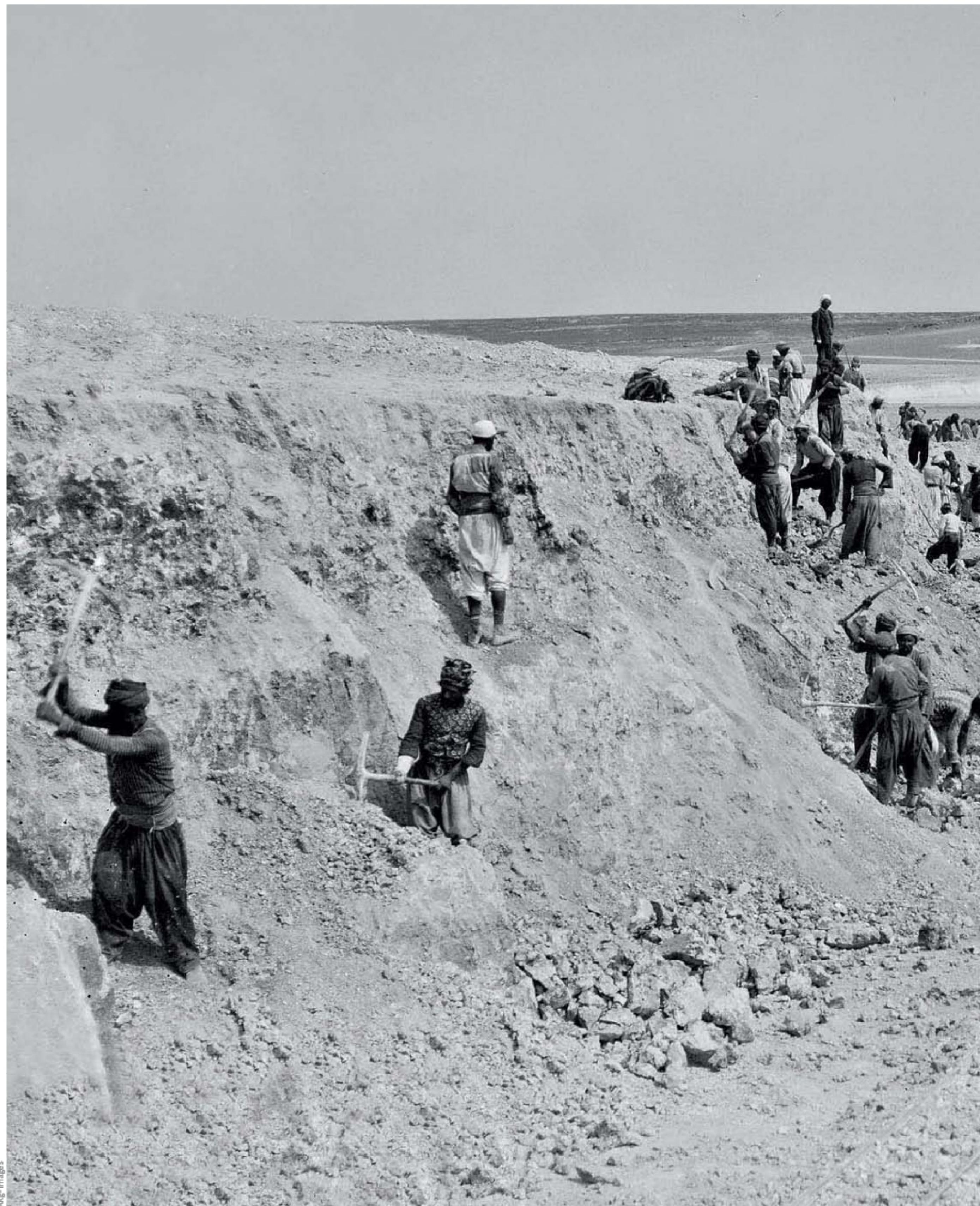


6 000 kilomètres vers le golfe Persique et l'océan Indien

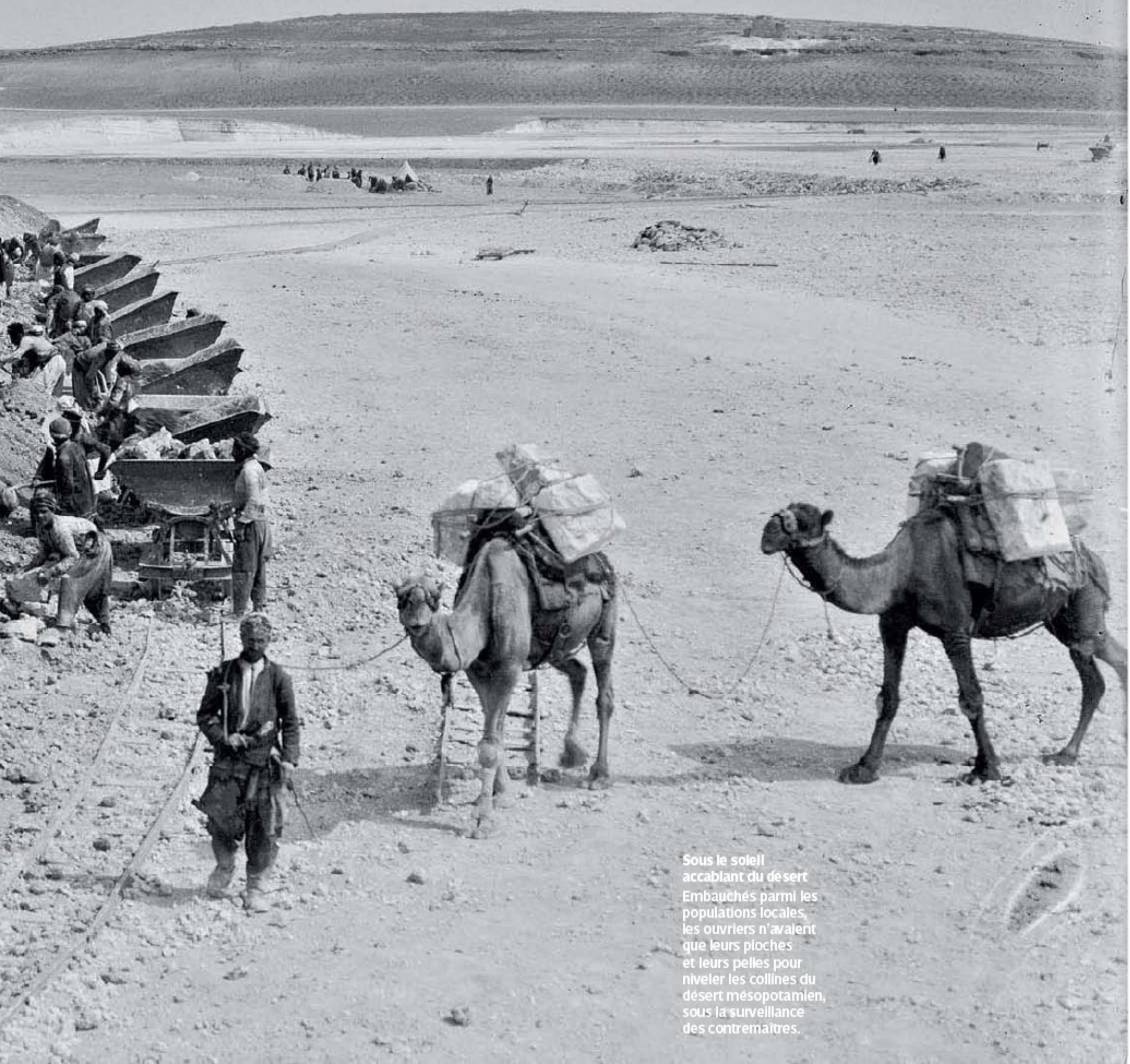
Une des clés de la politique internationale allemande aux XIX^e et début du XX^e siècles est le «Drang Nach Osten», littéralement la «Marche vers l'Est». Selon ce concept, apparu dès le XII^e siècle, les peuples germaniques doivent rechercher vers l'Est de nouvelles frontières, afin de conquérir l'espace vital dont ils ont besoin. Le projet du train de Bagdad s'inscrit dans cette démarche stratégique

La porte de l'Orient
Les chemins de fer européens, en cette fin du XIX^e siècle, ont étendu leur réseau à travers une bonne partie de l'Europe. Ainsi, Berlin est déjà relié à Constantinople et, au-delà, le réseau ferre rejoint Konya, au cœur de l'Anatolie. C'est là que débuteront, en 1903, les travaux de la voie vers Bagdad, la Bagdadbahn.





16 000 ouvriers se relayait sur le tracé



Sous le soleil accablant du désert
Embauchés parmi les populations locales, les ouvriers n'avaient que leurs pioches et leurs pelles pour niveler les collines du désert mésopotamien, sous la surveillance des contremaîtres.

Août 1914. Dans son bureau de Bagdad, Heinrich Meissner vient d'apprendre la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Allemagne en réponse à la mobilisation générale de la Russie. L'ingénieur en chef allemand est inquiet. Cette déclaration n'arrange pas ses affaires. Voici bientôt trois ans qu'il a posé ses cartons dans la ville pour mener à terme la dernière phase d'une entreprise titanique, la construction d'un chemin de fer reliant les quelques 3 200 kilomètres qui séparent Constantinople de Bagdad. Le déclenchement de la guerre risque fort de compromettre l'avancée de la «Bagdadbahn» (chemin de fer de Bagdad), l'œuvre de sa vie. Ce train est abusivement appelé le «Berlin-Bagdad» par la presse franco-britannique qui voit derrière sa construction une volonté d'expansion sans limite des Allemands. Un court roman patriotique, «A la conquête de Bagdad», se fait dans ces années-là l'écho de cette peur, teintée de paranoïa. Frank Henry, l'auteur, y explique dès les premiers paragraphes que le terminus de cette ligne offrirait la Mésopotamie et le golfe Persique aux «convoitures pangermanistes». En vérité, à l'été 1914, après nombre de péripéties, le projet est bien loin d'être achevé. Il est pourtant né sous les meilleurs auspices, vingt-six ans auparavant...

Fasciné par l'Orient, Guillaume II affirme son soutien à l'islam

Tout commence le 18 octobre 1898. Ce jour-là, le «Hohenzollern» pénètre dans le port de Constantinople. Une foule en liesse accueille l'empereur d'Allemagne Guillaume II, conduit sous les vivats jusqu'au palais du sultan ottoman Abdul Hamid II. Cette visite officielle marque un tournant décisif dans les relations des deux pays. Abdul Hamid II, mis au ban des nations européennes après la répression sanglante du mouvement national arménien de 1896, voit dans cette visite le soutien inespéré qui lui permettra de rega-

Ulstein Bild/Haeckel Archiv/Algo-Images



En 1914, Samarra était le terminus
Cette ville située au bord du Tigre constituait une des dernières escales du chemin de fer, en direction de Bagdad, 120 kilomètres plus loin. Ce tronçon-là fut achevé dès 1914, mais pour que Samarra fut reliée à Konya et Istanbul, en amont, il fallut attendre 1940...

gner sa respectabilité. Guillaume II joue plus gros encore. En affichant son soutien à l'Empire ottoman, il rompt officiellement avec la politique prudente de son mentor Otto von Bismarck, chancelier du Reich jusqu'en 1890 et décédé quelques mois plus tôt. Au tournant du XX^e siècle, Guillaume II n'a qu'un projet en tête : mettre en place une «Weltpolitik», une «politique mondiale». «La stratégie précautionneuse de Bismarck visant à maintenir l'équilibre diplomatique européen ne correspond plus à la place réelle de l'Allemagne à la fin du XIX^e siècle. Elle est devenue une grande puissance démographique, militaire, économique et industrielle, et elle souhaite désormais rattraper son retard en acquérant une place à la hauteur de ce qu'elle estime être la sienne», explique l'historien de l'Allemagne Etienne François. Après une semaine passée à Constantinople, Guillaume II entame un voyage jusqu'en Terre sainte au cours duquel, fasciné par l'Orient, il affirme son soutien à l'islam. Le 16 novembre, le Kaiser rentre pour Berlin.

La visite de l'empereur allemand officialise plusieurs années de collaboration germano-turque. Depuis 1882, l'armée ottomane bénéficie d'une formation militaire dispensée par de hauts officiers du Reich envoyés sur place. Et c'est à un ingénieur allemand, August Meissner, que vient d'être confiée, en cette fin du XIX^e siècle,

la construction du chemin de fer destiné à rallier Damas à Médine, puis La Mecque, à travers la province du Hedjaz. Grâce à cette ligne, tracée en plein désert sur plus de 1300 kilomètres, les croyants pourront rejoindre les deux villes saintes de l'islam. Jusqu'alors, seules des caravanes en permettaient l'accès...

Pour le sultan, le train est aussi un instrument de répression

Abdul Hamid II nourrit un autre projet ferroviaire, plus gigantesque : établir une ligne transversale qui reliera la capitale de son empire, Constantinople, à Bagdad. Il y voit un moyen de fédérer son empire.. mais aussi de pouvoir envoyer aisément des troupes en cas d'insurrection, car Abdul Hamid n'a pas digéré le récent soulèvement nationaliste arménien.

En cette année 1898, le projet est encore aux pourparlers avec les représentants des principales puissances européennes, qui espèrent décrocher le gros lot. L'Empire ottoman, dont l'étoile ne cesse de décliner depuis le milieu du XIX^e siècle, provoque la convoitise de ces nations. La visite officielle de Guillaume II va cependant accélérer les choses en faveur de l'Allemagne. Les deux pays ont tout pour s'entendre. Depuis le début des années 1890, le rapprochement de la France et de la Russie, jusqu'alors traditionnellement hostiles, a isolé diplomatiquement les deux empires. Un

En 1908, la révolution des Jeunes-Turcs arrêta tout

partenariat tomberait donc à point nommé pour réaffirmer leur place sur le plan international. Il offrirait à l'Empire ottoman l'occasion de secouer le joug de la tutelle financière française, qui pèse sur elle depuis la banqueroute de l'Etat en 1875. Par ailleurs, Abdul Hamid II craint plus que tout les ambitions voraces de la Grande-Bretagne et de la France, qui viennent de faire la preuve de leur politique coloniale agressive en Afrique et en Asie. Il n'a pas oublié que dix ans plus tôt, la Grande-Bretagne a placé d'autorité sous tutelle sa province d'Egypte. Et il n'ignore rien des prétentions françaises sur la Syrie et le Liban. Or l'Allemagne, restée longtemps à l'écart de cette course à la colonisation, semble à ses yeux moins virulente que les autres nations.

Un accord préliminaire est signé entre les deux Etats le 23 décembre 1899. L'Allemagne obtient la concession pour huit ans, à condition de prendre l'intégralité du chantier en charge. Mais la compensation est faramineuse : l'exploitation des mines, des carrières et des forêts sur 20 kilomètres de chaque côté des voies, avec l'autorisation de conserver les éventuelles découvertes archéologiques faites sur le tracé. Il ne reste plus qu'à financer le projet, car les pouvoirs publics allemands et ottomans ne peuvent l'assumer seuls. Or, le milieu financier européen se montre frileux. L'entreprise lui semble trop risquée. Dès lors, la recherche de capitaux internationaux va retarder de trois ans le lancement des travaux. Un compromis est finalement trouvé le 5 mars 1903 : la Société des chemins de fer de Bagdad est fondée grâce à un laborieux montage financier. 40% des capitaux viennent de la Deutsche Bank et 30% de la Banque ottomane... sous contrôle français. L'arrangement traduit la volonté française

de garder un œil sur le projet. Une préoccupation partagée par les Anglais. «Les Français et les Britanniques considèrent l'Empire ottoman comme leur chasse gardée. Ils réagissent donc à l'arrivée de l'Allemagne dans les affaires ottomanes comme des propriétaires ne voulant pas se laisser déloger», souligne Etienne François.

Les rails sont fabriqués par la firme Krupp, en Allemagne

En 1903, les travaux peuvent enfin commencer, sous la direction de Heinrich Meissner. La Bagdadbahn est une manne pour l'industrie allemande : les rails sont fabriqués par Krupp, les locomotives par Borsig, Hanomag ou Henschel. Tout est envoyé par bateau jusqu'à Constantinople, puis acheminé jusqu'au chantier, où les ouvriers travaillent à la main en attendant les machines de chantier qui n'arriveront que plus tard. Le premier tronçon est construit en un an. Il relie sur 200 kilomètres, au cœur de l'Anatolie, les villes de Konya (déjà raccordée à Constantinople) et de Bulgurlu. C'est au-delà que les ennuis commencent – les premiers d'une longue série... Pour continuer vers la plaine d'Adana, au sud-est de l'Anatolie, le tracé fend les monts Taurus. Le financement nécessaire à cette traversée est tel que les travaux s'interrompent plusieurs années. Ils reprennent en 1906, mais sont minés par les dissensions qui opposent sur le chantier ouvriers turcs et contremaîtres d'origine arménienne ou grecque. Deux ans plus tard, nouveau contretemps. La révolution des Jeunes-Turcs vient d'éclater, suivie par la destitution d'Abdul Ha-

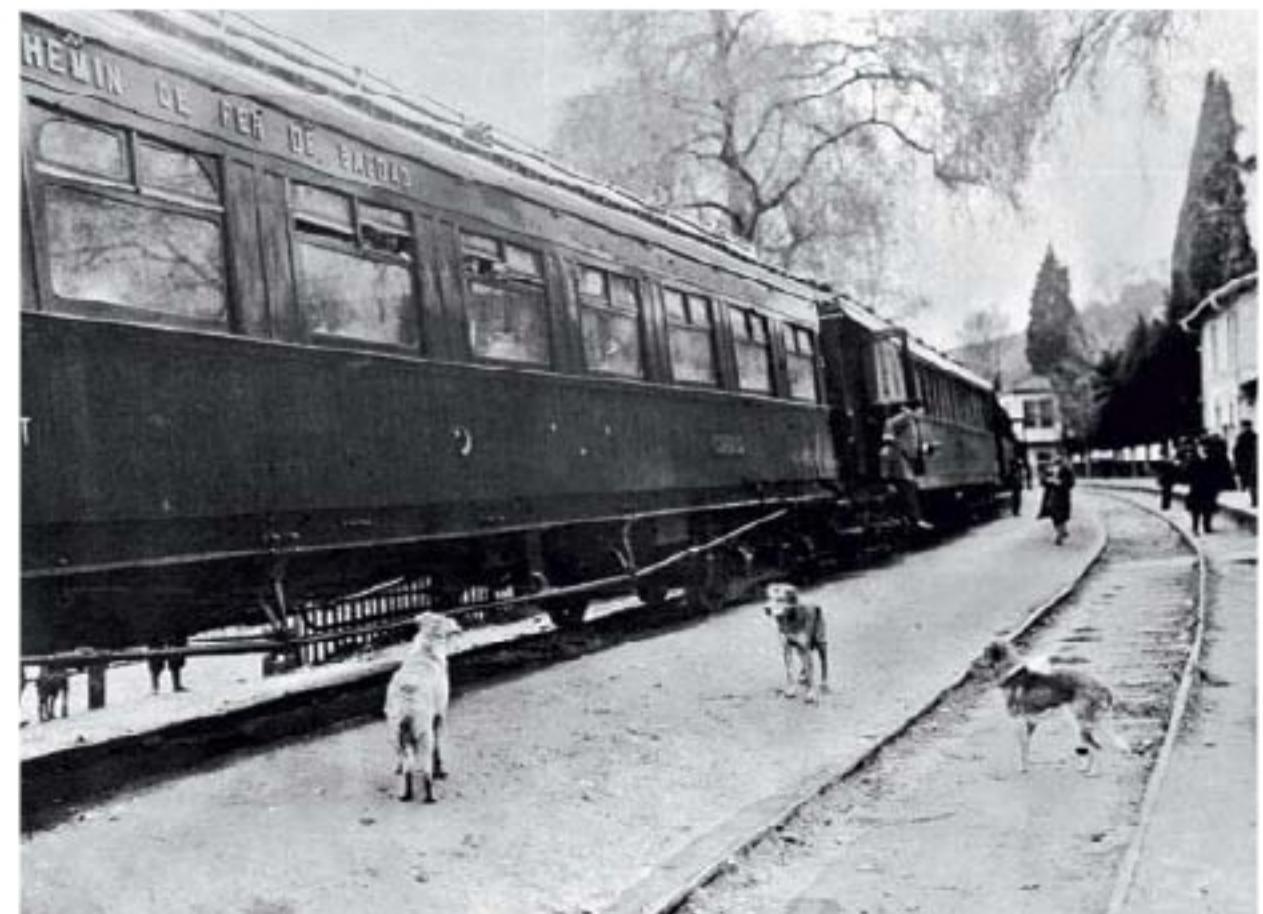
mid II et l'accession au trône de son frère Mehmed V le 27 avril 1909. Les troubles politiques bloquent à nouveau le chantier.

Lorsqu'il reprend, à l'été 1910, seuls quelques tronçons sont achevés entre Konya et la plaine d'Adana. Pour relier ces morceaux épars, le génie des ingénieurs allemands va être mis à contribution – mais aussi les efforts de 16 000 ouvriers ! A la veille de la guerre, ils percent une quarantaine de tunnels dans les montagnes et lancent au-dessus des vallées des ponts dont beaucoup sont encore empruntés aujourd'hui, comme le viaduc de Giaurdere (appelé aussi viaduc de Varda). Le chantier avance coûte que coûte, entre le franchissement de vides vertigineux et l'évacuation de tonnes de roche provoquées par les explosions, nécessaires pour creuser les tunnels. Mais ce n'est pas le seul danger qui guette les travaux. A des milliers de kilomètres de là, leur avancement suscite l'inquiétude grandissante des capitales européennes...

Il faut dire que, loin de Bagdad, l'heure est à l'orage sur le vieux continent. Les tensions assombrissent les relations internationales. Les grandes alliances sont désormais officiellement en place. Face au bloc allemand, austro-hongrois et italien, la France, la Grande-Bretagne et la Russie constituent ce que les journaux appellent la «Triple Entente». Les rodomontades maladroites ●●●

Konya, le point de départ

Le premier tronçon du chemin de fer de Bagdad a été réalisé en Anatolie, entre Konya et Bulgurlu, en 1904. Des trains ont commencé alors à circuler sur cette ligne d'environ 200 kilomètres. Ici, telle qu'elle était en 1908.



Ullstein Bild / Roger Viollet

Des espions britanniques tentèrent de saboter le projet

••• de Guillaume II, qui cherche plus que jamais à asseoir sa *Welt-politik*, enveniment l'image de l'Allemagne auprès de la Grande-Bretagne et surtout de la France, qui garde en mémoire le souvenir revanchard de l'Alsace-Lorraine, perdue en 1871. Le Reich se trouve régulièrement montré du doigt, au cœur de crises diplomatiques majeures. La dernière en date l'a opposée à la France en 1911, dans la baie d'Agadir. Il s'en est alors fallu de peu que l'incident militaire ne tourne au conflit armé entre les deux nations. Cette situation internationale conflictuelle trouve un écho jusque sur le chantier de la Bagdadbahn, dont la construction, explique Etienne François, «est perçue comme une menace, car elle intervient dans un contexte plus large de démonstration de la puissance allemande, qui entreprend notamment de constituer une véritable flotte militaire». Hormis cette inquiétude diffuse, les Britanniques craignent que les Allemands utilisent leur ligne ferroviaire pour venir les concurrencer dans l'exploitation des champs pétroliers de la région de Mossoul. Leur maudite Bagdadbahn doit en

effet passer par là. Les Anglais vont tout faire pour retarder l'avancée du chantier. Ils se lancent dans une entreprise d'espionnage romanesque impliquant l'une de leurs compatriotes, Gertrude Bell, exploratrice et archéologue féministe, surnommée la «Reine du désert» en raison de son excellente connaissance du Proche-Orient.

En 1911, un certain Lawrence d'Arabie entre en scène

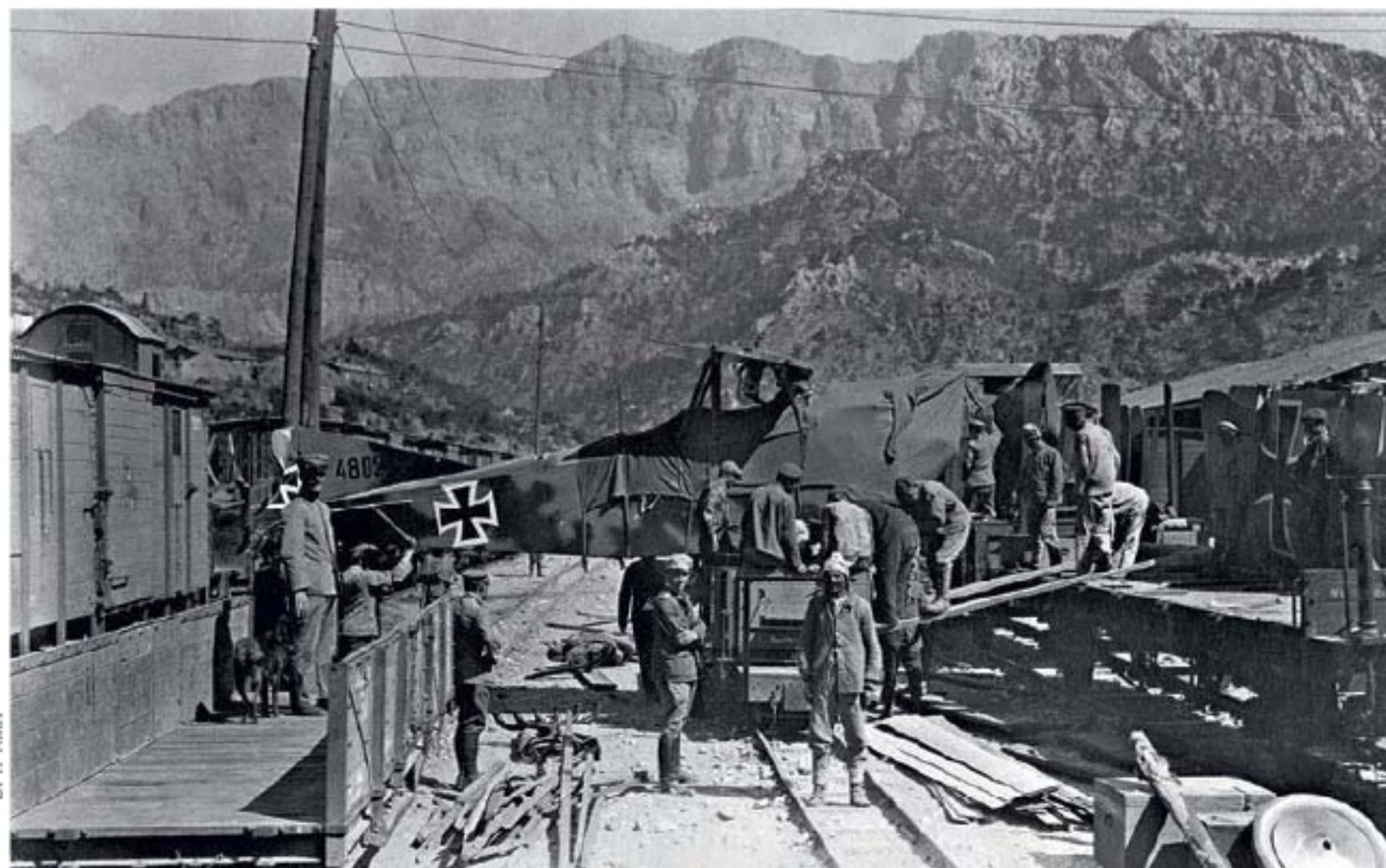
Elle rencontre l'ingénieur en chef Heinrich Meissner à Alep, puis à Bagdad, en 1912. Il lui fait en toute innocence la confidence passionnée des plans de «sa» Bagdadbahn.. Les services secrets de Sa Majesté peuvent également compter sur un archéologue encore inconnu, Thomas Edward Lawrence, qui s'illustrera bientôt sous le nom de Lawrence d'Arabie. Présent en 1911 sur les fouilles du site antique de Karkemish, il réalise photographies et relevés de la ligne de chemin de fer toute proche. Les craintes des Britanniques ne se limitent pas à Mossoul. Un autre projet, dont ils ont eu vent grâce à leurs «antennes», les taraude : les Allemands veulent

poursuivre la ligne au-delà de Bagdad, jusqu'à la ville côtière de Bassora. Cela leur ouvrirait le golfe Persique. La menace commerciale et militaire est de taille. L'empire colonial des Indes est proche et il est hors de question de le laisser à la portée du Reich. Le canal de Suez, passé sous la tutelle de la Couronne en 1882, doit rester la seule voie d'accès direct vers l'océan Indien.. La Grande-Bretagne opère alors une manœuvre audacieuse : en mars 1914, elle propose de participer financièrement à l'achèvement de la Bagdadbahn... à la condition que les Allemands renoncent au projet de ligne jusqu'à Bassora. Après de nombreuses tractations, l'accord est sur le point d'être signé. Mais nous sommes en août 1914, et la Bagdadbahn, comme toute l'histoire européenne, déraille brutalement : l'Allemagne vient de déclarer la guerre à la Russie..

Les tribulations de la Bagdadbahn ne s'arrêtent pourtant pas avec les premiers coups de canons de 1914. La ligne déjà construite en direction de Bagdad et celle du Hedjaz, entre Damas et Médine, jouent un rôle crucial dans le déroulement du conflit au Proche-Orient, en permettant l'acheminement des troupes turques vers les fronts du Sinaï et de Mésopotamie. La Bagdadbahn assume, à cette époque, un autre rôle de sinistre mémoire. En 1915, ses rails sont utilisés par les Ottomans pour la déportation de milliers d'Arméniens vers Alep, puis vers des camps de concentration situés dans le désert mésopotamien. Après ce terrible épisode, les travaux sont interrompus par la guerre. Ils le resteront jusqu'en... 1936 ! La Turquie et l'Irak, désormais indépendants, s'entendent alors pour achever le raccordement des différents tronçons. En juillet 1940, la Bagdadbahn rallie Constantinople – depuis 1930, Istanbul – à Bagdad. Guillaume II est encore en vie mais, destitué en 1918, il s'est exilé aux Pays-Bas. Il n'aura pas l'ultime satisfaction de voir de ses propres yeux l'accomplissement de son rêve fou – pas plus que Heinrich Meissner, décédé six mois plus tôt à Istanbul. ■

ÉMILIE FORMOSO

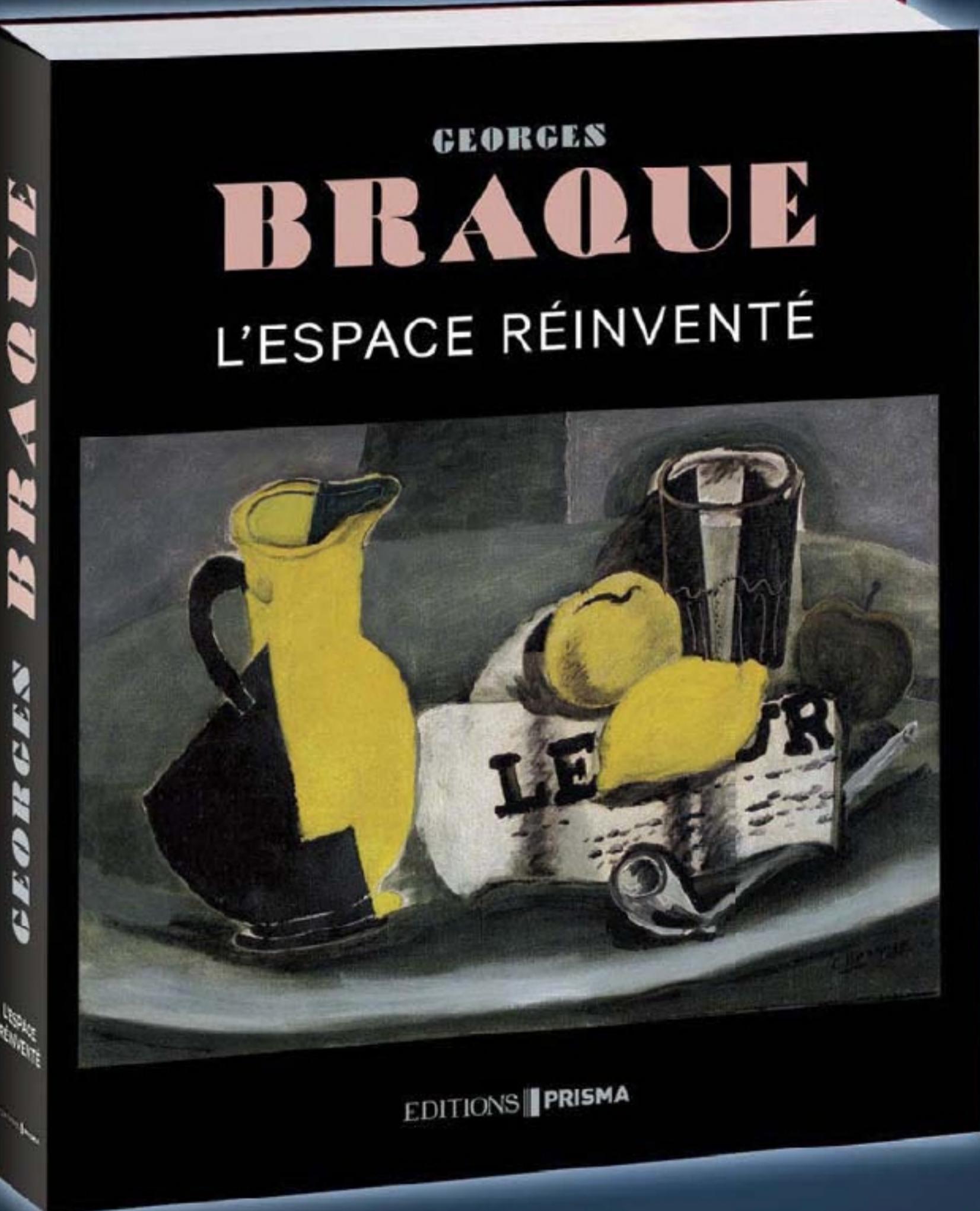
Les voies de la guerre
La Bagdadbahn a joué un rôle stratégique durant la Première Guerre mondiale. Elle servait notamment à transporter le matériel de guerre, comme ces avions de l'armée allemande alliée de l'Empire ottoman, démontés et embarqués dans les wagons, en 1916 ou 1917.



GEORGES BRAQUE

Maître du cubisme

ÉVÉNEMENT EXPOSITION
GRAND PALAIS



*“Toute ma vie,
ma grande
préoccupation a
été de peindre
l'espace.”*

Un beau livre pour saisir tout le génie de cet artiste discret et pourtant majeur.

39 € - 25,2 x 30,5 cm - 236 pages - disponible en librairies et rayons livres

EDITIONS || PRISMA

www.editions-prisma.com



AGADIR 1911

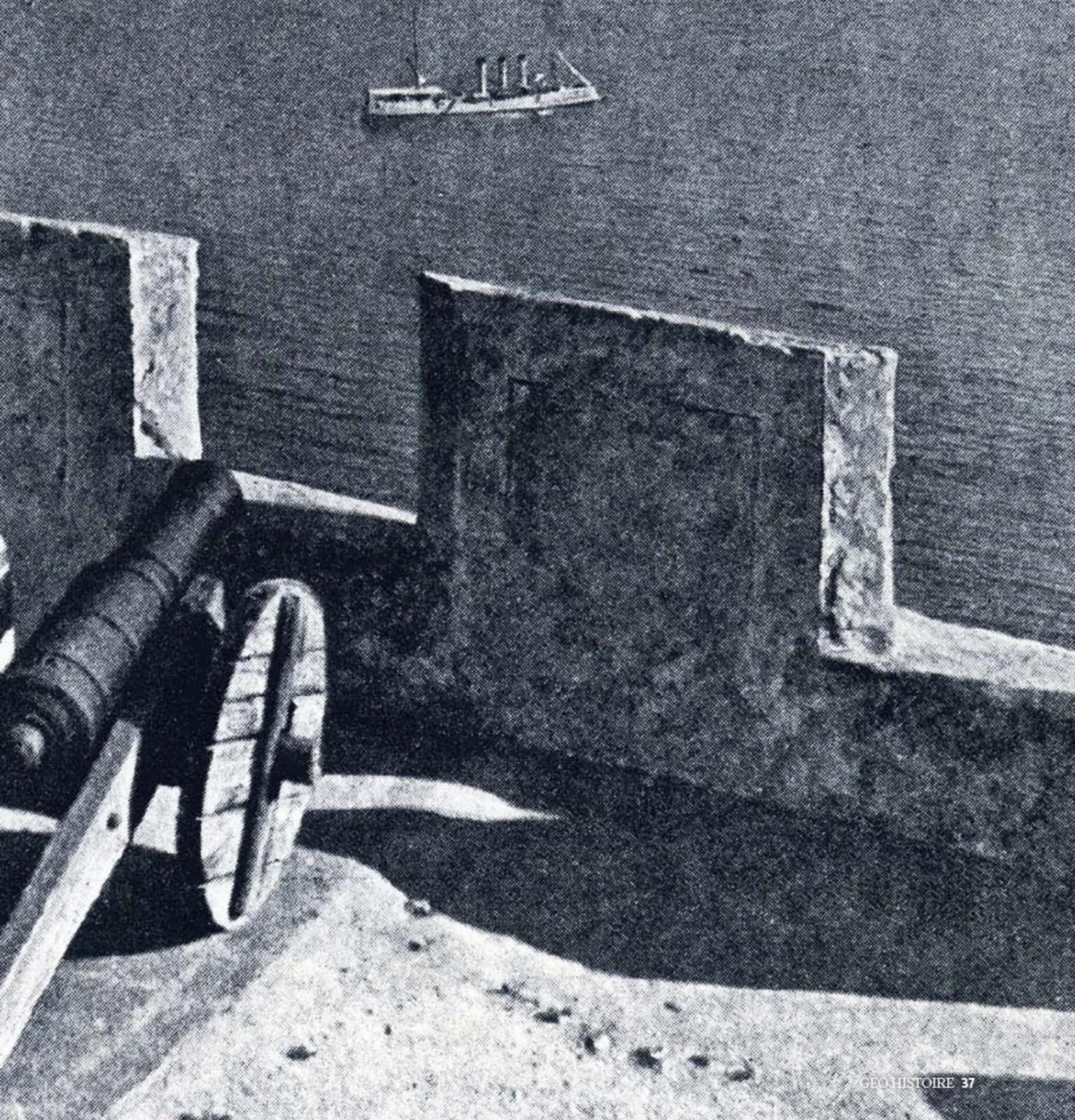
UNE GUERRE ÉVITÉE DE JUSTESSE

A l'été 1911, le face-à-face d'une canonnier allemande et de troupes françaises sur la côte marocaine faillit dégénérer. Et relança dans les deux pays la course à l'armement.

Le bras de fer est engagé
En juillet 1911, le magazine anglais «Illustrated London News» publie cette photo : sur les remparts de la forteresse d'Agadir, un canon français est pointé sur le croiseur allemand «Berlin». A la mi-juillet 1911, ce bâtiment a relayé la canonnier «Panther», envoyée par Berlin quinze jours plus tôt.



L'EXPANSIONNISME





a Grande Guerre a bien failli ne pas commencer en août 1914, mais trois ans plus tôt : à l'été 1911. Non pas qu'à cette date, les Français aient eu l'en-
vie subite de reprendre l'Alsace et la Lorraine, mais à cause d'un nouveau différend survenu entre la France et l'Allemagne au Maroc.

L'affaire commence officiellement le samedi 1^{er} juillet 1911. Ce jour-là, le baron von Schoen, ambassadeur d'Allemagne en France, est reçu au Quai d'Orsay, à Paris. Le diplomate prévient le ministre des Affaires étrangères Justin de Selves que son pays a décidé d'envoyer la canonnière «Panther» mouiller en rade d'Agadir. En réalité, le navire allemand a déjà jeté l'ancre et fait face aux murailles de la ville marocaine. L'Allemagne entend riposter à l'entrée, le 21 mai 1911, d'un corps expéditionnaire français à Fez, ainsi qu'au débarquement, le 8 juin, de soldats espagnols à Larache, au sud-ouest de Tanger. Le Reich est persuadé que la France et l'Espagne se sont secrètement entendues pour faire main basse sur le Maroc. Ce n'est pas la première fois que ces pays manœuvrent en terre marocaine. Déjà, en 1905, ils avaient fait pression sur le sultan Moulay Abdelaziz, qui dirigeait le pays, pour qu'il «accepte» une aide, et donc une présence militaire sur son sol. Le Kaiser Guillaume II était alors venu à Tanger se faire le chantre de l'indépendance du Maroc... contre les appétits coloniaux français. L'affaire, qui avait fait planer un risque de guerre européenne, s'était conclue par une conférence internationale à Algésiras, en 1906. Au grand dam de l'Allemagne, la France, soutenue par l'Angleterre, l'Italie, la Russie, et dans une moindre mesure par les Etats-Unis, avait sauvégarde ses intérêts économiques et bancaires. Le Reich avait obtenu que lui soit garanti, comme aux autres puissances, le libre accès commercial à l'Empire chérifien. Français et Espagnols s'étaient vu, eux, chargés de faire régner l'ordre dans les ports. Ce qui était une contrainte, mais surtout un avantage : les deux pays avaient alors pris prétexte de troubles locaux pour s'installer sur de nouveaux territoires marocains.

En mai 1911, c'est toujours sous le même prétexte que la France fait entrer ses troupes à Fez. Officiellement, elles sont venues prêter main forte au nouveau sultan Moulay Hafid, aux prises avec des tribus rebelles. Mais l'Allemagne, qui espère toujours empêcher la France de s'imposer comme la puissance dominante du Maroc, n'accepte pas cette intervention. La canonnière allemande

s'installe donc au large d'Agadir. La ville est à portée des obus allemands. Dès lors, la tension monte brutalement entre la République française et le Reich. Instrumentalisés par les deux gouvernements, les journaux français et allemands se déchaînent. A Paris, c'est Maurice Herbette, le chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, qui est à la manœuvre. Ce haut fonctionnaire dispose d'un vaste réseau de journalistes qu'il utilise systématiquement «pour discréditer toute tentative de négociation avec l'Allemagne», analyse l'historien australien Christopher Clark («Les Somnambules», Flammarion, 2013). «Le coup d'Agadir» est dénoncé à la une des quotidiens comme une provocation allemande. «L'acte d'Algésiras violé par l'Allemagne» titre «L'Intransigeant», le 3 juillet. «Que veut l'Allemagne?» interroge le même jour le journal conservateur «Le Matin», dont les quelque 700 000 exemplaires se répandent dans le pays. A Rennes, «Ouest-Eclair» résume le sentiment général : «L'intervention de l'Allemagne au Maroc provoque dans le monde une vive émotion». A Berlin, même intox : c'est la presse ultranationaliste qui est mise à contribution par le ministre des Affaires étrangères Alfred von Kiderlen. Il y voit un bon moyen de convertir l'empereur Guillaume II, plutôt sceptique sur la politique allemande au Maroc.

La psychose gagne les opinions publiques française et allemande, puis celles des pays du continent. Les peuples ne tardent pas à se convaincre qu'une confrontation militaire est en préparation. «Pendant toute la durée de la crise, l'idée de guerre n'a cessé d'imprégné l'ambiance européenne», analyse Jean-Claude Allain dans sa thèse de doctorat («Agadir, 1911», Publications de la Sorbonne, Paris, 1976).

Le gouvernement français dirigé par le président du Conseil Joseph Caillaux est divisé entre ceux qui privilégièrent les voies de la négociation et les germanophobes, partisans de la méthode dure. Le ministre des Affaires étrangères Justin de Selves propose d'envoyer des croiseurs à Agadir. Mais Caillaux s'y oppose. Il craint une escalade incontrôlable.

Le 16 juillet, le ministre allemand Kiderlen exige de la France qu'en compensation du Maroc, elle livre au Reich le Congo. La tension redouble. «L'Echo de Paris», organe réputé proche de l'Etat-major, s'insurge, le 20 juillet, contre «l'appétit allemand» et évoque «les limites de notre bonne volonté». La menace de guerre est à peine voilée. Le 23, «La Croix» enfonce le clou, ironisant en manchette : «Les Allemands veulent le Congo français, le Congo belge, l'Angola, bref, la moitié de l'Afrique du Sud.»

Le 21 juillet, l'Angleterre entre dans le jeu. Le chancelier de l'Echiquier David Lloyd George prononce un discours d'une exceptionnelle fermeté : il ●●●

En 1905 déjà,
le Kaiser est
venu à Tanger

La République honore ses alliés
En janvier 1912, cette illustration du «Petit Journal» montre deux «caïds» marocains fidèles à la France, décorés par le cdt Brémond, chef adjoint de la mission militaire au Maroc de 1909 à 1912.



RIEUR



●●● apporte son soutien à la France et met solennellement en garde l'Allemagne contre toute intervention au Maroc. «L'Humanité» y voit clair : le 23 juillet, le quotidien socialiste évoque alors «un avertissement aux chauvins allemands». Un mois plus tard, alors que se répand la folle rumeur d'un débarquement allemand au Maroc, l'Angleterre se fait plus précise : en cas de conflit entre la France et l'Allemagne, un corps expéditionnaire de 100 000 hommes sera déployé dans le nord de la France et la Royal Navy prendra le contrôle de la mer du Nord.

Dans la foulée, Londres annule les grandes manœuvres de ses armées et cantonne ses soldats dans leurs régiments. Même chose en France où les exercices programmés par les corps d'armée à la frontière de l'Est sont supprimés. Les fortifications sont réapprovisionnées et les permissions réduites. En déplacement à Issoudun, en août, le ministre des Finances Louis-Lucien Klotz prévient l'Allemagne que la France dispose de 4,5 millions de combattants. A Toulon, les parades navales de la Royale auxquelles assistent, en septembre, le président de la République, les présidents de la Chambre et du Sénat, tournent à la démonstration de force. En Allemagne, les va-t-en-guerre brandissent la supposée supériorité militaire allemande.

Bien malgré lui, le Maroc deviendra, en 1912, un protectorat français

L'inquiétude se diffuse parmi les places financières, qui enregistrent des baisses significatives. Les journées noires se succèdent à la Bourse de Berlin. De Paris à Londres, de Toulouse à Postdam, de Breslau à Barcelone se succèdent des meetings contre la guerre. 100 000 Allemands se réunissent dans la capitale allemande pour dénoncer les risques d'un «conflit criminel entre les peuples».

Pourtant, malgré l'ambiance électrique qui règne, l'heure de la confrontation ne semble pas encore arrivée. «Dira-t-on qu'un élan martial soulève les foules françaises et allemandes en septembre 1911 ? Certainement pas !», affirme l'historien Jean-Claude Allain. Dans leurs rapports, l'attaché militaire allemand en France et son homologue français en Allemagne font à peu près les mêmes constats : les populations ne comprendraient pas qu'une guerre éclate à propos du Maroc. Il faut dire que, du côté français, l'heure n'est plus à la Revanche. Les va-t-en-guerre prêts à en découdre sont peu nombreux, même si l'affaire de Tanger, en 1905, a regonflé les rangs nationalistes. Les années 1880, où le souvenir de la guerre et celui de l'Alsace-Lorraine perdue hantaienient encore la population, sont loin.

Voilà pourquoi la crise d'Agadir se résoud en novembre 1911. En presque aussi peu de temps qu'il ne leur avait fallu pour monter sur leurs grands chevaux, la France et l'Allemagne s'accordent sur un compromis acceptable pour les deux parties. Le Maroc deviendra, dès 1912, un protectorat français. L'Allemagne cède des terres qu'elle contrôlait au



Les réflexes germanophobes refont surface

Togo. En contrepartie, elle obtient d'importantes parcelles du Congo. Cet accord ne fait évidemment pas que des heureux : à Paris et à Berlin, les ultras sont révulsés. Obnubilée par sa volonté de doter le Reich d'un empire colonial à sa mesure, la puissante Ligue pangermaniste, partisane de l'expansion de l'Allemagne en Europe et au-delà, est exaspérée. Les nationalistes français, eux, jugent le traité trop favorable à Berlin. Ils dénoncent la mutilation du Congo et s'en prennent violemment à Joseph Caillaux dans l'hémicycle de la Chambre des députés.

Vaille que vaille, l'accord a quand même permis d'éloigner la perspective d'un conflit immédiat. Mais l'affaire d'Agadir va laisser des traces. De part et d'autre, le sentiment de menace qui s'était estompé depuis la fin du dernier conflit (1870-1871) se réins-



On célèbre à nouveau l'armée
La crise d'Agadir fut l'occasion pour les bellicistes de réclamer des mesures antiallemandes. Comme ici, Paul Déroulède, écrivain militant nationaliste, qui harangue la foule, en décembre 1912, devant le monument de la guerre de 1870, à Champs-sur-Marne.

talle dans les populations. Le thème du danger allemand devient un leitmotiv, dans les colonnes de la presse nationaliste. Celle-ci dénonce sans relâche la présence de capitaux français outre-Rhin. Elle réclame aussi qu'on cesse d'accorder des concessions minières, en France, à des groupes allemands. Pour calmer les ultras, le gouvernement français impose à la société allemande Thyssen de mettre des dirigeants français à la tête de la Société des hauts fourneaux de Caen qu'elle contrôle. Les Allemands, de leur côté, multiplient les mesures de rétorsion à l'égard de Saint-Gobain et de la compagnie d'assurances Phénix, qui sont présentes sur leur sol.

En 1913, le parlement adoptera «la loi des trois ans» de service militaire

Les semaines qui suivent l'accord franco-allemand se transforment en une impressionnante veillée d'armes. Les pays européens font le bilan de la crise. Se doter d'armées capables de prendre part à un conflit généralisé devient la préoccupation majeure de tous les gouvernements. Parer à toute menace provenant de son voisin est érigée en priorité absolue. Les grandes nations se démènent donc pour fortifier leurs alliances. Le président du Conseil Raymond Poincaré se rend en Russie en septembre 1912 afin de resserrer les accords militaires signés avec Mos-

cou en 1892. Obsédée par la crainte d'être prise en étau par la France et la Russie, l'Allemagne tente de fissurer l'Entente cordiale qui prévaut depuis 1904 entre la France et la Grande-Bretagne. Sans succès : les Anglais refusent l'accord de neutralité que leur propose le Reich. Bien au contraire, la France et l'Angleterre conviennent même d'inaugurer une coopération militaire et navale.

En outre, tous les pays se lancent dans une course effrénée aux armements et aux effectifs. Dès 1912, l'Allemagne augmente son budget militaire, modernise son artillerie lourde et fait passer ses troupes de 600 000 à 800 000 hommes. Il en va de même en Autriche-Hongrie, en Belgique et en Russie qui augmente son contingent de 445 000 à 580 000 hommes. En France, le général Joffre, devenu chef d'Etat-major général en juillet 1911, s'attache à réorganiser le fonctionnement hiérarchique des armées. Mais surtout le Parlement adopte, en 1913, «la loi des trois ans» de service militaire qui permet de porter à 750 000 le nombre d'hommes sous les drapeaux.

En conséquence, tout est en place pour la Grande Guerre. Il ne reste plus à attendre qu'une nouvelle crise survienne pour en donner le signal. Cela n'arrivera pas du Maroc, cette fois-ci, mais de Sarajevo, trois ans plus tard. ■

JEAN-JACQUES ALLEVI



Passé et présent cohabitent sur la Stephansplatz en 1914. La place centrale de Vienne doit son nom à la cathédrale Saint-Etienne (à droite), chef-d'œuvre gothique dont les catacombes conservent les dépouilles des souverains Habsbourg. En face, les grands magasins Rothberger célèbrent une modernité triomphante.

Photographie de Bruno Reiffenstein, 1914.

LA CULTURE

VIENNE

La fête au bord de l'abîme

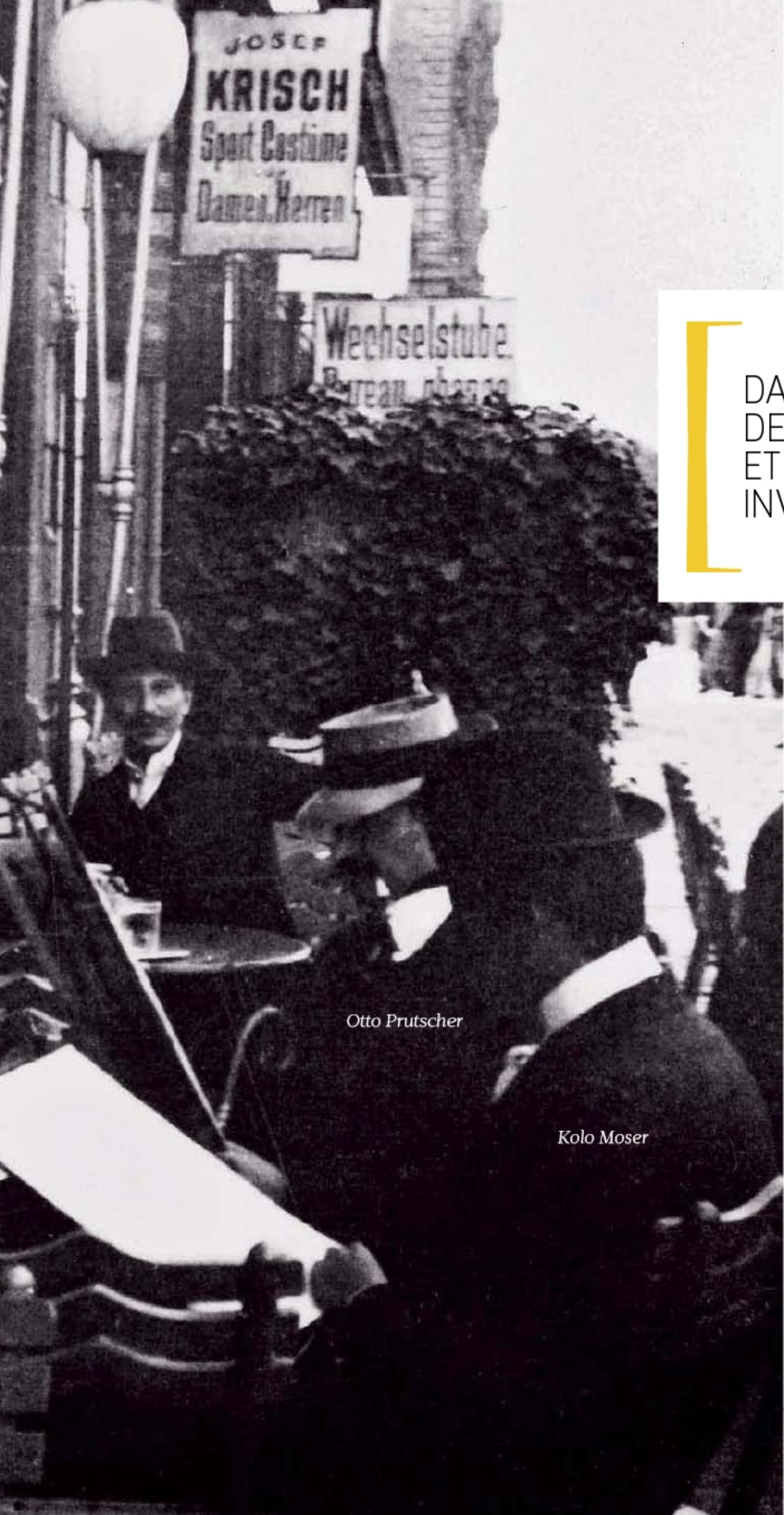
En 1913, la capitale autrichienne bouillonne d'activités, de joie, de créativité. Elle concentre en son sein les intellectuels et les artistes les plus novateurs d'Europe. Et aussi quelques dissidents politiques. Mais derrière cette insouciance, on sent déjà poindre le crépuscule.





Otto Wagner

Josef Hoffmann



Otto Prutscher

Kolo Moser

DANS LES CAFÉS, DESIGNERS ET ARCHITECTES INVENTENT L'AVENIR

«UNE IDÉE, S'IL VOUS PLAÎT!»

Les architectes Otto Wagner et Josef Hoffmann et les designers Otto Prutscher et Koloman Moser (de gauche à droite) épluchent des journaux en terrasse. Enseignants à l'école des Arts appliqués, Wagner et Moser ont créé en 1903 la Wiener Werkstätte (l'Atelier viennois) pour produire les meubles d'un style nouveau qu'ils conçoivent.

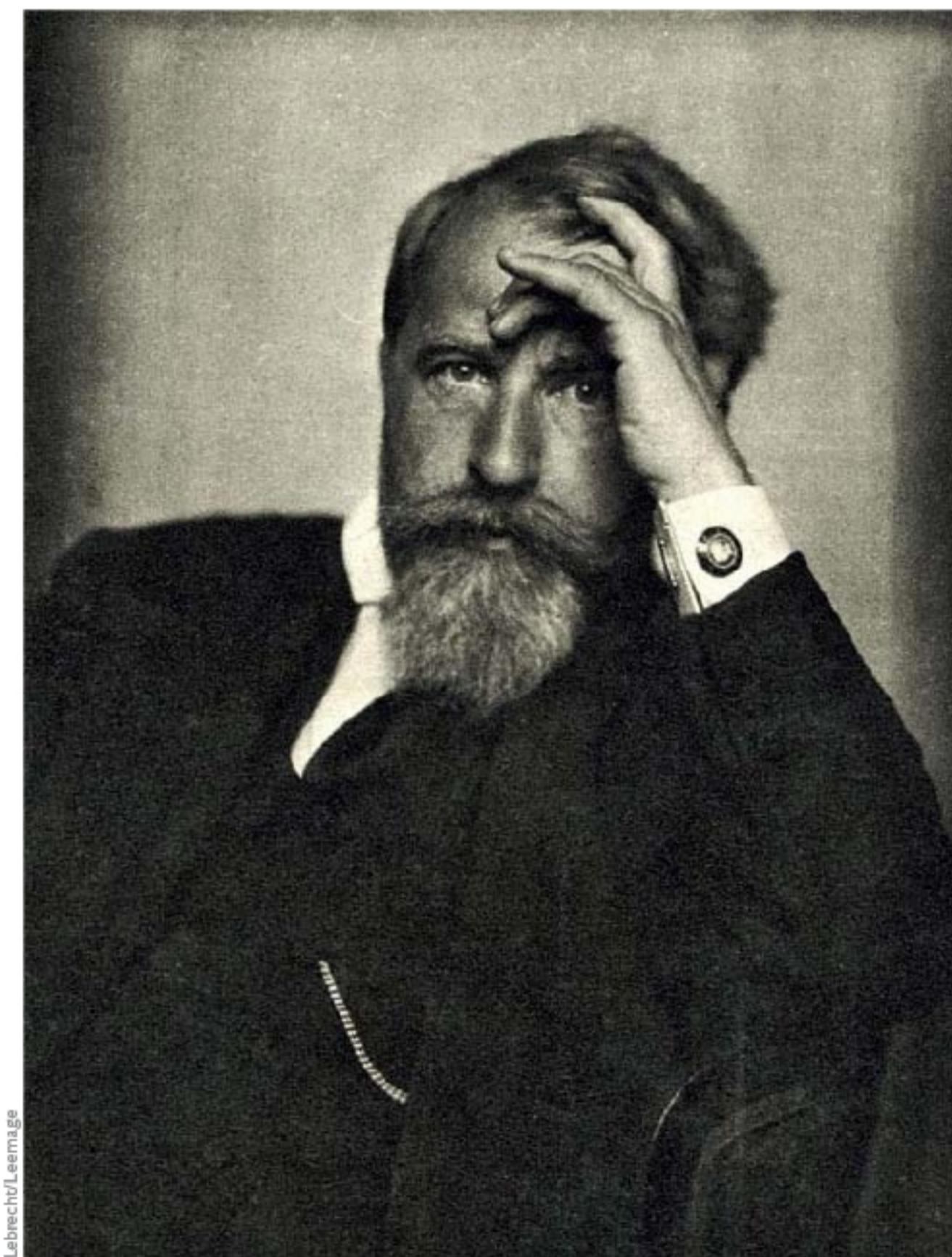
HERMANN BAHR
DIE SCHÖNE FRAU

UNE NOUVELLE
VAGUE LITTÉRAIRE
Cette couverture,
signée Koloman
Moser, fut celle d'un
roman publié en
1899 par Hermann
Bahr, chef de file
du mouvement
«jeune Vienne», qui
compte dans ses
rang les écrivains
Arthur Schnitzler,
Stefan Zweig, Karl
Kraus et Hugo von
Hofmannsthal.

Imago/La Collection



LES CRÉATEURS DYNAMITENT L'ORDRE ANCIEN ET LA MORALE BOURGEOISE



Lebrecht/Leemage

Imago/la Collection



Arnold Schönberg

UN COMPOSITEUR INCOMPRIS

L'inventeur du dodécaphonisme influencera toute la musique du XX^e siècle, d'Igor Stravinsky à John Cage. Mais son œuvre fait d'abord scandale. Le concert qu'il dirige le 31 mars 1913, au Musikverein de Vienne, donne ainsi lieu à un véritable charivari.

Caricature parue dans «Die Zeit» en avril 1913.

Arthur Schnitzler

UN ÉCRIVAIN CENSURÉ

Celui en qui Freud voit son «double» a abandonné sa carrière de médecin pour se consacrer à l'écriture. Dans ses nouvelles, romans et pièces, Schnitzler parle de sexualité sans détours. «La Ronde» (1903), qui restera censurée pendant vingt ans, lui vaut l'étiquette de «pomographe».

CES ICONOCLASTES UNISSENT LEURS DISCIPLINES POUR CRÉER «L'ART TOTAL»



LES ARTISTES FONT SÉCESSION

Né en Allemagne vers 1892, le «Jugendstil» (équivalent de l'Art nouveau français) se développe à Vienne à partir de 1897 sous la forme d'un courant intitulé «Sécession viennoise». Fédérant toutes les disciplines, ce mouvement, conduit par Gustav Klimt (ici, assis sur son trône), prône l'avènement d'un «art total». On en voit, sur cette photo, les principaux représentants.





Oskar Kokoschka



IL CÉLÈBRE L'AMOUR LIBRE

«La Fiancée du vent» est l'hom-mage du peintre à sa maîtresse Alma Mahler. Cette musi-cienne brillante est l'égérie du Tout-Vienne, épousant successivement Gustav Mahler et Walter Gropius, le futur fondateur du Bauhaus.

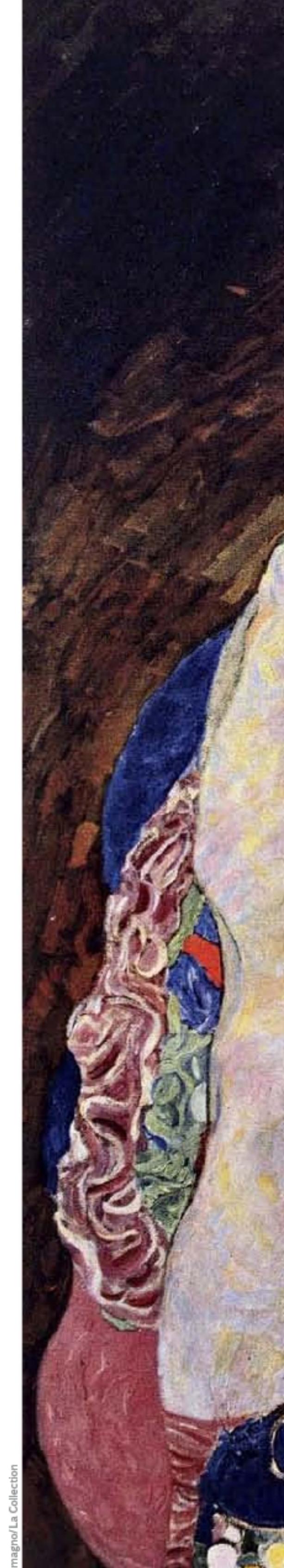
«La Fiancée du vent», huile sur toile, 1913.

Gustav Klimt

SES MODÈLES LE FINANCENT

Le chef de file de la Sécession est un inventeur de formes sans pareil. Après avoir choqué la Vienne bourgeoise, il se consacre à des tableaux allégoriques, souvent érotiques, et aux por-traits de quelques riches femmes commanditaires.

«La Jeune Fille», huile sur toile, 1913.



Egon Schiele

LA LOI PUNIT SES AUDACES

Il est l'auteur de nombreux dessins érotiques, repré-sen-tant notamment Wally Neuzil, un modèle de Klimt, qu'il épouse en 1911. Ces outrages aux «bonnes moeurs» lui valent quelques soucis judiciaires.

«Wally au chemisier rouge», gouache, aqua-relle et crayon, 1913.



Imago/La Collection

Imago/La Collection



Un soir de janvier 1913, Stavros Papadopoulos descend du train en provenance de Cracovie à la gare du nord de Vienne. Le visage mat et grêlé derrière une grosse moustache de paysan, l'homme porte une modeste valise en bois. Et un faux passeport. La véritable identité de ce Géorgien de 34 ans est Joseph Djougachvili, mais ses camarades bolcheviques le surnomment Koba. Dépêché par le parti communiste russe clandestin pour étudier la question des nationalités dans l'Empire austro-hongrois, ce voleur de banques reconvertis en révolutionnaire professionnel va bientôt adopter un nouveau patronyme : Staline.

La capitale autrichienne est alors la «patrie des apatrides». Elle attire de toute l'Europe les militants politiques en quête d'un refuge. «L'Etat central n'était pas très puissant, peut-être un peu maladroit. Si vous cherchiez un endroit où vous cacher en Europe et où rencontrer plein de gens intéressants, Vienne était un très bon choix», explique l'historien Charles Emmerson dans son livre «1913 : In Search of the World Before the Great War» (éd. Bodley Head Adults). Staline y retrouve donc un autre bolchevique, évadé cinq ans plus tôt des geôles tsaristes. Mais entre le rude homme d'action et ce juif cultivé et polyglotte, le courant passe mal. «Je ne vis rien d'amical dans son regard», notera, prémonitoire, Trotsky dans ses mémoires ; et vingt-sept ans plus tard, Staline le fera assassiner au Mexique..

Pour l'heure, Trotsky s'occupe de sa «Pravda» («Vérité»), journal qu'il fait passer en Russie en contrebande. Tirant les leçons de l'échec de la révolution russe de 1905, il cherche les moyens de réussir la prochaine, développant ses idées de «révolution permanente» et de «dictature du prolétariat». Au chapitre 17 de son autobiographie («Ma vie»), Trotsky évoque son séjour viennois : «C'était un véritable

foyer de larges intérêts politiques et, en général, de préoccupations intellectuelles, où l'on faisait de la musique, où l'on parlait quatre langues, où l'on entretenait les relations les plus variées avec des personnalités européennes. [...] Ma femme connaissait fort bien le chemin du mont-de-piété, et je vendis plus d'une fois aux bouquinistes des livres que j'avais achetés en des jours plus fortunés. Il arriva que notre humble mobilier fut saisi comme garantie du loyer.»

En ville, Trotsky est connu comme Monsieur Lev Bronstein, un fin intellectuel russe et le meilleur joueur d'échecs du Café Central, où il passe de longues heures, conformément à l'art de vivre local. Les cafés viennois – dont la légende fait remonter l'origine au siège de la ville par les Ottomans (1683) – sont bien autre chose que de simples débits de «kapuziner» (le café noir du matin) et de «fläcker» (le breuvage du soir, corsé de rhum). On s'y retrouve pour lire et commenter les journaux allemands, hongrois, tchèques, français, italiens ou anglais, et discuter sans fin de politique, de science, d'art. En ces premières années du XX^e siècle, le cœur de la vieille ville concentre les intellectuels et les artistes les plus novateurs d'Europe. Sous les splendides voûtes du Café Central, Trotsky croise ainsi les écrivains Peter Altenberg et Hugo von Hofmannsthal et l'architecte Adolf Loos. Le Café Griensteidl est le rendez-vous des écrivains «fin-de-siècle», Hermann Bahr, Karl Kraus et Arthur Schnitzler. Le Muséum est, pour sa part, le QG des peintres Koloman Moser, Oskar Kokoschka et Egon Schiele, membres de la Sécession, un mouvement artistique lancé quinze ans plus tôt par Gustav Klimt ; on y rencontre aussi le musicien Alban Berg et le futur prix Nobel de littérature Elias Canetti. Le Café Landtmann, en face du Burgtheater, est fréquenté par le neurologue Sigmund Freud et, avant qu'il ne quitte la ville, par le compositeur Gustav Mahler. Bref, tous ces cafés sont des bouillons de culture.

«La communauté intellectuelle viennoise était en réalité très petite, rappelle Charles Emmerson, et tout le monde s'y connaît

sait, ce qui favorisait les échanges interculturels.» Des échanges fructueux en ce début du XX^e siècle. Les artistes du mouvement Sécession bousculent les conventions plastiques et dynamitent les frontières entre arts décoratifs, arts appliqués, architecture, peinture et sculpture, à la recherche d'un «art total» qui annonce le Bauhaus. Karl Kraus, Joseph Roth et Arthur Schnitzler explorent de nouvelles formes littéraires. Freud est en train de révolutionner les sciences humaines. Et les prémisses d'une émancipation féminine s'incarnent dans les personnalités flamboyantes de Lou Andreas-Salomé, disciple de Freud, Adèle Bloch-Bauer, commanditaire de Klimt, et Alma Mahler, épouse et muse du compositeur.

Les Viennois ont deux amours : leur musique et leur empereur

Cependant, la renommée internationale de Vienne repose avant tout sur sa vie musicale. On célèbre les cultes de Mozart, Beethoven et Schubert – qui y sont pourtant morts dans l'indigence. On joue autant l'exigeant Brahms (décédé en 1897) que le populaire Johann Strauss, «roi de la valse», dont les succès résonnent partout en ville. On invente également des sonorités inédites, sous les auspices de Mahler. Pour les Viennois, la musique est une religion : la ville compte huit grands orchestres (dont celui des médecins) et 247 chœurs masculins (les épiciers et les brasseurs ont chacun le leur) ! Ici, «chaque fausse note était remarquée», se souviendra Stefan Zweig. «Alors qu'en matière de politique, d'administration, de morale, on se montrait plutôt tolérant, en matière artistique, il n'y avait pas de pardon : l'honneur de la ville était en jeu.» Le 31 mars 1913, lors d'une représentation qui vire à l'émeute, un spectateur scandalisé déifie ainsi en duel Arnold Schönberg alors que ce dernier dirige un concert mêlant ses œuvres et celles de ses disciples Alban Berg et Anton Webern.

L'autre grande passion des Viennois, c'est leur empereur. François-Joseph règne depuis soixante-cinq ans ! Monté sur le trône à la fin de 1848, après une série d'insurrec-

tions qui ont secoué l'empire, il a modernisé la capitale, à défaut des institutions. Les vieux remparts démolis en 1857 ont laissé place au Ring, un large boulevard circulaire bordé de bâtiments prestigieux réaffirmant le faste impérial – l'Opéra, le Parlement, le musée d'Art et d'Histoire naturelle, l'hôtel de ville, le Burgtheater, l'université – et d'immeubles privés affichant le triomphe bourgeois. Retiré dans son palais du Hofburg, au cœur de Vienne, l'autocrate y maintient une étiquette d'un autre âge. Méprisant le téléphone et l'électricité, il exige que sa résidence demeure éclairée à la lampe à pétrole. En pleine tourmente politique, ce caractère immuable de la Cour rassure les Viennois. Le conservatisme de l'empereur n'a d'ailleurs pas empêché ce dernier de passer des commandes officielles aux ar-

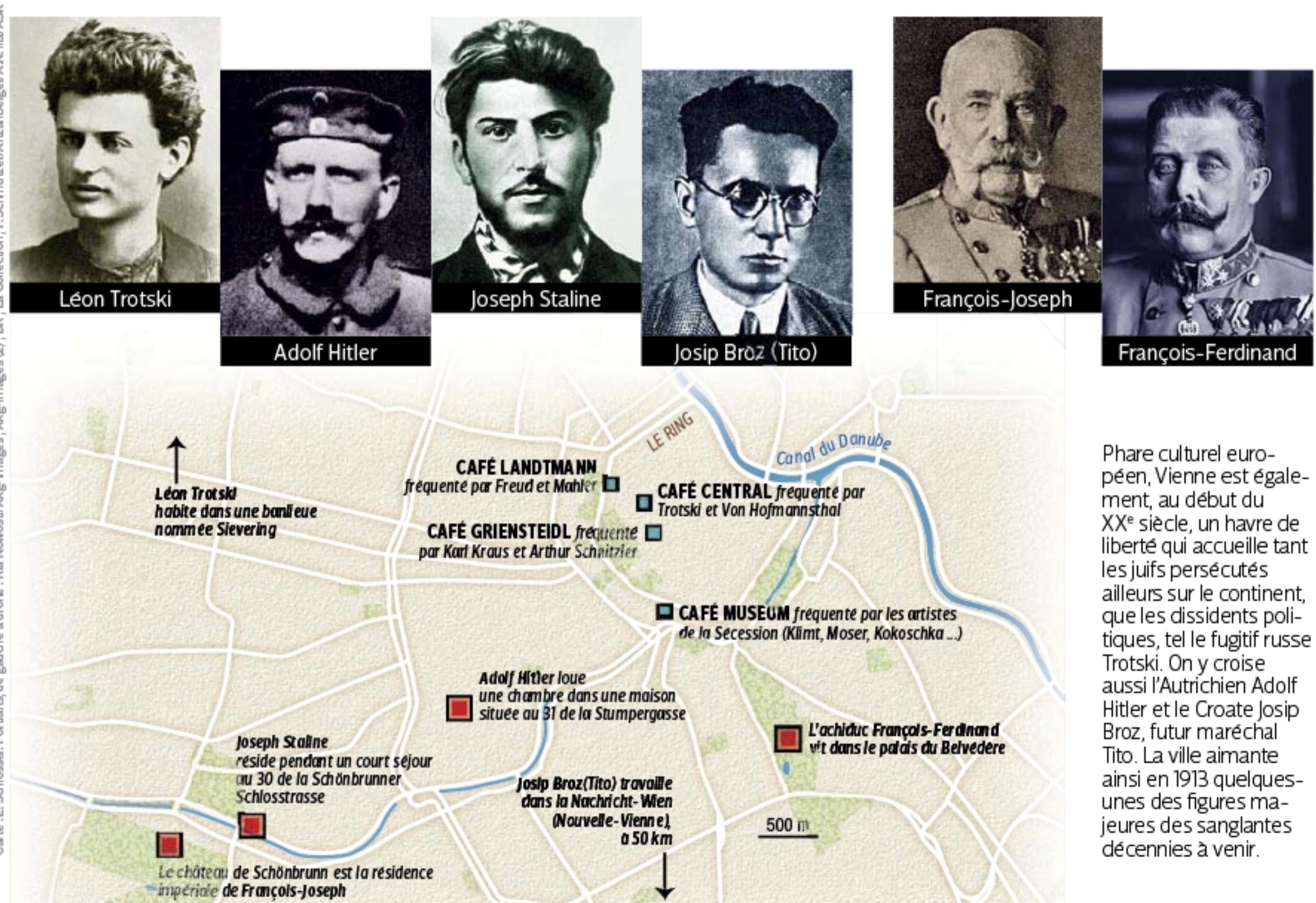
tistes de la Sécession : Otto Wagner a réalisé des stations du métro, et Gustav Klimt plusieurs fresques pour la villa Hermès offerte par François-Joseph à son épouse Elisabeth, dite Sissi.

L'Autriche-Hongrie est alors le plus vaste empire d'Europe

Mais, paradoxe, ce chaudron de créativité bout dans un empire malade finissant. L'Empire des Habsbourg demeure, certes, le plus vaste d'Europe. De la Suisse à la mer Noire, des frontières allemande et russe aux Balkans, il englobe toute l'Europe centrale et une partie de l'Europe orientale. Ses 53 millions de sujets parlent quatorze langues, sans compter les dialectes, et se répartissent en 23 % d'Allemands, 20 % de Magyars, 45 % de Slaves, 8 % de Latins (Italiens et Roumains) et 4 % de juifs et de Roms (d'après l'*«Histoire de l'Empire des*

Habsbourg : 1273-1918»), de Jean Bé-ranger, éd. Fayard, 1990). Mais, chassés de leurs vieilles possessions en Italie (1860) et en Allemagne (1866), les Habsbourg ont tenté de consolider leur pouvoir, à l'intérieur de frontières resserrées, en y associant la très réactionnaire aristocratie hongroise. Le «compromis» de 1867 a créé la «double monarchie» : empereur en Autriche, François-Joseph n'est plus que roi en Hongrie. Cet arrangement bancal et provisoire est finalement devenu permanent, sans satisfaire personne. Slaves et Latins se sentent particulièrement lésés : en Croatie et en Transylvanie, Budapest impose violemment l'usage du magyar et de l'allemand. Moins brutalement, Vienne s'efforce de germaniser la Dalmatie, la Bohême, la Galicie et la Bucovine. Parmi toutes ces populations qui s'estiment reléguées au second ...

UN CHAUDRON POUR LES AGITATEURS



••• plan, en raison de leur religion non catholique ou de leur culture non allemande ou hongroise, frustration et colère progressent chaque jour. Pour nombre de ses sujets, l'Empire est devenu la «prison des peuples».

Et puis, il y a la poudrière des Balkans. Le Congrès de Berlin de 1878 a autorisé les Habsbourg à occuper la Bosnie-Herzégovine, province ottomane peuplée de Serbes orthodoxes et de Slaves convertis à l'islam. Trente ans plus tard, pour le jubilé de l'empereur, la province a été carrément annexée, provoquant l'ire du royaume de Serbie et de son puissant protecteur, l'Empire russe. Belgrade n'est plus qu'à un coup de canon et les généraux autrichiens planifient maintenant de mettre au pas ce voisin hostile.

«Nulle part, il n'était plus facile d'être européen», écrira Zweig

En 1913, Vienne est donc la capitale d'un empire malade. Dans une Europe d'Etats-nations triomphants, les tensions internes et externes entraînent vers sa fin cet anachronique «assemblage» multinational, dont les institutions sont paralysées. Le spectacle de la cacophonie du parlement de Vienne – qui fonctionne en dix langues – est d'ailleurs l'une des attractions recommandées aux 100 000 touristes qui visitent la ville chaque année.

En un siècle, la population de Vienne a été multipliée par dix. S'y concentrent désormais 2,5 millions d'habitants, dont plus de la moitié n'y sont pas nés mais ont débarqué de Basse-Autriche, de Bohême, de Moravie et d'Allemagne du Sud, voire d'Italie et de Galicie. Le «parler viennois», issu du haut-



Lebrecht/Rue des Archives

allemand, s'est enrichi de ces multiples apports, mais on entend en ville toutes les langues d'Europe : «Babel moderne» est le cliché favori des guides touristiques de l'époque. Reste que ceux qui en ont fait un phare culturel majeur sont bien des Viennois d'adoption : Sigmund Freud et Gustav Mahler sont nés en Moravie, Karl Kraus en Bohême, Arthur Schnitzler en Hongrie, Joseph Roth est originaire de Galicie, Elias Canetti des Balkans et Stefan Zweig a des ascendances moraves et italiennes. «Le génie de Vienne, écrira ce dernier, a toujours été d'harmoniser les contrastes ethniques et linguistiques. [...] Nulle part il n'était plus facile d'être un Européen.»

Un jugement enthousiaste qu'il faut cependant tempérer. Comme l'a montré l'écrivain Claudio Magris (né à Trieste), le dououreux exil de Zweig, à partir de 1934, fera naître en lui une «utopie rétrospective». Dans son souvenir nostalgique, sa ville deviendra un paradis perdu, un modèle d'intégration, une matrice de l'Europe transcendant toutes les frontières,

linguistiques, religieuses, nationales... Loin de ce tableau harmonieux, nombre de Viennois ressentent déjà plus ou moins confusément, en 1913, une double angoisse face au déclin de l'Empire et au spectre d'une guerre imminente en Europe. Face à ces périls, ils se jettent avec un enthousiasme redoublé dans leurs passions artistiques. Et s'arment de détachement et d'ironie. «La situation est certes désespérée, mais on ne peut pas dire qu'elle soit vraiment grave», résume un dicton viennois du moment. Le genre de plaisanterie que doit apprécier le docteur Freud. Selon lui, en effet, le mot d'esprit est le révélateur d'une tension psychique, le rire servant de bouclier contre une réalité intolérable. Parfaite analyse de la Vienne d'avant 1914... «L'étrange contradiction entre l'épanouissement extraordinaire de la capitale et le déclin, ou plutôt la désintégration de l'empire [...] explique pourquoi la psychanalyse, fondée sur la compréhension de l'hystérie et de la névrose, est née dans cette ville et, probable-

«LA SITUATION EST DESESPÉRÉE, MAIS PAS GRAVE», SELON UNE BLAGUE LOCALE



LA MUSIQUE POUR OUBLIER
Tandis que l'Europe fonce vers l'abîme, les Viennois se réfugient dans les plaisirs, et notamment ceux de la musique, une de leurs passions, comme sur cette illustration de Josef Engelhart (1913). Les beaux jours finiront bientôt.

ment, n'aurait pu naître nulle part ailleurs», notera ultérieurement Bruno Bettelheim, psychologue américain né à Vienne en 1903.

En 1913, Vienne recense 1 500 cas de mort par suicide

Derrière les superbes façades Art nouveau, le malaise pointe donc dans la civilisation. La carte postale de ville insouciante, s'étourdisant de valses et célébrant son glorieux passé impérial tout en inventant l'art du futur, jette un voile bienvenu sur les impasses du présent. Comme le dit un personnage d'une opérette célèbre de Johann Strauss, «heureux celui qui oublie ce qu'il ne peut changer». Tous n'y parviennent pas cependant : Vienne est aussi la capitale européenne... du suicide, avec 1 500 cas en 1913. Et à côté d'une noblesse avide de plaisirs, d'une bourgeoisie triomphante et d'une élite culturelle brillante et émancipée, un immense prolétariat végète, absent de la photo. Les millionnaires n'habitent qu'à quelques rues des taudis misérables où la tuberculose fait des ravages.

Au Café Central traîne souvent un jeune peintre de 24 ans, originaire du nord-ouest de l'Autriche, qui ne décolère pas d'avoir été deux fois recalé par l'Académie des Beaux-Arts. Adolf Hitler habite alors dans une auberge miteuse de la Meldermannstrasse, près du Danube. Dans «Thunder at Twilight : Vienna 1913/1914» (éd. Da Capo Press, 2001), évocation de la ville à la veille de la guerre, l'écrivain américain Frederic Morton (né Fritz Mandelbaum, à Vienne, en 1924), l'imagine haranguant ses colocataires et distillant, déjà, la haine de ce juif qui incarne la réussite. Car l'âge d'or de Vienne est bien celui de ces juifs assimilés, laïcs et germanisés, qui ont porté la culture européenne à un point d'incandescence, et inventé la modernité : Peter Altenberg, Hugo von Hofmannsthal, Karl Kraus, Arthur Schnitzler, Stefan Zweig, Franz Werfel, Hermann Broch, Karl Popper, Joseph Roth, Gustav Mahler, Arnold Schönberg, Anton Webern, Alban Berg, Sigmund Freud...

En 1867, l'empereur a accordé aux juifs la pleine citoyenneté et l'accès libre aux écoles et universités. Cette tolérance a attiré en masse, dans les années 1880 et 1890, les juifs de l'Est et particulièrement de Russie, fuyant misère et persécutions. Un demi-siècle plus tard, Vienne abrite, après Varsovie, la plus grande communauté juive d'Europe (11 % de la population). Surtout, 40 % des étudiants en médecine à l'université de Vienne sont juifs, tout comme un quart des étudiants en droit et un grand nombre de journalistes, d'intellectuels et d'artistes qui comptent.

Karl Wittgenstein, qui donnera naissance au philosophe Ludwig Wittgenstein, est à cette époque l'industriel le plus riche d'Autriche. Une telle réussite attise rancœurs et jaloussies. C'est ainsi dans la Vienne hypercivilisée du début du XX^e siècle que naît l'antisémitisme de masse. Karl Lueger est le premier politicien européen à se servir de ce levier dans une campagne électorale. Avec un succès éclatant : il reste maire de Vienne de 1897 à 1910. Ses diatribes, conjuguées à une politique communale efficace, le rendent très populaire. La cible privilégiée de ce chrétien-

social, qui se proclame «antisémite économique», ce sont ces grands bourgeois juifs promoteurs d'une modernité qu'il prétend dirigée contre «l'homme simple». S'inscrivant dans la vieille tradition d'antisémitisme catholique, ses délires deviennent peu à peu le bruit de fond de la ville. En en faisant son premier modèle, Hitler qualifiera Lueger de plus grand maire allemand de tous les temps.

Dès 1897, Gustav Mahler fuit la ville parce qu'il est juif

Bien que l'esprit de tolérance viennois laisse de plus en plus place à ce racisme débridé, rares sont pour l'heure les juifs à se sentir menacés. Ne sont-ils pas de loyaux et fervents gardiens de la culture allemande, qui plus est protégés par la loi ? Directeur de l'Opéra de Vienne depuis 1897, Gustav Mahler s'est, le premier, résolu à quitter sa ville adorée en 1908, après avoir tenté en vain d'apaiser les critiques en se convertissant au catholicisme.. Les écrivains abordent peu le sujet. Schnitzler, sans l'exprimer clairement, semble nourrir, dans son «Vienne au crépuscule» (1908), le pressentiment d'une catastrophe à venir. Un autre juif viennois, le journaliste Theodor Herzl, l'anticipe peut-être aussi en rejetant l'assimilation au profit du rêve sioniste, celui d'un nouveau pays qui pourrait servir de refuge commun à tous les juifs persécutés. Neuf ans après sa mort, le 11^e Congrès sioniste ouvre ses portes à Vienne, l'année même où Hitler la quitte. Il reviendra dans la capitale autrichienne vingt-cinq ans plus tard, à la tête de ses armées. Mais c'est une autre histoire.

Laissons la conclusion à l'écrivain Claudio Magris : «La civilisation viennoise a été une station météorologique pour la fin du monde, selon la définition de Karl Kraus. C'était un sismographe qui enregistrait inexorablement les signes, même les plus imperceptibles, de la catastrophe, mais c'était aussi un théâtre où l'on prolongeait la répétition générale de cette fin du monde pour la retarder au moins quelque temps, pour différer la véritable première, définitive cette fois.» ■

BALTHAZAR GIBIAT

L'ÉTINCELLE



La veste d'uniforme de l'archiduc, couverte de sang, est exposée au musée d'Histoire militaire de Vienne. A droite, l'attentat reconstitué par un illustrateur du «Petit Journal» (celui-ci s'est d'ailleurs trompé sur la couleur de la veste de François-Ferdinand).

28 juin 1914

CET ATTENTAT QUI A BIEN FAILLI ÉCHOUER



Une bombe qui n'explose pas, une autre qui rate sa cible, un cortège qui change d'itinéraire, un coup de feu tiré in extremis... A Sarajevo, notre reporter est retourné sur les lieux de cet incroyable assassinat qui a changé le cours de l'Histoire.



Quelques minutes après son forfait, Gavrilo Princip, nationaliste serbe, fut arrêté par la police autrichienne. Il venait d'avaler une capsule de cyanure qui ne le tua pas. L'intervention de la force publique empêcha son lynchage par les Bosniaques.

Les forces de l'ordre ont dû protéger le tueur face à la foule en colère







Le couple princier fut assassiné le jour de son anniversaire de mariage

Les dépouilles de Sophie et François-Ferdinand furent exposées au palais impérial de Vienne. Mais l'empereur François-Joseph ne leur permit pas de reposer dans la crypte de l'église des Capucins, qui abrite les sépultures des Habsbourg.

Asarajevo, 800 000 habitants, capitale de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, qui recherche les traces de l'attentat déclencheur de la Première Guerre mondiale les trouvera dans un mouchoir de poche. A l'angle de l'ancien quai Appel (aujourd'hui Obala Kulina Bana), un large boulevard qui borde la rivière Miljacka et dessine le centre de la ville, s'élève un minuscule musée conservant armes, journaux d'époque, costumes militaires et objets personnels de Gavrilo Princip, un Serbe bosniaque de 19 ans qui tira sur l'archiduc d'Autriche et son épouse. Tout à côté, sur le Pont Latin, une plaque marque l'emplacement du double assassinat. Sur l'autre rive se trouve le Konak, le siège du gouvernement, où furent exposées les dépouilles du couple princier avant le départ du convoi funèbre pour Vienne. Aujourd'hui, sur le Pont Latin, de jeunes roms en sportwears sales vendent des poires, des prunes et du maïs grillé. En contrebas, la Miljacka roule ses flots aux relents de lessive. Non loin, une pop sucrée et mélancolique sort d'un kiosque à musique au toit mauresque. Sous ses airs nonchalants, la ville se prépare aux commémorations internationales prévues le 28 juin 2014. Non sans mal, selon l'historien Nicolas Moll, installé ici : «La Bosnie-Herzégovine est très divisée sur la question. Cela reflète largement les divergences d'opinion entre la Fédération de Bosnie, majoritairement musulmane, et la République autonome serbe de Bosnie. Le gouvernement de la partie serbe a déjà annoncé qu'il refusait de s'associer aux festivités, les qualifiant d'antiserbes.»

Chaque comploteur portait un engin explosif, gros comme un pain de savon

Remontons le temps. En 1914, Sarajevo est la capitale de la province austro-hongroise de Bosnie-Herzégovine, arrachée manu militari en 1878 à l'Empire ottoman déliquescent. Le royaume de Serbie est son plus proche voisin. L'Autriche-Hongrie, catholique, se méfie de ce riverain orthodoxe qui regarde vers la Russie. Sarajevo compte, à l'époque, 40 000 habitants : 15 000 musulmans, 10 000 Serbes, 5 000 Grecs orthodoxes, 5 000 juifs et 5 000 catholiques autrichiens et croates. Ce 28 juin, les notables croates, les commerçants juifs, le maire Fehim Efendi Curcic, attendent à la gare François-Ferdinand, 51 ans, accompagné de son épouse Sophie Chotek, duchesse de Hohenberg. En tant qu'ins-

pecteur général de l'armée, l'archiduc est venu superviser les manœuvres des 15^e et 16^e Corps des forces austro-hongroises. Le général Oskar Potiorek, gouverneur de la province, l'accueille avec des présents : un kilim (tapis brodé) vert et bleu, un livre de contes hébreux, un crucifix en bois de rose et une gourde de slivovitz, une eau de vie de prunes. Chaque communauté a tenu à montrer son respect au souverain. Elles n'ont qu'à se féliciter du remplacement de l'administration turque par l'administration autrichienne qui a apporté le tramway, une centrale électrique, le chemin de fer, des usines, des hôpitaux, des musées. Cinq voitures et une sécurité minimum attendent les altesses.

Les sept conjurés se séparent et s'embusquent tout le long du parcours de l'archiduc

Le couple impérial monte dans une automobile Graf und Stift immatriculée A-II-118. La capote a été baissée pour que la foule puisse acclamer l'archiduc et la duchesse. Le chauffeur, Leopold Sojka, est prêt à démarrer, en deuxième position dans le convoi. Tous les détails protocolaires et le parcours que doit emprunter le cortège sont publiés dans le «Bosnische Post». Sept jeunes gens ont lu attentivement le quotidien. Ils se nomment Mehmed Mehemedbašić, Nedeljko Čabrinović, Veljko Čubrilović, Cvjetko Popović, Trifko Grabež, Danilo Ilić et Gavrilo Princip. Ils sont nés en terre bosniaque, six appartiennent à la communauté serbe, cinq ont moins de vingt ans et quatre sont tuberculeux. Ils font partie de Jeune Bosnie, un groupuscule révolutionnaire et anarchiste qui rêve de créer une fédération regroupant les Slaves du Monténégro, de Serbie et de Bosnie-Herzégovine. Et ce 28 juin, ils ont décidé d'assassiner l'archiduc.

A 8 heures du matin, sur le quai Appel, les comploteurs se séparent, chacun porteur d'une bombe, grosse comme un pain de savon, mais au maniement complexe. «Pour la mettre à feu, il fallait dévisser un bouchon métallique protégeant l'allumeur et frapper ce dernier contre une surface dure, geste qui provoquait une petite détonation, explique Frédéric Guelton, historien des armées. Puis compter jusqu'à dix avant de lancer l'engin. L'acte demandait du sang-froid.» Gavrilo Princip est également armé d'un Browning 38 mm, qu'il a glissé dans un sac de toile. Enfin, chacun d'eux a une dose de cyanure dans sa poche pour se suicider en cas de capture. Les conjurés se disséminent le long du parcours que doit suivre l'archiduc. Si l'un est arrêté, les autres prendront la relève. Le plus âgé, Mehmedbašić, posté en amont sur le quai, est le premier à voir surgir le cortège impérial, mais il ne parvient pas à lancer sa bombe. C'est au tour de Čabrinović, en embuscade plus loin, contre un lampadaire. Lorsque les voitures arrivent à sa hauteur, il panique : dans quel véhicule se trouve l'archiduc ? La deuxième ou la troisième ? La deuxième voiture arrive à sa hauteur.



LE LIEU DU CRIME

L'assassinat a eu lieu au coin du Pont Latin, au cœur de Sarajevo. La boutique « L'Union » (à droite) est devenu aujourd'hui le musée de l'attentat. Le plan ci-dessous indique la position des assaillants avec le sens des trajets effectués par le convoi officiel.

UNE SUCCESSION D'ATTAQUES



Il lance sa bombe. L'engin atterrit sur la capote repliée, rebondit et explose sous le véhicule suivant, blessant une vingtaine de personnes. Son crime manqué, Čabrinović avale sa dose de cyanure. En vain : mal dosé, le poison provoque des brûlures de la gorge et de l'estomac mais n'est pas mortel. Il est capturé vomissant et hurlant qu'il est «un héros serbe».

«Dois-je m'attendre à d'autres bombes en guise de cadeaux ?» hurle François-Ferdinand

Les autres terroristes, jeunes et inexpérimentés, s'enfuient dans les rues de la ville. Seul Princip, après avoir entendu l'explosion, se dirige vers l'endroit où était posté Čabrinović. On imagine sa stupeur lorsqu'il voit son complice, plié en deux par la douleur, entraîné par des policiers. «Je compris immédiatement que Čabrinović avait échoué, racontera-t-il lors de sa déposition devant les enquêteurs. J'avais l'intention de le tuer rapidement d'un coup de pistolet. A ce moment-là, le cortège passa devant moi.» En effet, après s'être assuré que les blessés étaient secourus, l'archiduc a ordonné qu'on redémarre. Les véhicules roulent au pas mais, dans la cohue, Princip ne parvient pas à repérer François-Ferdinand, pourtant coiffé d'un casque orné de plumes d'autruches de couleur verte ! Arrivé à l'hôtel de ville, François-Ferdinand s'en prend aux officiels. «Dois-je m'attendre à d'autres bombes en guise de cadeaux ?» hurle-

t-il. Le général Potiorek lui suggère de se replier au Konak, siège du gouvernement. Mais l'archiduc refuse : il ira visiter les blessés à l'hôpital militaire. Pour s'y rendre, il faut remettre en branle le cortège princier. Les véhicules doivent quitter le quai, tourner à droite à l'angle du Pont Latin et emprunter la rue François-Joseph. Potiorek craint cet itinéraire tortueux, il propose d'en changer. Le cortège restera sur le quai et bifurquera vers l'hôpital, plus loin et par une voie qu'il juge plus sûre. L'archiduc demande à Sophie de ne pas l'accompagner. Elle refuse. Son époux s'incline. Fait rare chez les têtes couronnées, ce couple s'aime d'un amour vrai. Ce 28 juin est d'ailleurs la date anniversaire de leur mariage, une union prohibée par l'étiquette des Habsbourg, Sophie appartenant à la noblesse tchèque, mais pas à une famille régnante. En conséquence, elle n'a pas reçu le titre d'archiduchesse et leurs enfants n'ont aucun droit au trône, bien que François-Ferdinand soit le successeur désigné par l'empereur François-Joseph, 83 ans.

Un film d'archives montre le couple regagnant sa voiture, quelques minutes avant l'attentat décisif. Si le premier a été un échec, celui-là va être aidé par le hasard. La voiture, arrivée à hauteur du

- 1 Le cortège de cinq voitures passe devant Mehemedbašić, qui ne parvient pas à lancer sa bombe.
- 2 A 10 h 12, Čabrinović jette sa bombe qui explose sous la troisième voiture.
- 3 Les quatre véhicules restants continuent vers l'hôtel de ville.
- 4 Princip voit le convoi passer, puis traverse la rue vers le café.
- 5 A 10 h 30, les voitures reviennent en sens inverse. Princip tire deux coups de feu sur l'archiduc et sa femme.

DES ÉMEUTES ECLATÉRENT DANS LA VILLE
Après l'attentat, la colère se déchaîna dans cette cité multiethnique où le pouvoir autrichien tempérait les rivalités communautaires. Tout ce qui était identifié comme serbe, voitures, magasins ou immeubles, fut pillé et détruit.

●●● Pont Latin, tourne à droite. Le chauffeur n'a pas été informé du changement d'itinéraire ! Potiorek panique, il fait arrêter la voiture qui hasarde un demi-tour. Entre-temps, la foule s'est amassée, curieuse de voir de près leurs altesses. Il est environ 10 h 30. Gavrilo Princip, à cet instant, sort d'une boutique où il vient de s'acheter un sandwich. Lorsqu'il voit passer la voiture de l'archiduc, il se précipite et la rattrape au niveau du Pont Latin. A moins de 2 mètres du véhicule, il dégaine son Browning 38 mm et tire. Une balle traverse la porte du coupé et atteint la duchesse à l'abdomen, une autre touche François-Ferdinand à la jugulaire. Sophie s'effondre sur les genoux de son mari qui saigne abondamment. Un des officiers présent entend l'archiduc murmurer : «Sophie, ne meurs pas, reste en vie pour nos enfants !» Elle décède à 10 h 45 et François-Ferdinand à 11 heures. Aussitôt après avoir tiré, Gavrilo Princip absorbe le cyanure qui provoque le même effet vomitif. Les policiers qui le maîtrisent lui évitent le lynchage par une population en colère. Dans toute la ville, Croates et musulmans s'en prennent aux Serbes, dont les propriétés, comme le luxueux hôtel Europa, sont saccagées. Potiorek doit même décréter l'état de siège pour mettre fin aux violences. L'Autriche-Hongrie exige de pouvoir enquêter jusqu'à Belgrade sur les ramifications du complot. La Serbie refuse, le ton monte. Le 28 juillet, les deux pays entrent en guerre. Puis, en moins d'une semaine, par le jeu des alliances internationales et des ultimatums, le conflit devient mondial (lire l'article page 76).

Le procès de Gavrilo Princip et de vingt-quatre autres coaccusés – Princip et Čabrinović, interrogés

et torturés, ayant désigné leurs complices – s'ouvre le 12 octobre 1914 à Sarajevo. Sur les rares photos d'époque, le tribunal où ils comparaissent ressemble à une salle de classe vétuste. La guerre a commencé et le canon tonne à une soixantaine de kilomètres de là. Couvert d'hématomes et un bras cassé, Princip répond aux questions du juge Curinaldi qui préside l'audience. Le principal accusé reconnaît les faits qui lui sont reprochés, affirmant avoir «tué un être malfaisant», dans l'intention de délivrer les Yougoslaves (Slaves du Sud) du joug autrichien.

Les accusés étaient proches de la Main noire, une société secrète voulant établir un Etat serbe

Les débats, bien que décousus, vont permettre de découvrir la personnalité de Gavrilo Princip. Il est né en juillet 1894, dans la vallée de Grahovo, au nord-est de la Bosnie, près de la frontière croate. Fils d'un facteur et d'une femme au foyer, il a contracté la tuberculose très jeune. Faisant preuve de dons intellectuels rares, il a étudié à Sarajevo l'histoire et les lettres, il a publié des poèmes et a lu Bakounine, le théoricien de l'anarchisme. Princip et les autres membres de Jeune Bosnie inculpés appartiennent à la minorité serbe établie dans les montagnes bosniaques, creuset depuis des siècles des haines interethniques entre musulmans et orthodoxes. Ces jeunes hommes pauvres fréquentent les sociétés secrètes slaves telles que la Main noire, créée en 1911, visant à établir un grand Etat serbe.

Suivant les déclarations des accusés pendant le procès, Princip s'est rendu à Belgrade en 1912. Il y a rencontré le colonel Dragutin Dimitrijević, surnommé Apis, un des fondateurs de

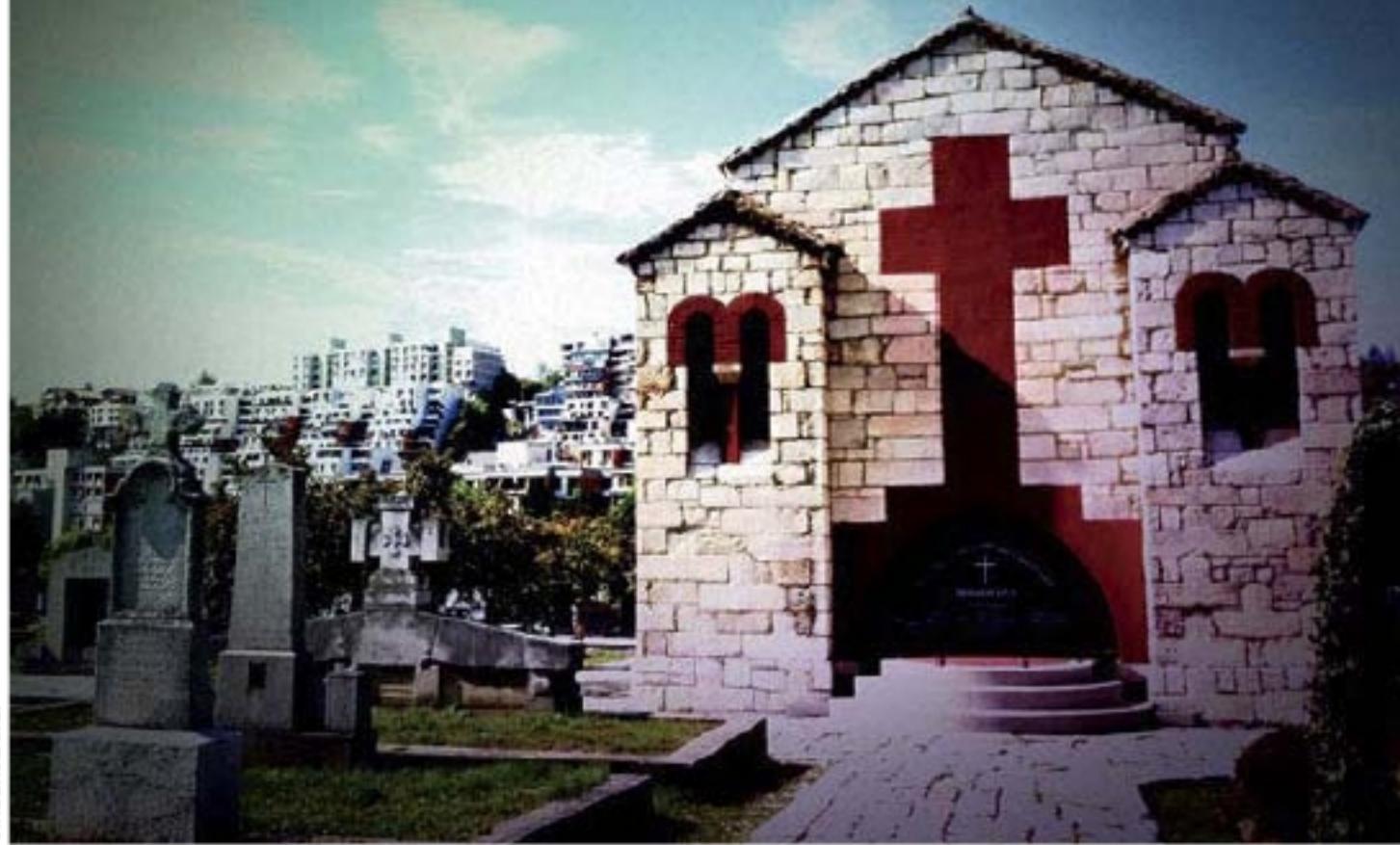
la Main noire. Cet officier serbe, puissant chef du renseignement militaire, prône le combat contre les Empires turc et austro-hongrois. Dans son bureau de Belgrade, Apis accueille plusieurs fois Gavrilo Princip, lui offre des livres de poésie et un pistolet. Et quand il apprend la visite de François-Ferdinand à Sarajevo, il le persuade de fomenter l'attentat et lui fournit des bombes et d'autres armes. L'Etat serbe est-il, en tant que tel, l'instigateur de l'assassinat de l'archiduc et de la duchesse ? La question est au cœur du procès mais il est difficile d'y répondre : les assassins ont tout fait pour brouiller les pistes et n'étaient, de toutes façons, pas au fait des ramifications de la machination. Les commanditaires, eux, habitués à évoluer dans l'ombre et le secret, n'ont évidemment laissé aucune trace écrite. Il est établi que Apis était l'architecte du complot. Mais le professeur ●●●



MEPL/Rue des Archives



Vincent Borel



••• Zjas Sehic, spécialiste de l'attentat de 1914, a raison de rappeler que la Main noire ne représentait en rien la Serbie : «Cette organisation extrémiste a voulu faire pression sur le gouvernement serbe pour le contraindre à entrer en conflit avec l'Autriche», précise-t-il.

Quant à Nikola Pašić, le chef du gouvernement de Serbie, son comportement lors de cette crise est ardu à déchiffrer. Il est informé fin mai, début juin, par ses services de police, que des officiers serbes sont engagés dans une entreprise destinée à créer un conflit entre la Serbie et l'Autriche. Mais ce n'est que le 23 juin qu'il donne l'ordre de démanteler ces réseaux terroristes. Autant dire qu'il ferme la cage quand les oiseaux se sont envolés. Car Princip et ses complices ont déjà passé la frontière et sont en position à Sarajevo. Il est impossible d'expliquer pourquoi le Premier ministre serbe a été si long à réagir. Peut-être a-t-il redouté de se mettre à dos un ennemi aussi terrible qu'Apis ? Peut-être même a-t-il eu peur d'être assassiné par la Main noire ? A moins qu'il n'ait choisi de faire le dos rond, en attendant que la crise passe. Aujourd'hui, les indices sont si minces et les enjeux si lourds, que les historiens rechignent à faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. A l'époque cependant, les Autrichiens ne doutent pas que Belgrade soit impliqué dans les assassinats. Et dans ses réquisitions, le procureur Franjo Svara fustige la Serbie, accusée d'avoir «monté la tête à ces enfants» et réclame la peine capitale contre les prévenus.

Le verdict tombe le 28 octobre. Ce jour-là, les juges font leur apparition dans la salle du tribunal, entièrement vêtus de noir, ce qui signifie que les accusés sont condamnés à la peine de mort. Mais, selon la loi autrichienne qui veut qu'un coupable de moins de 20 ans ne puisse être exécuté, Gavrilo Princip, comme Čabrinović, Grabež, Čubrilović et Popović, voient leur peine commuée à vingt ans de prison pour les trois premiers, et seize ans pour les autres. Princip, Čabrinović, et Grabež sont envoyés dans la citadelle de Theresienstadt, au nord de Prague. Dans cette immense forteresse de pierre grise, les trois jeunes terroristes vont connaître un sort pire, peut-être, que la mort. Grâce aux recherches d'un historien théâtre, Miroslav Kryl, on connaît les

détails de leur calvaire. Ils étaient affamés, enfermés dans des cachots glacés (alors que tous les trois sont tuberculeux), séparés les uns des autres. Princip est même à l'isolement complet. Il ne peut recevoir des journaux et des livres, et les gardes ont interdiction de lui adresser la parole. En 1917, son état de santé se dégrade au point qu'il faut l'amputer du bras gauche. Il succombe de la tuberculose et des mauvais traitements le 28 avril 1918.

Après la Seconde Guerre mondiale, Tito fait de Gavrilo Princip un héros national

Mort, Gavrilo Princip va connaître une seconde vie. Il est d'abord enterré dans une tombe anonyme, près de la forteresse de Theresienstadt, où reposent déjà Čabrinović et Grabež, morts de faim et de tuberculose en 1916. Le gouvernement austro-hongrois a demandé que le lieu de sa sépulture reste secret, mais Loebel, un soldat tchèque, note l'emplacement. En 1920, les dépouilles des trois hommes sont exhumées, et le squelette de Princip facilement identifié par l'absence de bras gauche. Leurs restes sont ramenés à Sarajevo, au cimetière de Saint-Marc pour être célébrés comme des reliques.

Après la Seconde Guerre mondiale, le régime communiste du maréchal Tito fait de Gavrilo Princip un héros national, l'incarnation de la lutte de la Yougoslavie face à ses oppresseurs. En 1953, Tito inaugure le musée de l'attentat. Aujourd'hui, les corps des trois jeunes Serbes ont toujours leur chapelle au cimetière Saint-Marc qui jouxte le stade édifié pour les Jeux olympiques d'hiver de 1984. On y accède en traversant un marché niché sous une bretelle autoroutière. Loin du centre cosmopolite de Sarajevo, l'ambiance y est plus lourde. Musulmans et Serbes vaquent à leurs affaires, offrant les uns aux autres des visages éteints et inexpressifs. Durant le siège de Sarajevo, de 1992 à 1996, la chapelle, symbole serbe par excellence, a été volontairement transformée en toilettes publiques par les assiégés musulmans. Le petit musée du Pont Latin fut, lui, mis à sac en 1992. Arrachée, la plaque indiquant le lieu de l'attentat fut reposée dix ans plus tard. Aujourd'hui encore, Gavrilo Princip est, pour certains, un héros, pour d'autres, un assassin. ■

ICI REPOSENT LES CONJURÉS

En 1912, Gavrilo Princip (à gauche) et Nedeljko Čabrinović (à droite) posaient, à Belgrade, avec Milan Ciganović, un membre actif de la Main noire qui leur enseignait le maniement des armes. Après la guerre, leurs dépouilles furent inhumées dans une chapelle commémorative (ci-dessus), au cimetière Saint-Marc, à Sarajevo.

VINCENT BOREL

L'engrenage

QUI A CONDUIT L'EUROPE À SA PERTE

L'attentat de Sarajevo va entraîner les grandes puissances dans une surenchère d'accusations, de menaces, d'ultimatums. En un mois, ce fatal jeu de bluff fera voler la paix en éclats.

G'est à Baden, une petite ville thermale des environs de Vienne, que Stefan Zweig apprit la nouvelle. En ce bel après-midi du dimanche 28 juin 1914, l'écrivain s'est aventuré dans le parc avec un livre et s'est assis un peu à l'écart des promeneurs qui déambulent au son d'un orchestre de plein air. Soudain, la musique se tait, «au milieu d'une mesure». Zweig, étonné, lève les yeux, voit la foule comme figée, qui s'interroge. Que se passe-t-il ? L'archiduc héritier du trône a été assassiné. Comment ! Oui, ce matin même, en Bosnie, où il était en visite officielle – l'assassin serait un Serbe... Comme des millions d'Européens, Zweig n'oubliera jamais ni où il était ni à quoi il s'occupait quand l'événement a fondu sur lui. Il lui a fait l'effet, écrira-t-il plus tard, d'un coup de tonnerre dans un ciel bleu».

Ce ciel bleu ne va pas s'estomper tout de suite. L'attentat de Sarajevo, si on en ressent l'odieux, ou même la gravité, on n'en mesure pas tout de suite la portée. Le même 28 juin, la nouvelle surprend Guillaume II sur son yacht, en mer du Nord, au large de Kiel. On la lui crie d'un canot à moteur, à plein poumon, pour couvrir le bruit des vagues. Le Kaiser décide avec son entourage de rentrer à Berlin «pour prendre les choses en main et préserver la paix en Europe», dit-il avec une emphase à laquelle cet homme légèrement déséquilibré a habitué ses ministres, qui le surveillent de près. Au même moment, un télégramme est remis au président de la République

française, Raymond Poincaré, qui assiste aux courses hippiques en compagnie de membres du corps diplomatique. Ce 28 juin est le jour du Grand Prix de Longchamp. L'ambassadeur d'Autriche, qui fait partie des invités, se retire immédiatement. Et pourtant, sur Paris aussi semble régner un été sans nuage. Sarajevo semble bien loin, tous les esprits sont obnubilés par l'affaire Caillaux : le 16 mars précédent, Mme Henriette Caillaux, la très élégante épouse de l'ancien président du Conseil, Joseph Caillaux, a abattu de six coups de pistolet Gaston Calmette, rédacteur en chef du «Figaro», coupable à ses yeux d'avoir publié sa correspondance amoureuse avec Joseph alors qu'il était encore marié à sa première femme. Cette affaire de mœurs et de politique (Caillaux, partisan d'un rapprochement franco-allemand et grand rival du nationaliste Poincaré, est également l'auteur, honni par la droite, d'un redoutable projet de loi d'impôt sur le revenu) passionne l'opinion et fait la une des journaux qui relèguent l'attentat de Sarajevo dans leurs pages intérieures.

Le 4 juillet, recevant à l'Elysée l'ambassadeur d'Autriche, Poincaré déplore cet assassinat qu'il compare au meurtre du président Sadi Carnot, en 1894, par un anarchiste italien. Rien ne prouve, dit-il, que l'Etat serbe soit impliqué dans cette affaire, sans doute l'acte d'un individu isolé, un fou. On en est beaucoup moins sûr à Londres, où le secrétaire d'Etat au Foreign Office, sir Edward Grey, entend s'enclencher les rouages de la machine infernale qu'est peu à peu devenu le système géopolitique européen : la Triple-Entente ●●●



●●● qui réunit la Grande-Bretagne, la France et la Russie contre la Triple Alliance des deux empires germaniques et de l'Italie. Le 8 juillet, devant l'ambassadeur russe, Benckendorff, Grey insiste sur la nécessité d'une enquête qui établisse clairement les responsabilités dans cet attentat. Il espère que l'Allemagne saura retenir l'Autriche face à la Serbie, et redoute en retour la réaction des Russes si les Autrichiens touchent à leur petite sœur slave. Benckendorff ne dissipe pas ses craintes...

De fait, à Vienne, le gouvernement réuni autour du comte von Berchtold, ministre des Affaires étrangères, est unanime : c'est bien, à ses yeux, la Serbie qui est derrière ce meurtre et cette provocation appelle une riposte militaire. Il faut en finir avec ces Slaves du Sud et leurs mouvements irréalistes entretenus par la Russie. La moindre faiblesse serait interprétée par ces fauteurs de troubles comme un encouragement à poursuivre leur œuvre de destruction de l'empire. Avant toute décision, cependant, il faut consulter l'Allemagne. Une mission diplomatique est envoyée à Berlin avec une lettre personnelle de François-Joseph au Kaiser et un mémorandum sur la situation dans les Balkans. La délégation est reçue le 6 juillet, avec sympathie, par Guillaume II et son chancelier Bethmann-Hollweg. Ce dernier encourage une intervention autrichienne immédiate. Un point est crucial aux yeux des Allemands : il faut agir vite pour éviter que ce règlement de compte austro-serbe ne dégénère en guerre européenne. Battre le fer pendant qu'il est chaud, avant que l'indignation suscitée par l'attentat ne retombe. Il faut donc anéantir la menace représentée par Belgrade, mettre l'Europe devant le fait accompli et tout faire, s'inquiète le Kaiser (qu'on a connu plus va-t-en-guerre !) pour confiner ce conflit à l'échelle locale. Son aide de camp, le général Plessen, résumera plus tard : «L'opinion dominante parmi nous était que plus les Autrichiens agiraient rapidement, mieux cela serait, et que les Russes – bien qu'amis des Serbes – ne réagiraient finalement pas.»

Pour Poincaré, l'entente avec la Russie est la clé de voûte de la défense française

Les Autrichiens décident de rédiger un ultimatum si dur que les Serbes seront obligés de le rejeter, ouvrant ainsi la voie aux armes. Hélas, la rapidité n'est pas le fort de la double monarchie austro-hongroise. Elle doit s'assurer la coopération des nombreuses minorités qui la composent et la mobilisation – en pleine période des moissons – est une opération lourde, voyante, complexe. Surtout, comme on s'en avise le 14 juillet, l'envoi de l'ultimatum aux Serbes risque de coïncider avec la visite d'Etat du président Poincaré en Russie, la semaine suivante. Inutile de retourner contre soi cet événement diplomatique. Une déclaration franco-russe dirigée contre l'Autriche-Hongrie serait du plus mauvais effet. Il est urgent d'attendre. Le 16 juillet, en effet, à Dunkerque, Poincaré et le chef du gouvernement,

René Viviani, montent à bord du cuirassé «La France». Poincaré est ravi de quitter un Paris surchauffé par l'été, les intrigues parlementaires et le procès de Mme Caillaux qui doit s'ouvrir le 20. Quatre jours plus tard, les Français débarquent à Saint-Pétersbourg. Coups de canon, défilés militaires, dîners de gala, l'accueil est somptueux. Poincaré applique aussitôt sa politique d'entente avec la Russie, qu'il considère comme la clé de voûte de la défense française. Il encourage Nicolas II à la fermeté, balayant les incertitudes du ministre des Affaires étrangères Sergueï Sazonov. Il lui demande de contrer toute initiative autrichienne dans les Balkans. Cette belle intransigeance, Poincaré l'appelle sa «politique de paix», selon une vision paradoxale mais commune à tous les dirigeants de l'époque, comme s'en souviendra avec effarement le conseiller d'ambassade Louis de Robien : «Des deux côtés, on s'imaginait qu'il suffisait de bluffer pour remporter un succès.»

Devant l'audace de Poincaré, Viviani est stupéfait, et même choqué. Ce socialiste pacifique en a le souffle coupé. Au déjeuner du 22 juillet, assis à la gauche du tsar qui l'interroge, il se trouve incapable de répondre, ne peut proférer un mot, submergé par l'émotion. Il ne reprend ses esprits que le lendemain, 23 juillet, avant de réembarquer, en s'accordant avec Sazonov sur les instructions à envoyer aux ambassadeurs russe et français en Autriche. Ceux-ci devront calmer les ardeurs autrichiennes.

A Vienne, on n'attendait que la fin de ce sommet. A peine les Autrichiens savent-ils les Français au large qu'ils adressent leur ultimatum à Belgrade. Le document est remis en main propre, le 23 juillet, à 18 heures, par l'ambassadeur d'Autriche, le baron Giesl von Gieslingen, au gouvernement serbe qui en prend connaissance dans un silence de mort. En gros, l'Autriche veut mener sa propre enquête en Serbie sur l'assassinat de François-Ferdinand. Elle exige aussi que l'Etat serbe mette fin aux mouvements panslaves et antiautrichiens qu'il abrite – ce qui est parfaitement irréaliste. Une réponse est attendue sous quarante-huit heures.

Les 24 et 25 juillet voient l'acmé de la crise. En Russie, la nouvelle de l'ultimatum provoque la colère de Sazonov. Ayant convoqué l'ambassadeur autrichien et s'étant fait lire cette note, il lui hurle : «Ce sont les journaux allemands qui vous poussent ! Vous êtes en train de mettre le feu à l'Europe !» Le jour même, au Conseil des ministres, il préconise la fermeté et le lendemain, en présence du tsar, désigne l'Allemagne comme l'instigatrice de cette crise. Les Russes se savent désormais soutenus à l'Ouest – la visite de Poincaré les a rassurés sur ce point. Ils décrètent la mobilisation. Ils sont les premiers.

«Une étrange lumière se mit à tomber sur la carte de l'Europe», se rappellera Churchill, évoquant la réunion du cabinet britannique, ce 24 juillet, à laquelle il participe comme Premier lord de l'Amirauté (ministre de la Marine). Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office, veut obtenir de ses collègues

la promesse d'un soutien à la France au cas où elle serait attaquée par l'Allemagne. Tous refusent, sauf Churchill et le Premier ministre Asquith..

A Berlin, les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères sont persuadés que la France et l'Angleterre resteront à l'écart de cette «guerre balkanique», qu'il n'y aura pas de grand conflit européen. L'amiral von Tirpitz n'en compare pas moins le chancelier Bethmann-Hollweg, qu'il voit extrêmement nerveux, à «un homme qui se noie». On a préféré éloigner le Kaiser qui, à bord de son yacht, navigue autour de la Scandinavie... A Belgrade, le 25 juillet à 17 h 55, Nicolas Pasic, Premier ministre serbe, remet en personne, à la légation autrichienne, la réponse de son gouvernement. C'est un «oui mais non», qui ne cède sur rien, mais sous une forme si conciliante que, côté allemand, Guillaume II, enfin informé et s'y laissant prendre, s'écrie soulagé : «Tout motif de guerre est désormais éliminé!» Ce qui n'est pas l'avis de l'ambassadeur d'Autriche qui, le jour même, regagne Vienne avec tout son personnel.

Apprenant l'entrée en guerre, Freud s'écrie : «Toute ma libido est offerte à l'Autriche-Hongrie !»

Les 26 et 27 juillet marquent une pause. Les belliciens se scrutent, espérant que l'un des deux cédera. La Russie mobilise. La Serbie bombe le torse, se sentant soutenue. Le 28 juillet, le ministre Berchtold se rend à Bad Ischl, la résidence d'été de François-Joseph, le vieil empereur austro-hongrois. Celui-ci, dans son grand bureau, signe la déclaration de guerre, solennellement, avec une plume d'autruche : «A tous mes peuples !», etc. A Vienne, Sigmund Freud accueille cet acte avec une étrange ferveur patriotique : «Toute ma libido est offerte à l'Autriche-Hongrie !» s'exclame-t-il.

Cependant, le 29 juillet, un télégramme du Kaiser à son cousin le tsar le conjure de considérer encore les calamités que pourrait entraîner la mobilisation russe. On peut toujours parvenir, dit-il, à un «accord direct» entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Nicolas II se laisse tenter et recule, exigeant que la mobilisation générale soit réduite à une mobilisation «partielle» contre l'Autriche. Mais Sazonov se précipite chez le tsar et le fait revenir sur sa décision, arguant de difficultés techniques insurmontables. Surtout, il l'assure qu'il n'y a «plus d'espoir de sauver la paix». Au même moment, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Maklakov, qui doit apposer sa signature sur l'ordre de mobilisation pour que celui-ci devienne effectif, prophétise : «La guerre ne sera jamais populaire auprès de la masse de la population qui préfère les idées révolutionnaires à une victoire contre l'Allemagne, mais on ne peut échapper à son destin.» Il se signe – et signe le document.

Au vu de ces derniers développements qui lui permettent d'imputer toute la faute à la Russie, Guillaume II fait taire ses angoisses et affronte son état-major. «Son comportement et son discours furent dignes d'un empereur d'Allemagne, dignes d'un roi

de Prusse», note avec satisfaction le général von Falkenhayn – celui-là même qui, trois ans plus tard, lancera l'offensive de Verdun..

L'Allemagne déclare donc la guerre à la Russie le 1^{er} août. A l'autre bout du continent, la France, liée par ses accords militaires et diplomatiques, mobilise, mais une incertitude de dernière minute naît d'un échange confus de télégrammes entre Londres et Berlin. Alors que des troupes du Reich se rassemblent déjà sur la frontière occidentale, une dépêche de l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, laisse entendre que l'Angleterre pourrait garantir la neutralité de la France dans un conflit germano-russe. Guillaume II répond aussitôt par un message enthousiaste et personnel au roi George V : il accepte cette proposition et a déjà prévenu ses troupes de ne pas pénétrer en France... S'ensuit une tonitruante entrevue avec son chef d'état-major, Helmuth von Moltke : la mobilisation, une fois lancée, ne peut plus être interrompue, le supplie ce dernier. Il serait suicidaire de laisser l'armée allemande exposée à une mobilisation française dans son dos ! Le soir même, un message

A BERLIN, ON EST PERSUADÉ QUE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE RESTERONT À L'ÉCART DU CONFLIT

de George V, dicté par le secrétaire d'Etat Sir Edward Grey, lève toute ambiguïté en parlant de «malentendu». Guillaume II rappelle Moltke, lui montre cette dépêche et lui lance : «Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez.»

L'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août et le lendemain, 4 août, l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes force l'Angleterre à déclarer la guerre à l'Allemagne. Cette guerre que personne ne voulait, tout le monde y a couru. La machine infernale a fini par exploser. La Serbie semble avoir disparu de la scène. Se dressent, face à face ou côté à côté, un Empire britannique défaillant, une République française revancharde, un Empire allemand trop vigoureux et ces grands ensembles obsolètes que sont la Russie des tsars, l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman... L'ironie de l'histoire veut que le détonateur ait été l'assassinat d'un homme lucide : l'archiduc François-Ferdinand. Cet homme, qui se savait à la tête d'un empire trop fragile pour faire la guerre, préconisait la paix. A tout prix. ■

JEAN-BAPTISTE MICHEL

L'ARMEMENT

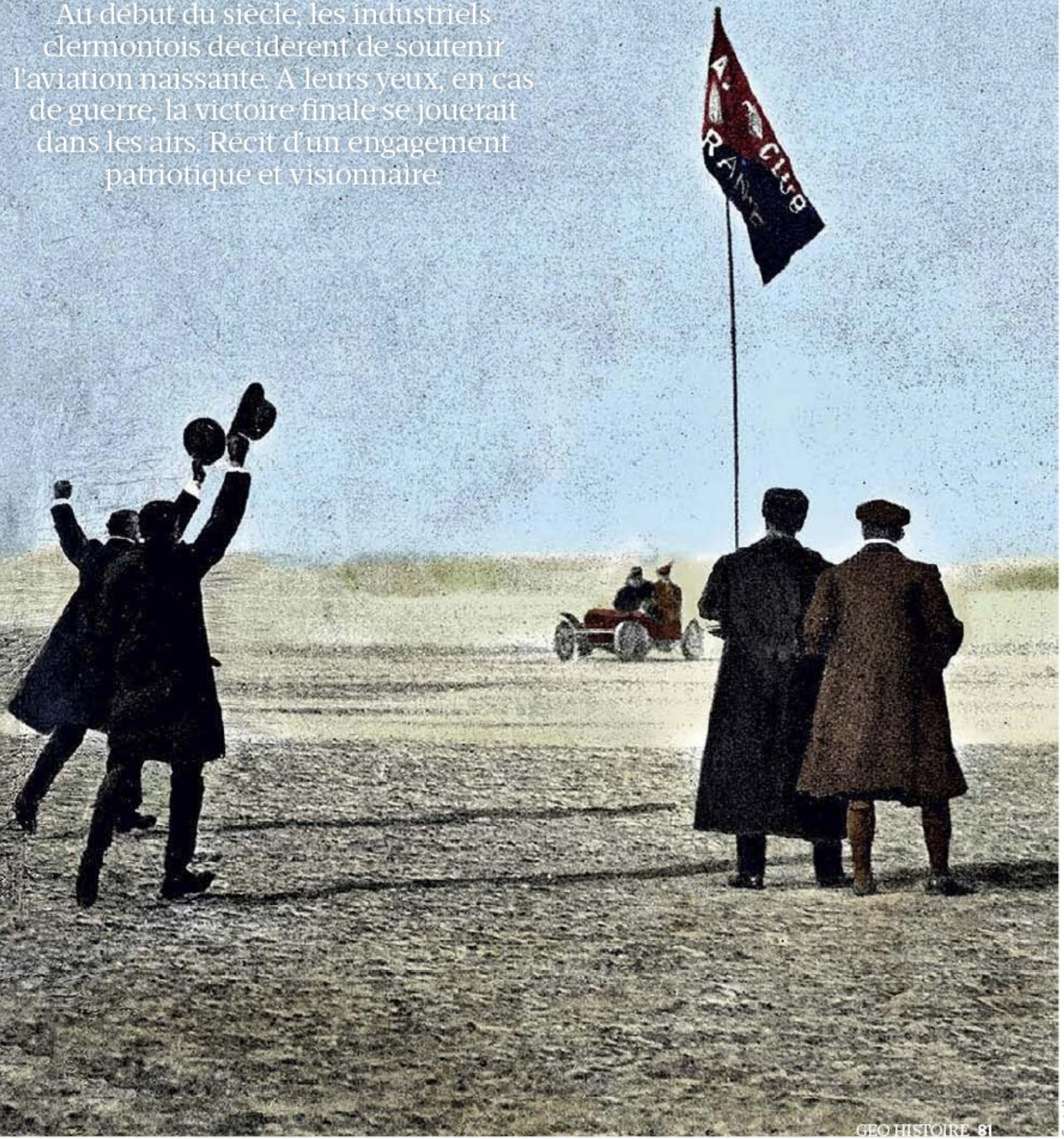
Et les **MICHELIN** lancèrent la



Un vol historique
Le 13 janvier 1908,
Henri Farman remportait
le prix des mécènes
Deutsch-Archdeacon
en parcourant dans son
biplan un kilomètre.
Les frères Michelin
créeront leurs propres
compétitions aériennes
deux mois plus tard.

bataille du ciel

Au début du siècle, les industriels clermontois décidèrent de soutenir l'aviation naissante. A leurs yeux, en cas de guerre, la victoire finale se jouerait dans les airs. Récit d'un engagement patriotique et visionnaire.



Sur le champ de manœuvre d'Issy-les-Moulineaux, en cette matinée glacée du 13 janvier 1908, les spectateurs retenaient leur souffle. A bord de son biplan, l'aviateur français Henri Farman venait de s'arracher du sol. Il négocia rapidement un demi-tour avant de se poser «comme une fleur» sous les applaudissements du public. L'aventurier venait de pulvériser le record du monde en parcourant en une minute 28 secondes l'incroyable distance... d'un kilomètre. Aujourd'hui, les exploits des «plus lourds que l'air», comme on appelait les premiers avions, peuvent faire sourire mais, à l'époque, ils fascinaient la population. Pariant sur cet engouement, les frères André et Edouard Michelin lancèrent la même année de spectaculaires compétitions aériennes : la Coupe et le Prix spécial Michelin. La première distinguerait le pilote qui réussirait à parcourir plus du double de la distance couverte par Farman. Le second récompenserait quiconque relierait en aéroplane Paris au Puy-de-Dôme (près du siège de Michelin).

Les épreuves de ce genre n'étaient pas rares au début du siècle dernier. Elles étaient souvent financées par des mécènes ou par des journaux. En traversant la Manche en 1909, Louis Blériot relevait ainsi un défi proposé par le quotidien britannique «The Daily Mail». En as de la communication, les Michelin donnèrent un énorme retentissement à leurs prix. Ceux-ci furent relayés par les journaux français et étrangers, impressionnés par la difficulté des épreuves et l'importance des dotations en jeu. «Pour recevoir le Prix spécial, le pilote devait parcourir une distance 200 fois plus longue que le record précédent», précise Antoine Champeaux, auteur de «Michelin et l'aviation» (éd. Lavaudelle). «Il faut se rendre compte du challenge que cela représentait à une époque où les avions, des machines souvent bricolées par des mécaniciens auto, étaient tout juste capables de

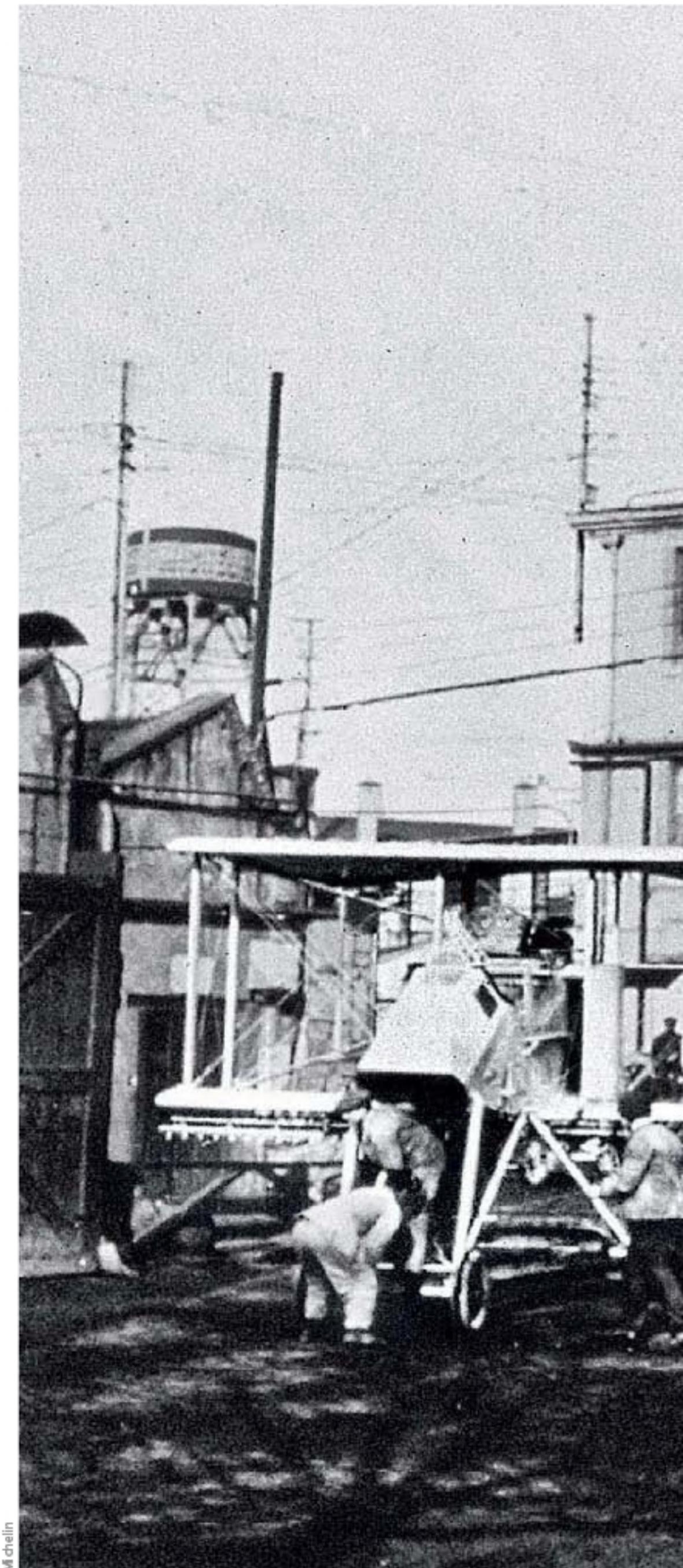
sauts de puce. Mais la récompense était à la hauteur de l'épreuve : 100 000 francs, soit l'équivalent de 380 000 euros.»

Les retombées publicitaires seules n'expliquent pas la motivation des deux frères fabricants de pneumatiques à se mêler à ces joutes aéronautiques. Ils espéraient aussi s'imposer sur de nouveaux marchés juteux, car ces véhicules étaient munis d'éléments en caoutchouc (pneus, tissus...) qu'ils pouvaient fabriquer en usine. Mais les Michelin étaient d'abord des passionnés de voltige. André Michelin avait été l'un des rares privilégiés à recevoir très tôt, en 1896, un baptême de l'air en ballon, et il était aussi l'un des cofondateurs de l'Aéro-club de France, une «Société d'encouragement à la locomotion aérienne».

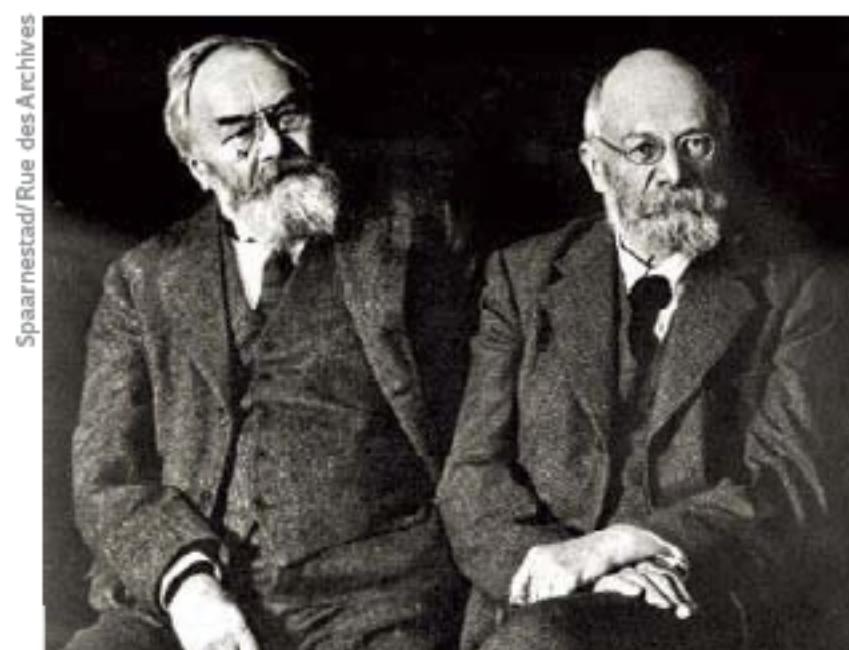
Ils voulaient garantir la supériorité des forces françaises

Un autre mobile entra bientôt en jeu : «L'aventure aérienne des Michelin fut d'abord motivée par le profit, nuance Antoine Champeaux, mais elle se poursuivit par patriotisme. Car, vers 1910, les toiles de caoutchouc furent progressivement abandonnées pour la fabrication des aéroplanes, au profit des toiles de lin ou de coton. Les Michelin ne pouvaient donc espérer de gros gains financiers. Mais bien informés, notamment grâce à leur filiale en Allemagne, ils furent très tôt convaincus de l'imminence d'un conflit. Ils pensaient que l'aviation pouvait faire la différence. Leur objectif devint alors de garantir la supériorité des forces françaises dans les airs.»

A l'occasion de la remise du Prix spécial de 1911, le 7 mars, les industriels rendirent leurs convictions publiques. Ce jour-là, Eugène Renaux, parti de Paris, se posa ●●●



Michelin



Spaarnestad/Rue des Archives

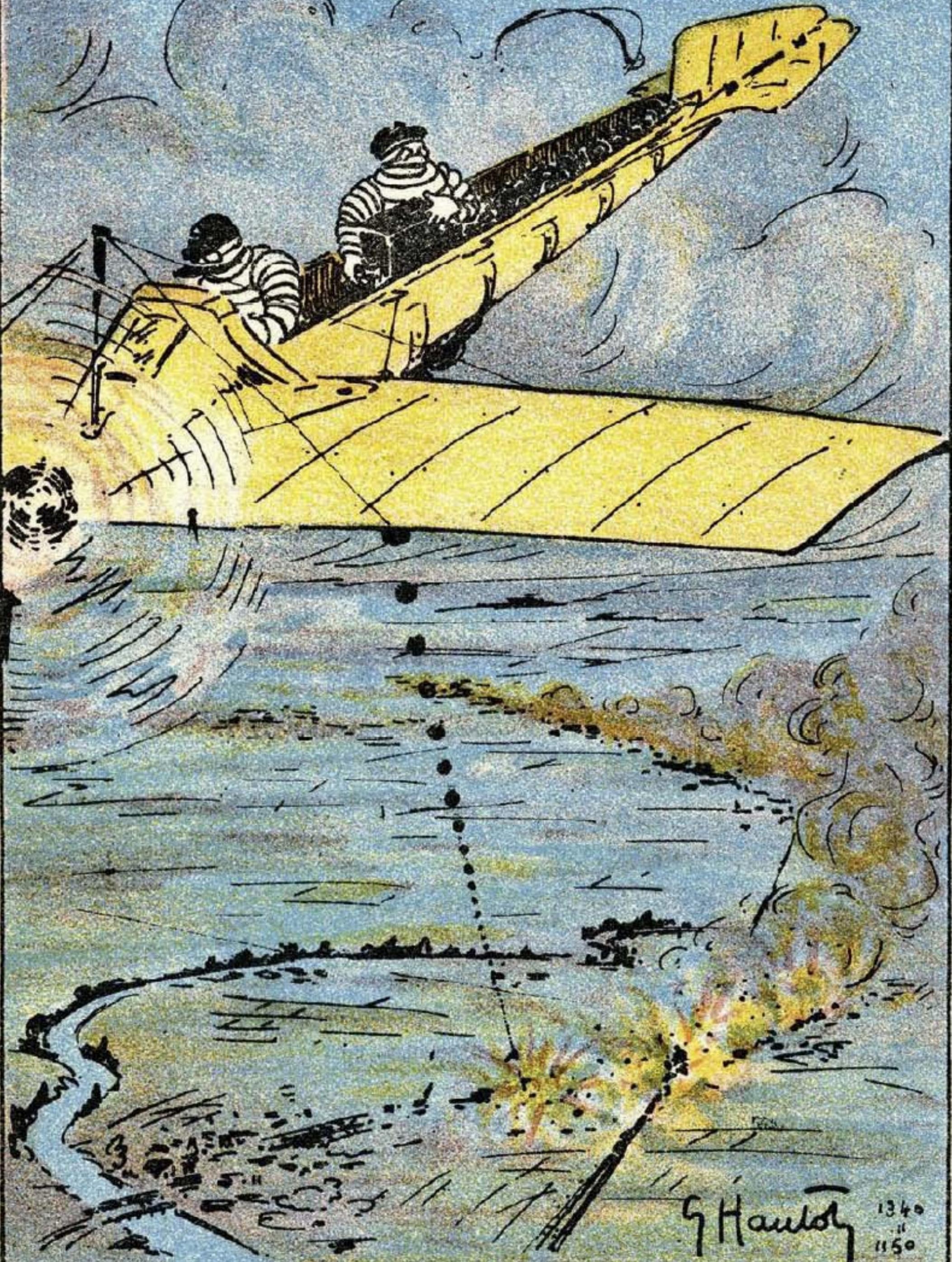
Deux frères à contre-emploi
Chez Michelin et Cie, c'est André (à gauche), centralien, qui s'occupait de la communication. Edouard (à droite), diplômé des Beaux-Arts, gérait, quant à lui, les usines.



Une reconversion stratégique
Dès 1914, des ateliers étaient dévolus à la construction d'aéroplanes. Grâce à une méthode de fabrication à la chaîne et une main-d'œuvre essentiellement féminine, plus de 2 000 bombardiers furent produits en trois ans.

DE 1908 À 1914, LES AVIONS
PASSÈRENT DU SAUT DE
PUCE AU BOMBARDEMENT

"notre avenir est dans l'air"
AERO-CIBLE MICHELIN



Bons baisers du bombardier

En 1911, Michelin édite une série de 12 cartes postales afin de promouvoir l'aviation de bombardement et le lâcher de projectiles «en trainée». Une idée révolutionnaire car l'état-major pense alors que les avions doivent se limiter à faire de la reconnaissance.

9 Hauter

1340
1150

TIR d'UN AÉROPLANE

••• sur le Puy-de-Dôme dans une atmosphère délirante. Dans le vacarme assourdissant des cloches de la cathédrale de Clermont-Ferrand, accompagnées par la sirène de l'usine Michelin, des milliers de personnes firent un triomphe au champion. Mais dans son discours dédié au héros du jour, André Michelin s'adressa aussi au ministre de la Guerre, lui réclamant 100 millions de francs pour engager la fabrication de 5 000 aéroplanes et l'instruction d'autant d'aviateurs. «Quelle est la nation qui osera nous attaquer le jour où elle saura qu'à la première alerte, 5 000 appareils conduits par 5 000 audacieux sont prêts pour aller planer au-dessus des armées ennemis en formation ?» demanda l'industriel.

Une souscription fut lancée pour construire 120 avions

A partir de ce moment, la firme multiplia les coups publicitaires pour convaincre l'opinion. Elle publia une lettre ouverte dans le quotidien «Le Matin», défendit son idée dans les salons spécialisés et même au carnaval de Nice, en 1912, où l'un des chars, un avion sans aile piloté par la mascotte Bibendum, dénonçait l'attentisme du gouvernement. En réplique à l'empereur allemand Guillaume II qui avait déclaré «Notre avenir est sur les eaux», Michelin édita une brochure intitulée «Notre avenir est dans l'air». Publié à un million d'exemplaires, ce document à couverture tricolore fut lancé du haut d'un avion sur Clermont-Ferrand. La propagande passa également par le lancement d'une grande souscription : quatre millions de francs or furent réunis et remis au ministre de la Guerre en janvier 1914. Cette cagnotte allait permettre la construction de 120 avions.. soit l'essentiel de la flotte française au début du conflit

L'une des nombreuses cartes postales publicitaires que distribua Michelin à cette époque porte en légende la mention : «Tir d'un aéroplane». Elle montre la mascotte Bibendum qui lance des bombes depuis un aéronef. Celles-ci répandent au sol une traînée d'incendies... Ces industriels visionnaires avaient compris l'im-

portance qu'aurait le bombardement dans la guerre à venir. Dans la revue «L'Aérophile», André Michelin raconta la genèse de cette idée. A l'occasion des meetings aériens, il avait noté la frayeur qui s'emparait des foules, lorsqu'un avion passait au-dessus des têtes. Un jour, il entendit un spectateur lancer : «Il est tranquille là-haut; il pourrait nous semer des obus sur la tête» «Ces mots nous ouvrirent les yeux, nota André Michelin, nous comprîmes que l'aéroplane était semblable à un canon dont la portée serait immense.» Traduisant cette intuition, il organisa avec son frère deux «prix de l'Aérocible» en août 1911. Le premier récompensait le pilote qui placerait le maximum de projectiles (sur un total de 15) dans une cible de 20 mètres de diamètre, en les lançant à 200 mètres du sol. Pour le second, il fallait que le concurrent, à 800 mètres d'altitude, envoie une ogive dans un rectangle de 120 mètres sur 40. Les dimensions de cette cible n'étaient pas innocentes : c'étaient celles des hangars à Zeppelins allemands qu'il faudrait détruire en cas de conflit.

De discours en articles, les Michelin esquissèrent une doctrine concernant l'utilisation des forces aériennes. Ils plaidèrent pour une diversification des avions en fonction de leurs missions (bombardement, reconnaissance, observation d'artillerie), et défendirent l'idée qu'il fallait détruire la flotte adverse avec rapidité pour se garantir la supériorité aérienne.

En 1916, s'ouvre «l'Ecole de bombardement Michelin»

Des principes qui ne furent admis que plus tard, au cours du conflit. Car leurs théories et expérimentations ne rencontrèrent guère avant 1914 que l'indifférence ou les moqueries des politiques, et un certain scepticisme de la part de l'état-major. «A l'époque, l'efficacité des avions n'était pas garantie, explique Claude Carlier, auteur de «La Création de l'aviation militaire française» (éd. Economica). Et même si de jeunes officiers étaient favorables aux idées des Michelin, ils ne pouvaient débloquer les fonds nécessaires pour les mettre en œuvre.» Résultat ?

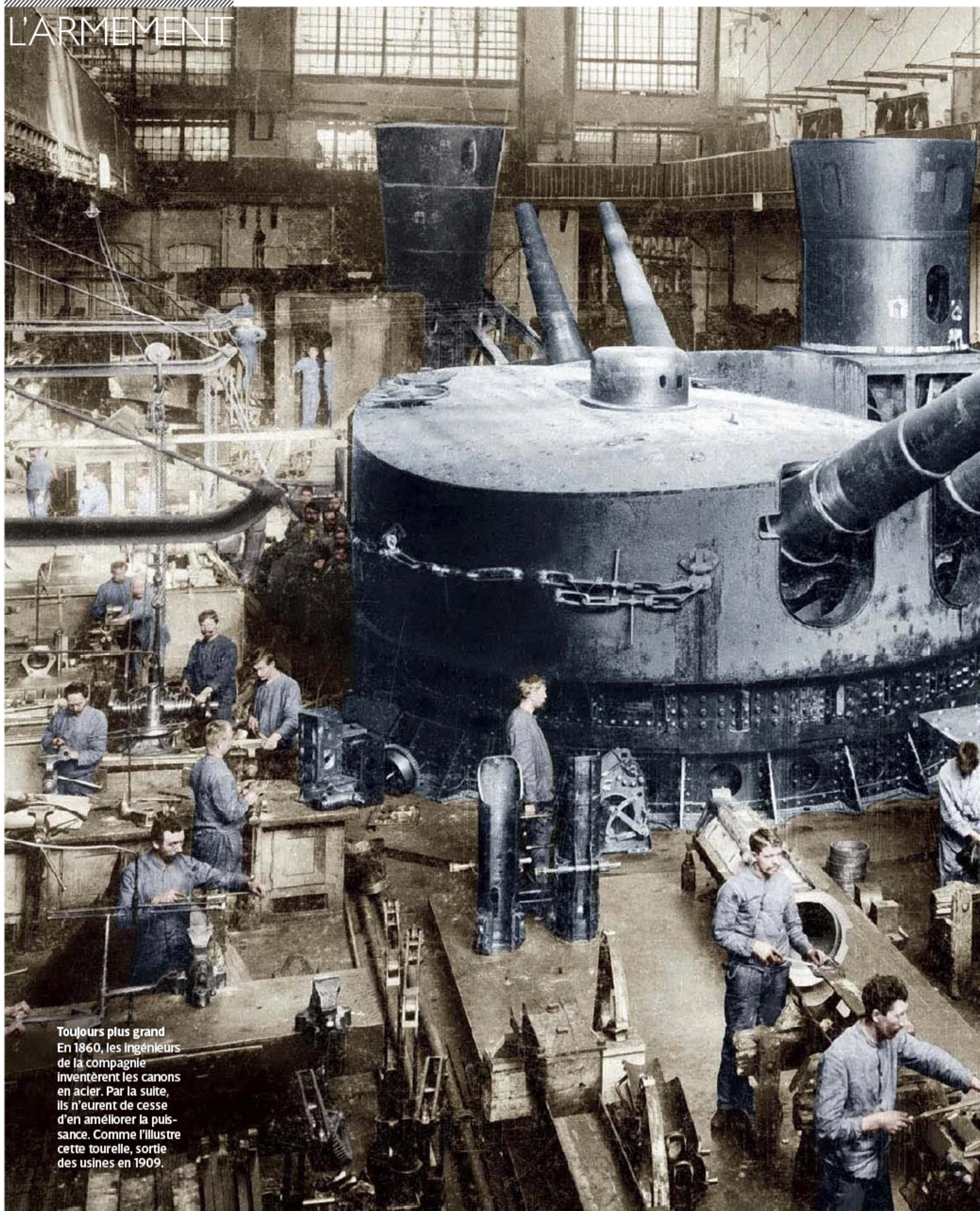
LE DANGER, C'ÉTAIENT LES ZEPPELINS ALLEMANDS

A l'aube de la guerre, alors que les prototypes existaient, les engins de la flotte française n'avaient ni mitrailleuse ni obus : une caisse de lourdes fléchettes entre les genoux, les pilotes envoyait à l'aveuglette leurs projectiles sur les troupes allemandes !

Les frères Michelin ne s'avouèrent pourtant pas vaincus. Presque aussitôt après l'entrée en guerre de la France, le 20 août 1914, ils proposèrent au gouvernement de construire gratuitement, de façon désintéressée, 100 avions de bombardement, et les suivants à prix de revient. L'offre fut d'abord refusée, puis, grâce au lobbying actif des industriels, reconsidérée : elle entraîna la fabrication des premiers bombardiers «Bréguet-Michelin», nés de l'association avec le constructeur d'avions Louis Bréguet. En 1916, les deux frères ouvrirent «l'Ecole de bombardement Michelin» disposant du premier simulateur de tir : un tapis roulant sur lequel étaient peints des villages, des routes, des objectifs que l'élève, juché en haut d'une tour, visait avec de petites bombes de plomb à bout pointu. C'est donc au patriotisme industriel des Michelin que l'on doit la création d'un embryon d'aéronautique française. Embryon indispensable car, comme le remarque Claude Carlier, «les avions jouèrent un rôle déterminant dès la bataille de la Marne (septembre 1914), pour observer les positions ennemis. A partir de ce moment-là, on comprit que si une armée disposant d'aviation n'était pas assurée de la victoire, une armée qui n'en disposait pas était assurée de la défaite.» ■

LÉO PAJON

L'ARMEMENT



Toujours plus grand
En 1860, les ingénieurs de la compagnie inventèrent les canons en acier. Par la suite, ils n'eurent de cesse d'en améliorer la puissance. Comme l'illustre cette tourelle, sortie des usines en 1909.



KRUPP, le bras armé de l'Allemagne

Géant mondial de la sidérurgie au XIX^e siècle, l'entreprise se rapprocha du pouvoir. Avant 1914, elle était devenue l'atout majeur de Guillaume II dans la course à l'armement.

Une succession problématique
Bertha Krupp était la seule héritière à la mort de son père en 1902. L'empereur ne pouvait tolérer qu'une femme dirige le consortium. Son mariage devint une affaire d'Etat, au point que son futur époux dut prendre le nom de Krupp.



Akg-images

En ce 8 août 1912, la ville allemande d'Essen, au cœur de la région industrielle de la Ruhr, était en fête. Elle accueillait un hôte de marque : l'empereur d'Allemagne, Guillaume II. Les rues étaient ornées de guirlandes et de pavois. Les habitants avaient obtenu un jour de congé pour venir agiter leur chapeau au passage du Kaiser et de sa suite. Des cérémonies grandioses étaient prévues, dont la reconstitution d'un tournoi médiéval. Pourquoi tant de faste ? Les photos d'époque livrent la réponse. Aux côtés de l'empereur, vêtu d'un manteau à galons et d'un casque à pointe, on y voit un petit homme en haut-de-forme. Il s'appelait Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, mais était connu sous un seul nom : Krupp. Comme l'entreprise qu'il dirigeait, une aciérie basée à Essen, qui fêtait ce jour-là son centenaire – avec Guillaume II en invité d'honneur.

Krupp était un fleuron industriel unique en Europe qui totalisait 80 000 employés, dont la moitié à Essen, où des usines immenses barraient l'horizon. Mais surtout, ce champion sidérurgique avait

une spécialité : les armes lourdes. L'aciérie Krupp en fabriquait plus que n'importe qui au monde, et elle était le principal pourvoyeur de l'Empire allemand. On la nommait «l'armurerie du Reich». En ce jour de 1912, l'empereur n'était donc pas à Essen que pour souffler des bougies. Alors que la course aux armements entre grandes puissances culminait, que les armées s'étoffaient et se modernisaient, avec à la tête de ce terrible engrenage l'Allemagne, Guillaume II venait surtout rendre visite à son plus précieux fournisseur. La firme d'Essen était même plus que cela : elle entretenait avec son empire des liens si étroits qu'elle en était indissociable.

Avant d'être une aciérie, Krupp était le nom d'une famille, connue à Essen depuis le XVI^e siècle. L'un de ses membres, Friedrich Krupp, fonda en 1811 une petite fabrique où il tenta de produire de l'acier. Cet alliage de fer et de carbone constituait alors une technologie de pointe, dominée par les industriels anglais. Lorsque Friedrich laissa les rênes de son affaire à son fils Alfred, quinze ans plus tard, il n'avait guère avancé. Tout autour, la région de la Ruhr commençait à peine à exploiter l'abondant charbon de son sous-sol, et à en-



Akg-images

Un «monstre» qui marqua les esprits
Commandé par l'état-major en 1908, ce mortier de 420 millimètres, capable de briser des forteresses, fut baptisé la «Grosse Bertha» («Dicke Bertha») en l'honneur de madame Krupp. Sur cette photographie, prise en 1914, des servants chargent les obus de 800 kilos.



PA Photos/Abaca

LA FIRME ÉTAIT SURNOMMÉE «L'ARMURERIE DU REICH»

**Deux destins
indissociables**
Essen, 1912. Pour
le centenaire des
aciéries, le Kaiser
Guillaume II (à
gauche) vint rendre
visite à Gustav
Krupp (à sa droite).
Les liens entre le
Reich et son four-
nisseur n'avaient
jamais été si
étroits. Dans une
Europe sous ten-
sion, l'heure était
à l'armement.

trevoir la révolution industrielle. L'Allemagne n'était pas encore un pays uni, mais un puzzle d'Etats dominé, au nord, par la Prusse.

Tout cela allait s'accélérer, et Alfred Krupp n'y serait pas étranger. Cet autodidacte au physique filiforme fit de l'atelier familial un géant mondial de la sidérurgie. Le fils Krupp avait tout du businessman d'exception. Vouant sa vie à l'acier, il en tira des innovations décisives : ses roues de train sans soudure lui ouvrirent d'immenses marchés grâce au boom du chemin de fer. Rusé et opiniâtre, il avait aussi le sens du marketing : au milieu du XIX^e siècle, il achemina des lingots d'acier de plusieurs tonnes aux expositions universelles de Londres et de Paris, juste pour faire sa publicité. Enfin, cet homme froid et tyannique gérait sa firme en autocrate. Patron paternaliste, il offrait à ses ouvriers de bons salaires, des logements, une couverture sociale... en échange d'un dévouement total, d'une sévère discipline et du rejet de toute tentation socialiste.

En 1870, leurs canons avaient décimé l'armée française

Mais surtout, atout décisif, Alfred Krupp savait se faire des relations. Notamment avec les aristocrates qui dirigeaient, à Berlin, le royaume de Prusse. Dès 1853, il reçut la visite dans son usine de Guillaume de Hohenzollern, frère du roi, et futur roi lui-même. Il se rapprocha aussi du premier ministre Otto von Bismarck. Ces liens l'aiderent, dans les années 1860, à vendre à la Prusse son invention : les canons en acier. L'ambitieux royaume enchainait alors les guerres. La plus importante fut celle contre la France, en 1870, qui vit les troupes de Napoléon III se faire décimer... avec l'aide cruciale des canons Krupp, plus performants que ceux, en bronze, de l'armée française. Or, cette guerre fut aussi l'acte de naissance de l'Empire d'Allemagne, dont Guillaume de Hohenzollern devint le Kaiser Guillaume I^{er}, et Bismarck le chancelier. Alfred Krupp, alias «le roi du canon», avait associé le destin de sa firme à celui du nouveau Reich.

«Au départ, les armes n'avaient été pour Alfred Krupp qu'un •••

●●● moyen d'attirer l'attention de l'Etat prussien, obsédé par la tradition militaire, afin d'obtenir des marchés civils, explique Harold James, historien à l'université de Princeton et auteur en 2012 de «Krupp : a history of the legendary German firm». Mais ensuite, sous la direction du fils d'Alfred, elle devint la part centrale de son business – et la plus profitable.» Friedrich-Alfred Krupp prit la succession de son père décédé en 1887. L'année suivante, le Reich changeait lui aussi de génération : Guillaume II montait sur le trône. Entre la firme d'Essen, devenue un tentaculaire Konzern (consortium) de l'acier, et le pouvoir de Berlin, l'idylle se renforça.

Le Kaiser voulait se doter d'une puissante flotte de guerre

Le nouvel empereur avait des envies de grandeurs : sa Weltpolitik (politique mondiale) entendait faire de l'Allemagne une puissance internationale. Pour ce fervent militariste, qui n'aimait rien tant que les beaux uniformes et les parades martiales, un tel dessein passait par la force armée. En particulier sur les mers, où l'Allemagne était peu présente. Guillaume II et son amiral en chef Alfred von Tirpitz rêvaient d'une flotte de guerre digne de ce nom, capable de talonner la toute-puissante Royal Navy anglaise. Cette rivalité anglo-allemande, qui vit les deux Etats se livrer à une dérivateure de tonnages, fut l'un des facteurs clés de la course aux armements. Et, côté allemand, Krupp y joua un grand rôle. Juste avant le lancement du «plan Tirpitz», à la fin des années 1890, l'entreprise racheta opportunément les chantiers navals moribonds de Kiel, sur la Baltique. Jusqu'en 1914, Krupp fut le premier fournisseur privé de la marine allemande : l'Etat commanda à ses chantiers 10 grands cuirassés, 5 petits croiseurs, et 33 torpilleurs. Sans oublier 16 sous-marins de combat, une arme nouvelle que les ingénieurs de Krupp contribuèrent à développer.

La course aux armements était aussi une course à la nouveauté, et la firme d'Essen y participa activement. «Krupp apporta dans le

domaine de l'armement des innovations techniques, pour partie en coopération étroite avec les autorités militaires», note Ralf Stremmel, directeur des Archives historiques de Krupp. Les canons, grâce auxquels Alfred Krupp avait séduit la Prusse dans les années 1860, étaient une valeur sûre du catalogue. Les experts de l'artillerie de la firme travaillaient à améliorer leur puissance et leur portée. Certaines de leurs prouesses devaient entrer plus tard dans la légende de la Première Guerre mondiale. Comme la «Grosse Bertha», ce monstrueux obusier capable d'envoyer à plus de 9 kilomètres des projectiles de près d'une tonne ; commandé par l'état-major allemand pour pulvériser les forts qui défendaient la Belgique et le nord de la France, il aida à la percée rapide de l'Allemagne vers l'ouest en août 1914. Ou encore les «Canons de Paris», qui, en 1918, pilonnèrent la capitale française à 120 kilomètres de distance : une performance inouïe à l'époque, obtenue grâce à un tube de 34 mètres de long, développé par les ingénieurs de Krupp à partir de leurs recherches dans les canons de marine.

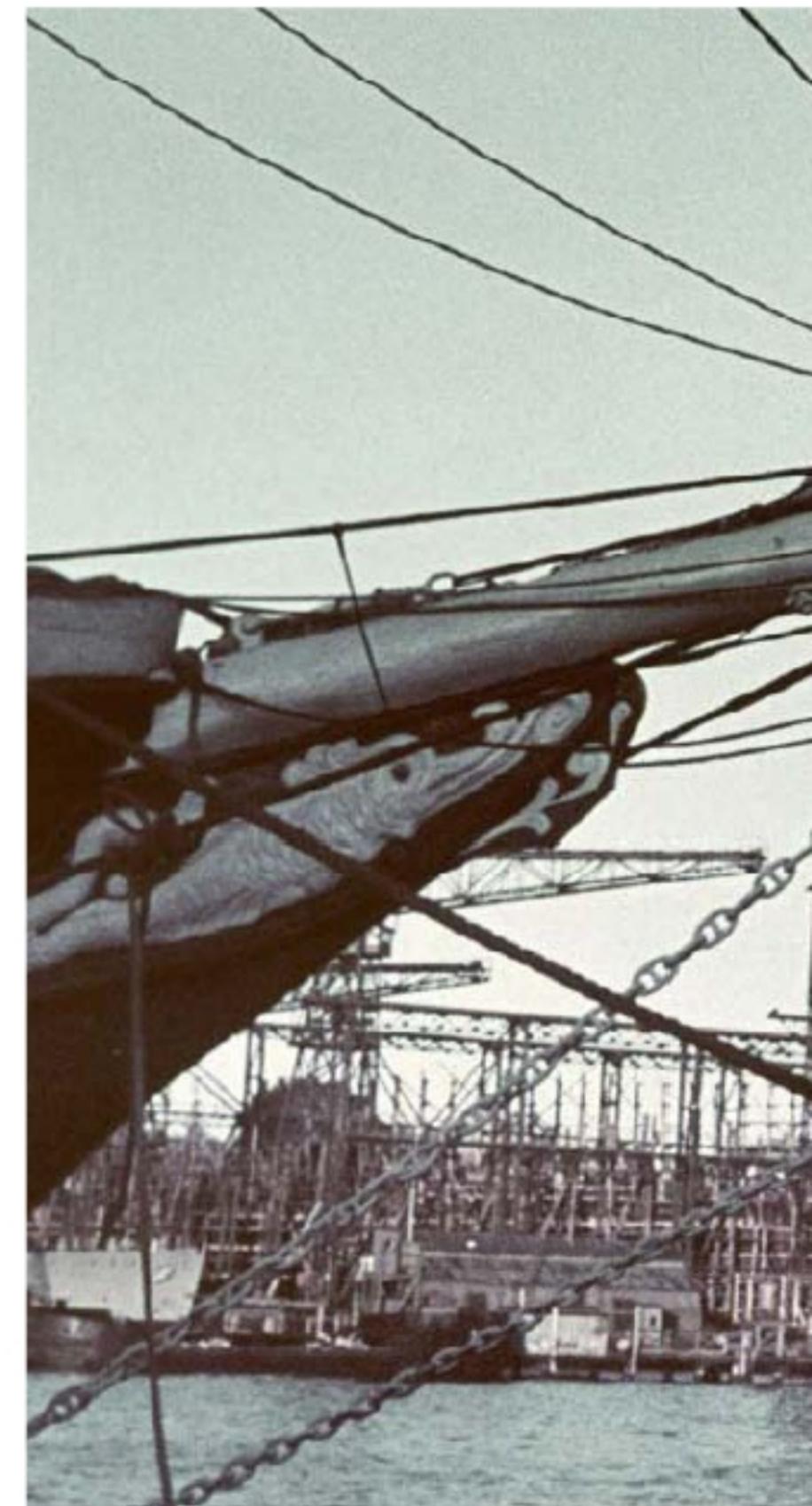
La relation entre Krupp et l'empire de Guillaume II dépassait le simple business des armes : elle était si stratégique, si riche en intérêts partagés, qu'elle devint fusionnelle et quasi familiale. L'empereur avait même son appartement à la Villa Hügel, la monumentale demeure de 269 pièces qu'Alfred Krupp s'était faite bâtir à Essen ! Un épisode est révélateur de cette proximité : le mariage de Bertha Krupp, en 1906. Suite à la mort brutale de son père Friedrich-Alfred, la jeune fille avait hérité à 16 ans de l'entreprise familiale. A 20 ans, elle rencontra à Rome un petit diplomate, Gustav von Bohlen und Halbach, qu'elle épousa peu après. Pour Berlin, cette noce était une affaire d'Etat : en tant qu'époux de Bertha Krupp, Gustav devenait de fait le nouveau patron de la firme d'armement, dont il était impensable qu'elle soit dirigée par une femme. Les deux tourtereaux s'unirent donc sous le regard de l'empereur, qui profita de la cérémonie pour prier «[sa] chère Bertha» de «continuer

à fournir à notre patrie allemande des armes [...] d'une qualité et d'une efficacité qui ne sont égales par aucune autre nation». Puis, fait exceptionnel, Guillaume II autorisa le marié à prendre le nom de sa femme, Krupp. L'austère Gustav n'avait pourtant ni l'envergure, ni la compétence d'un magnat de l'acier. Mais il était, en revanche, entièrement dévoué à l'Etat et à l'empereur. Au point qu'on a pu soupçonner le Reich de l'avoir «placé» dans les bras de la plus riche héritière d'Europe, afin de s'assurer la fidélité de l'entreprise.

Cette fidélité, toutefois, n'était pas exclusive. Krupp écoulait aussi ses produits hors des frontières. Le premier acheteur de ses canons, dans les années 1850, fut l'Egypte. S'y ajoutèrent la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Argentine, la Chine... sans oublier la très prodigue Russie. A fin 1911, sur 53 600 pièces d'artillerie commandées à la firme d'Essen, la moitié l'avait été par

A la conquête des mers

Grâce aux chantiers navals de Kiel, sur la Baltique, qu'elle racheta en 1896, l'entreprise devint le premier fournisseur de la marine allemande. Une position qu'elle retrouva dans les années 1930 sous le régime nazi (ici, le site en 1938).



l'Allemagne, le reste par 52 autres Etats. Avec ses grands concurrents (Schneider en France, Vickers en Grande-Bretagne...), Krupp profitait du marché juteux de la course aux armements. Dans le monde entier, ses influents représentants étaient chargés de vendre son matériel et ses brevets. On vit même des pays se canarder à coups d'armes Krupp, comme la Chine et le Japon en 1894.

«Un sordide et gigantesque trafic d'instruments de mort»

Devenue le premier producteur d'armes au monde, l'aciérie d'Essen était aussi à ce titre un funeste symbole. Elle incarnait tout à la fois la politique étrangère aggressive de l'Allemagne, l'escalade militaire internationale, et les liens sales entre le grand capital et la politique. Parmi les plaidoyers les plus célèbres contre elle, il y eut celui du député de gauche et pacifiste Karl Liebknecht à la tribune du parlement allemand, en 1913. Il dénonça en Krupp et les

autres marchands d'armes des pousse-au-crime, «pour qui semer et exacerber la discorde entre les peuples [...] signifie gagner de l'argent.» Plus tard, à l'été 1914, l'écrivain britannique H.G. Wells attribua la responsabilité de la guerre au «kruppisme», «ce sordide et gigantesque trafic d'instruments de mort».

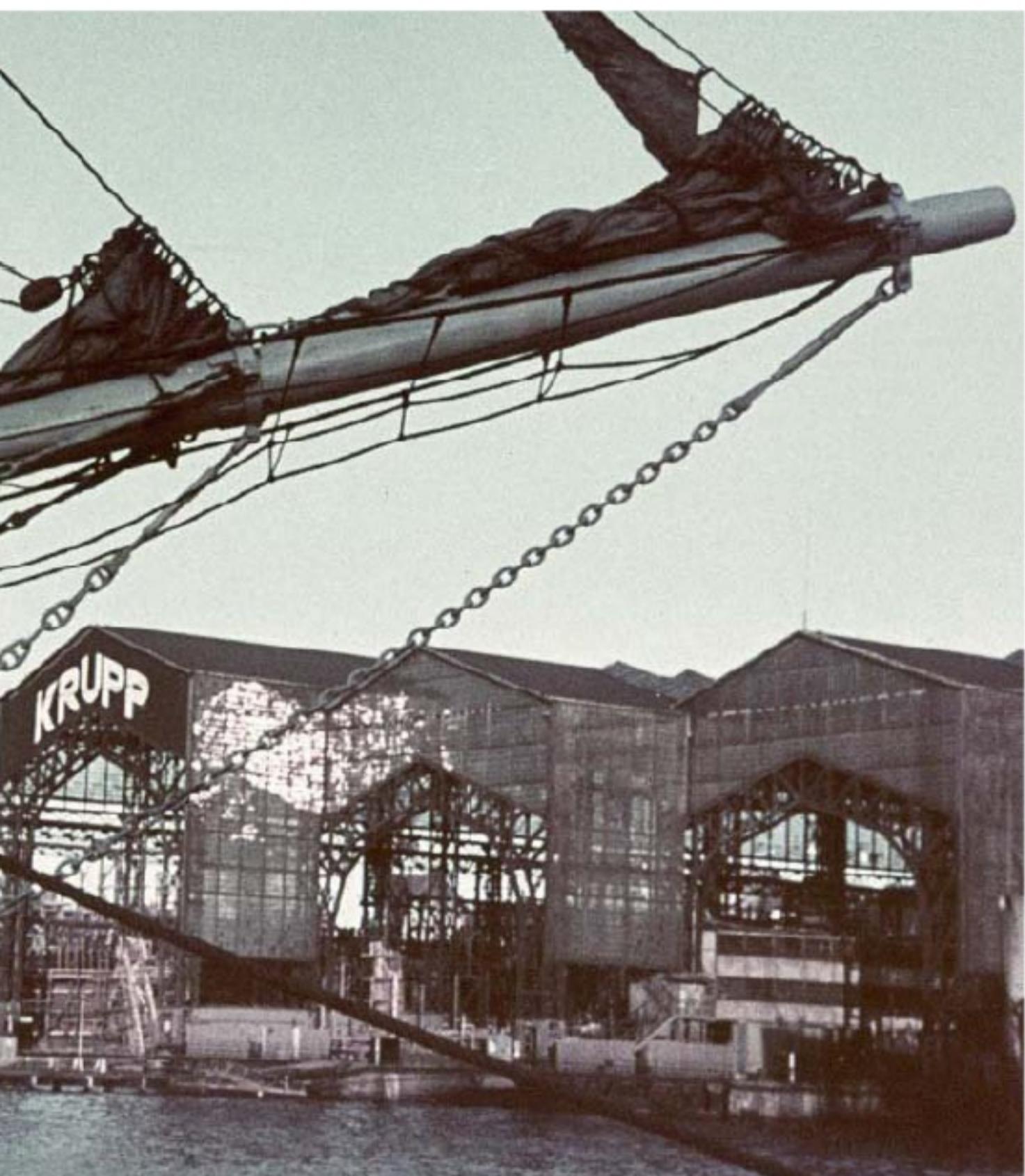
En réalité, le lien entre Krupp, la politique et la guerre était complexe et ambigu. La firme profitait de la folie militariste du Reich, voire la soutenait : dans les années 1890, elle pilota en sous-main la Ligue navale, une organisation de propagande censée rallier l'opinion aux achats de navires de Guillaume II. Ses dirigeants étaient profondément patriotes, ou plus : à partir de 1909, le numéro deux de l'entreprise était Alfred Hugenberg, un leader de l'ultranationaliste Ligue pangermaniste. Sous son influence, Krupp «semblait se concevoir comme une sorte d'entreprise publique de l'Etat impérial [...]», et si nécessaire, comme l'un

KRUPP PROFITA DE LA FOLIE MILITARISTE DE L'EMPIRE

de ses fers de lance», note l'historien Lothar Gall dans un livre de référence sur la firme, «Krupp, der Aufstieg eines Industrieimperiums» («Krupp, l'essor d'un empire industriel», éd. Siedler, 2000, non traduit en français).

Lorsque la guerre éclata, dans cette Allemagne conservatrice où politique et économie étaient très imbriquées, Gustav Krupp resta cependant plus mesuré que d'autres industriels réclamant au Reich des annexions de territoires conquis, à l'image d'August Thyssen (dont la firme fusionnera avec Krupp en 1999 pour donner ThyssenKrupp). «Krupp considérait la guerre comme juste. Il estimait que soutenir le Reich était un devoir patriotique, note Ralf Stremmel. Pour autant, il accueillit le conflit sans euphorie.» Car l'entreprise, dont les armes n'assuraient qu'un gros tiers du chiffre d'affaires, n'avait pas intérêt à un carnage mondialisé. «Ses dirigeants y voyaient une menace pour leurs affaires internationales, qui en ce temps-là étaient prospères», explique l'historien Harold James. Entre 1914 et 1918, face à l'ampleur imprévue de la boucherie, Krupp dut s'agrandir massivement pour servir les besoins infinis de l'armée allemande. Elle en retira des profits substantiels. En 1918, le coup fut rude : inadapté à l'économie de paix, le Konzern faillit couler. Mais quelques années plus tard, il devint le loyal armurier du Führer Adolf Hitler, l'homme qui appelait les Allemands à être «durs comme de l'acier Krupp».

VOLKER SAUX



Michael Sobotta/BPK/FRMIN

LA MOBILISATION



Des wagons pour le front

Entre août et septembre 1914, près de 4 millions d'hommes furent transportés vers la frontière par voie ferroviaire.

Cette prouesse logistique fut rendue possible grâce à la réquisition de 7 000 trains par le ministère de la Guerre.

1^{ER} AOÛT 1914

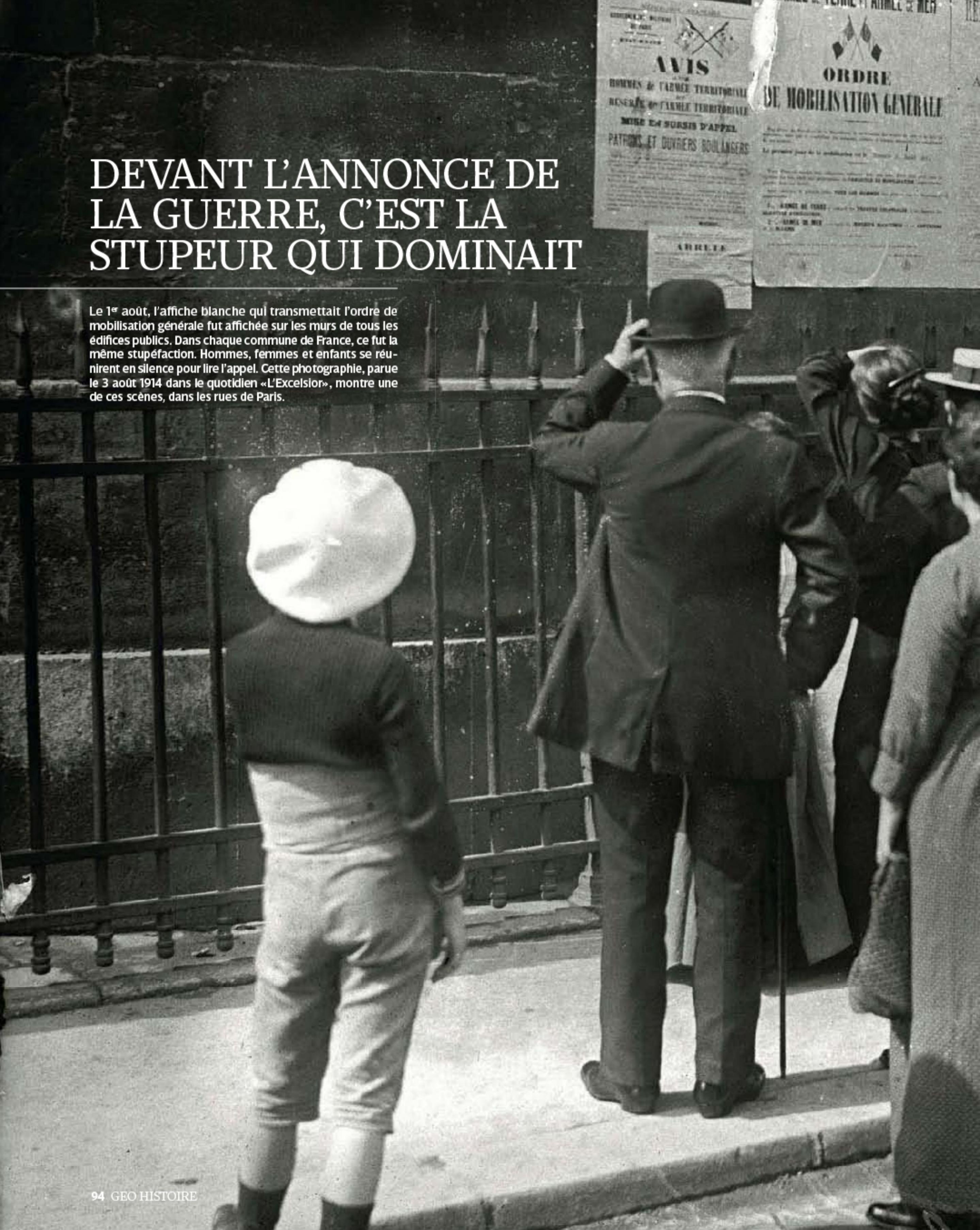
ILS CROYAIENT À UNE VICTOIRE RAPIDE...

Contrairement à la légende, la mobilisation ne fut pas accueillie avec enthousiasme. Mais les conscrits se consolaient en songeant qu'ils seraient de retour avant l'hiver.



DEVANT L'ANNONCE DE LA GUERRE, C'EST LA STUPEUR QUI DOMINAIT

Le 1^{er} août, l'affiche blanche qui transmettait l'ordre de mobilisation générale fut affichée sur les murs de tous les édifices publics. Dans chaque commune de France, ce fut la même stupéfaction. Hommes, femmes et enfants se réunirent en silence pour lire l'appel. Cette photographie, parue le 3 août 1914 dans le quotidien «L'Excelsior», montre une de ces scènes, dans les rues de Paris.



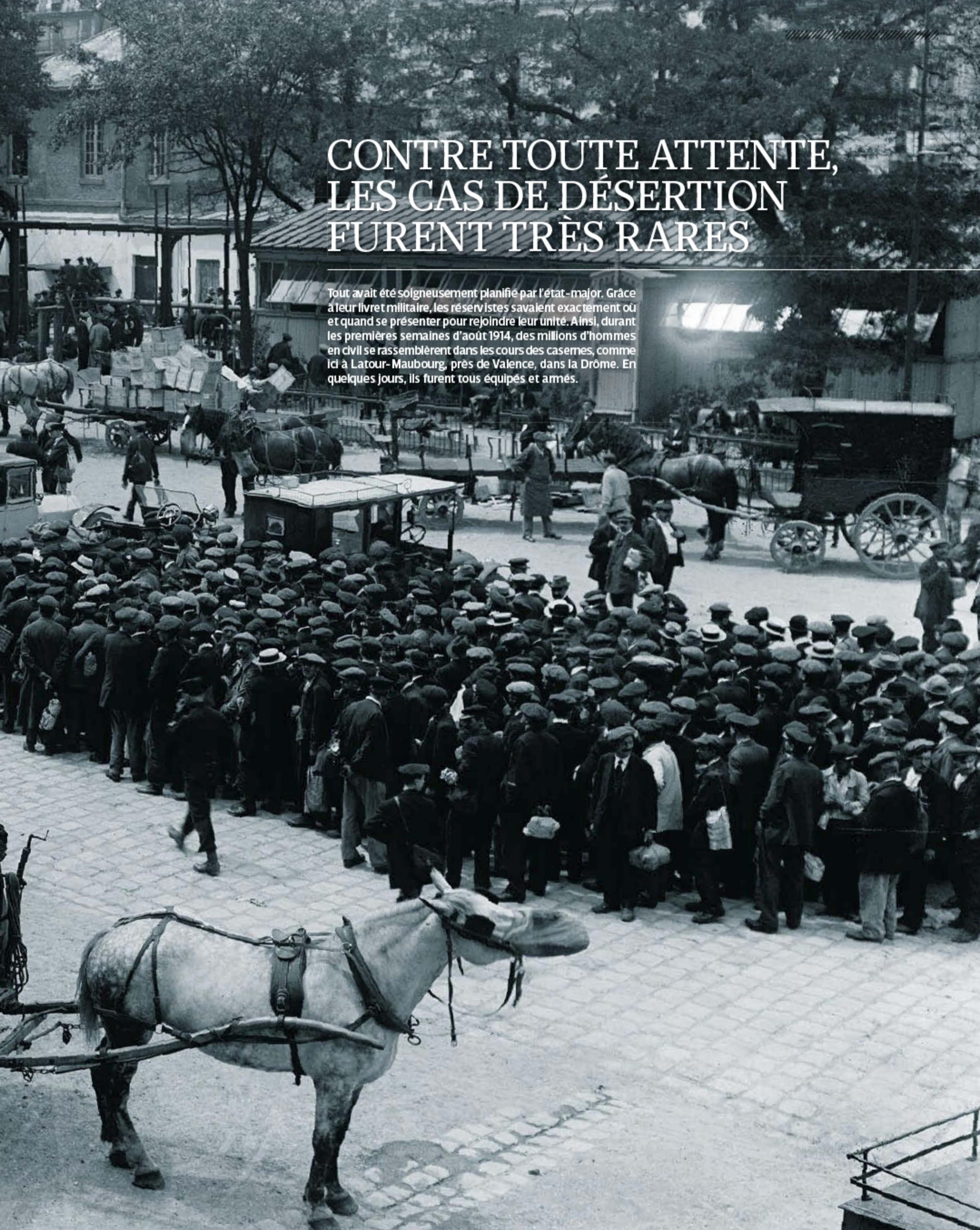


LA MOBILISATION France



CONTRE TOUTE ATTENTE, LES CAS DE DÉSERTION FURENT TRÈS RARES

Tout avait été soigneusement planifié par l'état-major. Grâce à leur livret militaire, les réservistes savaient exactement où et quand se présenter pour rejoindre leur unité. Ainsi, durant les premières semaines d'août 1914, des millions d'hommes en civil se rassemblèrent dans les cours des casernes, comme ici à Latour-Maubourg, près de Valence, dans la Drôme. En quelques jours, ils furent tous équipés et armés.



Samedi 1^{er} août 1914, entre 16 heures et 17 h 30, la France apprenait qu'elle entrait en guerre. L'ordre de mobilisation fut rapidement affiché sur les murs des villes, parfois confirmé dans les campagnes par le tambour ou le clairon d'un garde champêtre. Sur tout le territoire, dans les bourgs éloignés qui ne possédaient pas le téléphone, des gendarmes arrivèrent au galop pour annoncer la nouvelle. Bientôt, le tocsin retentit d'un village à l'autre, figeant les paysans occupés à la moisson, prenant tout le monde de court. Témoins de l'étonnement de la population, les instituteurs qui, à la demande du ministre de l'Education publique, prirent des notes sur les événements auxquels ils assistaient dans les villages : «La première impression fut [...] une profonde stupefaction car personne ne croyait la guerre possible», écrit ainsi un enseignant de la commune d'Aignes (Haute-Garonne). Toutes les «fiches instituteurs», comme on appelait alors ces rapports, allaient dans ce même sens. C'est ce qu'explique Jean-Jacques Becker, auteur de nombreux ouvrages sur la Grande Guerre, dont «L'Année 14» récemment réédité (éd. Armand Colin). «La surprise fut particulièrement forte en zone rurale où on lisait moins la presse», explique l'historien qui a épluché les fiches archivées dans huit départements. «Mais ce fut un sentiment partagé partout par des millions de Français. Jusque-là, l'opinion n'était pas inquiète. L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin, paraissait lointain, on ne voyait pas comment il pourrait déboucher sur un conflit mondial. Le peuple français n'avait pas vu venir cette bataille.»

«LA GAIETÉ DES SOLDATS SONNE FAUX», NOTA UN TÉMOIN

Et ceux qui la pressentaient y étaient généralement opposés. Durant les semaines précédant la déclaration de guerre, se manifesta ainsi, un peu partout en France, un refus de la population de prendre les armes. Des voix s'élèverent de tous côtés pour refuser le combat. Celle de Jaurès, bien sûr, mais aussi celles des responsables syndicaux qui promettaient de déclencher une révolution en cas de conflit. La CGT, le syndicat ouvrier, et son secrétaire général Léon Jouhaux agitaient la menace d'une grève insurrectionnelle générale en cas de mobilisation. Le 27 juillet encore, des dizaines de milliers

de manifestants pacifistes, surtout syndicalistes et socialistes, se massèrent sur les Grands Boulevards parisiens. Et durant les quatre jours qui suivirent eurent lieu quelque 150 manifestations contre la guerre : de la distribution de tracts jusqu'à des fermetures d'entreprises décidées par les ouvriers dans la région industrielle du Vimeu, en Picardie. Le mouvement fut très fédérateur : à Montluçon, ville de l'Allier qui comptait alors 33 000 habitants, plus de 10 000 personnes se rassemblèrent.

La situation, pour la Sûreté générale (ancêtre de la Police nationale), était à ce point préoccupante qu'une liste de 2 500 noms de personnes susceptibles de saboter la mobilisation avait été établie. Ce fichier, répondant au nom de code de «Carnet B», regroupait les antimilitaristes les plus virulents, des chefs syndicaux ou encore des membres de la SFIO (Section française de l'International ouvrière) qu'il était prévu d'emprisonner dès le déclenchement des hostilités. Et pourtant, cette précaution s'avéra inutile. Les autorités n'eurent pas à se servir du «Carnet B», la mobilisation s'effectuant finalement sans grand encombre ni contestation. L'état-major avait pronostiqué que 13 % des appelés tenteraient de se dérober à l'appel sous les drapeaux. Il fut, là encore, tout étonné de voir ses prévisions contredites : les cas réels d'insoumission et de désertion n'atteignirent que 1,22 % des mobilisables selon Philippe Boulanger, spécialiste des questions de géographie historique, auteur de «La France devant la conscription» (éd. Economica). Plus incroyable encore : près de 3 000 réfractaires, qui avaient refusé d'effectuer leur service militaire en temps de paix, se présentèrent d'eux-mêmes dans les casernes pour s'enrôler. Et de vieux leaders pacifistes tournèrent casaque en un temps record. Symptomatique, à cet égard, est le revirement de Gustave Hervé. Le fondateur du journal «La Guerre sociale» était depuis des années un des plus farouches antimilitaristes et antinationalistes. Il avait même connu la prison pour avoir appelé la classe ouvrière au sabotage en cas de guerre. Or, le 1^{er} août 1914, jour de la mobilisation, Hervé titra en une de son journal : «Ils ont assassiné Jaurès, nous n'assassinerons pas la France !» Et il fustigea dans ses colonnes les défaitistes et les tièdes qui rechigneraient à aller se battre.

C'est là un des faits les plus troublants de cette période : à peine la mobilisation générale était-elle décrétée que tous les slogans «A bas la guerre !» se turent soudainement pour faire place



à des cris «A Berlin !». Peut-on cerner les causes de cette surprenante métamorphose ? D'abord, même si les manifestations antimilitaristes furent nombreuses et suivies, les Français n'étaient pas dans leur ensemble des pacifistes convaincus. D'autre part, les autorités rassurèrent la population en expliquant que mobilisation ne signifiait pas forcément guerre. Mais surtout, la majorité des gens passa tout simplement de la stupeur à la résignation.

Les paysans abandonnèrent leur moisson et partirent vers leur garnison sans se révolter

La France était un pays encore largement rural. Dans les campagnes, les hommes se mobilisèrent dans le calme et abandonnèrent familles et moissons pour partir au front, sans se révolter. Mais il n'y eut pas de conversion à la guerre : globalement, les conscrits partirent sans enthousiasme. Certes, il y

eut des mouvements d'effusion, mais comme les manifestations d'hostilité à la mobilisation, ils furent limités. Certains eurent lieu lors des défilés organisés avant le départ dans les villes de garnison ou dans les gares où se rassemblaient les soldats. Des régiments, musique en tête, partaient acclamés par la foule, les femmesjetaient des fleurs, embrassaient les conscrits, les hommes leur offraient du vin. Mais, souvent, la joie de ces recrues sonnait faux. Un instituteur de Mansle (Charente) se souvient : «Les wagons sont fleuris [...] Les soldats plaisent, s'interpellent et cherchent surtout à s'étourdir. On devine tout ce qu'il y a de factice dans cette gaieté bruyante.»

Quels sentiments animaient les combattants ? Pour l'historien Jean-Jacques Becker, ils n'étaient pas motivés par un esprit de revanche, lié à la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine. Selon lui, les Français partirent sur le front davantage parce ●●●

Le départ des premières lignes
Les hommes qui effectuaient leur service constituaient, avec les militaires de carrière, l'armée d'active. Ils furent les premiers à partir, avant les réservistes. Ici, le 5^e Régiment d'infanterie de ligne profite de ses derniers instants paisibles à Paris, le 6 août.



••• qu'ils avaient le sentiment de subir une agression. «Dès ses premiers mouvements, le 2 août, poursuit-il, l'armée allemande violait la neutralité du Luxembourg, puis celle de la Belgique deux jours plus tard. Dans ces conditions, il était impossible d'éviter le combat, il fallait se défendre.» Ce qui explique peut-être aussi les flambées de violence antiallemande des premières journées d'août. Des commerces dont les noms avaient des consonances

les empereurs et les aristocraties d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Ils appellèrent en conséquence les ouvriers, «soldats de la liberté», à prendre les armes. Le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, oubliant la grève générale, fit lui aussi le serment, le 4 août, sur la tombe de Jaurès, de «sonner le glas des ennemis de la démocratie». Les catholiques, quant à eux, déclarèrent que cette Union était la volonté de Dieu pour la paix du pays. En apparence, gauche socialiste et droite nationaliste, catholiques et anticlériaux semblaient donc soudés pour la défense du pays. En réalité, cette Union sacrée n'était qu'une trêve, une parenthèse rendue nécessaire par l'urgence de la situation. Les divisions ne disparurent pas mais s'effacèrent devant une échéance plus importante : faire la guerre et, si possible, la gagner. Cela commençait par le recrutement et l'expédition aux frontières la plus rapide possible des forces disponibles.

2 887 000 d'hommes furent incorporés les deux premières semaines d'août

Mettre en œuvre cette mobilisation générale – la première de l'histoire de France – n'était pas une mince affaire. Suivant un plan mis en place et réactualisé régulièrement depuis des années – on en était alors au plan 17 – les hommes devaient être réunis à la frontière franco-allemande. A l'époque, chaque appelé mobilisable (c'est-à-dire les hommes de 20 à 48 ans) possédait, dans son livret militaire, une feuille de route avec sa date d'appel (indiquée en nombre de jours après la date de mobilisation générale) et un titre de transport gratuit. Ce dernier lui permettrait de rejoindre le dépôt indiqué sur la feuille, où il serait habillé, équipé et armé. Parmi les conseils

figurant dans le livret, une liste d'effets à emporter : deux chemises, un caleçon de rechange, deux mouchoirs, une bonne paire de chaussures. Il était aussi recommandé de se faire couper les cheveux et de prendre des vivres pour quelques jours.

2 887 000 hommes furent ainsi incorporés les deux premières semaines d'août. Le transport des hommes, surtout en train, occasionna quelques accidents, mais fut plutôt une réussite technique, compte tenu des milliers de convois qui s'ébranlèrent vers la frontière franco-allemande. A titre d'exemple, il faut imaginer que la seule Compagnie des chemins de fer du Nord mit en marche, du 2 au 5 août, quelque 3 320 trains transportant 870 000 hommes du rang et sous-officiers, 19 000 officiers, 27 700 chevaux et 70 800 canons, caisses et voitures.

Résolus ou résignés, tous ces soldats étaient en tout cas convaincus que la guerre serait facile et rapide. Elle ne durerait que quelques semaines, tout au plus quelques mois. Personne n'imaginait alors que le conflit s'étalerait sur plus de quatre longues années et ferait près de 10 millions de morts. ■

LÉO PAJON



Le baroud d'honneur des pacifistes
Jusqu'à la veille de la mobilisation, la CGT ne cessa de lutter pour la paix. Mais à partir du 2 août, dans les gazettes syndicales, les appels à la grève générale firent place à la résignation.

germaniques furent pris pour cibles à Paris : la taverne Pschorr, la brasserie Muller, le magasin d'alimentation Appenrodt... Ces débordements ponctuels furent circonscrits aux grandes villes.

Quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses, l'ensemble de ces soldats se sentaient ligés contre l'agresseur allemand. «Union sacrée» : on doit l'expression au président de la République Raymond Poincaré qui, le 4 août, l'utilisa le premier dans un message adressé au Parlement et au Sénat pour demander à tous les partis de se souder autour de la défense de la patrie. La presse s'empara de la formule pour résumer la solidarité des Français de toutes tendances face à l'envahisseur. En ce début de XX^e siècle, les motifs de discorde ne manquaient pourtant pas. «Des sujets majeurs divisaient les Français : la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ou encore la «loi des trois ans» instaurant un service militaire durant trois années, remarque l'historien André Loez. Mais chaque composante de la société avait ses propres raisons d'adhérer à la guerre.» Les socialistes qui s'étaient mobilisés contre elle y voyaient l'occasion de défendre la République contre

LES CLÉS POUR COMPRENDRE

TEXTES DE JEAN-MARIE BRETAGNE, CYRIL GUINET, CLÉMENT IMBERT ET LOLA PARRA



Maurice-Louis Branger/Roger-Viollet

44 ans de tensions	p. 102
La naissance des deux blocs	p. 104
La carte des pays belligérants	p. 105
Les cinq semaines fatales	p. 106
Les leaders européens	p. 107
Pacifistes et bellicistes	p. 108



La France défaite signe le traité de Francfort, 1870.

Rue des Archives/Tallandier

1870

La guerre franco-allemande

Le 19 juillet 1870, la France déclare la guerre à la Prusse. Les Etats allemands prennent fait et cause pour cette dernière. L'armée française est défaite lors de plusieurs batailles : à Froeschwiller le 6 août, à Gravelotte le 18 août, et enfin à Sedan le 2 septembre. Le siège de Metz s'achève le 18 octobre. L'armistice est signé le 28 janvier 1871. La France perdra, par le traité de Francfort (1871), l'Alsace-Moselle, qui est annexée au Reich allemand.

Coll. Kharbine Tapabor



Guillaume I^{er}, proclamé empereur d'Allemagne.

1871

L'unification de l'Empire allemand

Le 18 janvier, Guillaume I^{er} est proclamé premier empereur allemand, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, à la demande des princes et des rois des différents Etats allemands. Le voilà à la tête d'un empire qui va de la Lorraine à la Lituanie.

1877-1878

La guerre russo-turque

En 1875 et 1876, des révoltes en Bosnie-Herzégovine et en Bulgarie sont brutalement matées au sein de l'Empire ottoman. La Russie s'émeut du sort de ces minorités slaves. En juin 1876, la Serbie déclare la guerre à l'Empire ottoman, mais est défaite. Une conférence est organisée à Constantinople. La Russie et l'Autriche réclament en vain l'autonomie des régions chrétiennes de l'Empire ottoman. Le 24 avril 1877, la Russie déclare la guerre à celui-ci. Les troupes du tsar, auxquelles se joignent celles de son allié, la Roumanie, remportent plusieurs batailles et contraintent les Turcs à demander l'armistice.

1887

La crise bulgare

A la suite d'une révolution, la Bulgarie, alliée de la Russie, tombe dans la sphère d'influence autrichienne. Un conflit entre Russie et Autriche est évité de justesse.



Ferdinand de Bulgarie.

Albert Harlingue/Roger-Viollet

1878

Le traité de Berlin

A la suite de la guerre russo-turque, une conférence a lieu à Berlin. Elle réunit les chefs d'Etat européens. Elle aboutit, notamment sous l'influence de l'Allemagne et de l'Angleterre, à un partage des Balkans qui ne fait pas l'unanimité... La Russie s'estime volée de ses victoires militaires et en conçoit un ressentiment durable à l'égard de l'Allemagne.



Le congrès des Nations de Berlin, 1878.

1898

Un incident franco-britannique

Les Anglais exigent le retrait d'une mission française, installée au sud du Soudan, au bord du Nil : c'est la crise de Fachoda, du nom de la ville où stationnent les Français. Pendant quelques semaines, le face-à-face menace de dégénérer en guerre franco-britannique, mais finalement, sur ordre de son gouvernement, la troupe française se retire.



Militaires français et anglais à Fachoda.

Akg-Images

De 1870 à 1913, de nombreux conflits attisent

INTERNATIONALES

les haines entre les nations européennes

1904-1905

La guerre russo-japonaise

Le 10 février 1904, l'empereur du Japon déclare la guerre à la Russie. Les deux empires se disputent le contrôle de la Mandchourie et de ses importantes ressources minières. Le conflit durera un an, marqué par plusieurs défaites russes (à Moukden sur terre, à Tsushima sur mer). Le conflit débouche sur le traité de Portsmouth, en 1905, par lequel Russes et Japonais quittent la Mandchourie. Mais le Japon garde le contrôle de la Corée et se voit accorder la moitié de l'île de Sakhaline, en Sibérie, et la péninsule du Liadong, en Chine.



Conférence d'Algésiras, 1906.

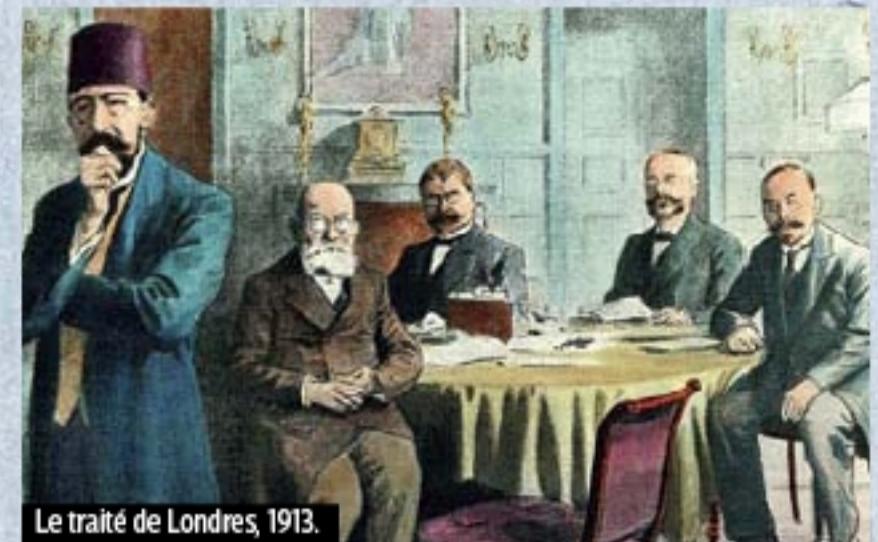
1908

La crise bosniaque

L'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine. La Serbie, au nom de la population serbe de Bosnie, proteste. La Russie prend parti pour la Serbie. La confrontation entre les Empires russe et autrichien semble proche, mais c'est ensuite la désescalade : la France fait pression sur la Russie, qui cède, et la Serbie, isolée, est finalement obligée de reconnaître l'annexion de la Bosnie en 1909.



Une satire du roi de Serbie.



Le traité de Londres, 1913.

Leemage

OCTOBRE 1912 - MAI 1913

La première guerre balkanique

La Ligue balkanique (incluant quatre Etats chrétiens : Bulgarie, Serbie, Grèce et Monténégro, soutenus par la Russie) entre en guerre contre la Turquie. Celle-ci est défaite militairement. A la suite du conflit, le traité de Londres, le 30 mai 1913, laisse en suspens de nombreux différends territoriaux, notamment entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

1905

La première crise marocaine

La France propose au sultan du Maroc une aide militaire pour assurer son autorité dans le pays. Guillaume II dénonce les visées coloniales françaises et débarque à Tanger pour offrir son soutien au sultan contre la France. L'affaire se déroule six mois après, en 1906, lors de la conférence d'Algésiras, accordant à la France et l'Espagne des intérêts sur le Maroc et, à l'Allemagne, un droit de regard.

1911

La deuxième crise marocaine

Nouvelle tension franco-allemande au Maroc. En réponse à l'occupation par la France d'une région du nord du Maroc, l'Allemagne envoie la canonnière «Panther» au large d'Agadir. Une nouvelle fois, un conflit entre les deux puissances semble possible. Finalement, la France négocie et cède à l'Allemagne une partie du Congo français.



Suddeutsche Zeitung/Rue des Archives

JUIN 1913 - JUILLET 1913

La deuxième guerre balkanique

La Bulgarie, mécontente du découpage opéré lors du traité de Londres, attaque ses alliés de la Ligue et l'Empire ottoman, bientôt soutenus par la Roumanie. La Bulgarie ne résiste pas à cette coalition. Lors du traité qui suit cette guerre, elle perd presque tous ses gains issus de la première guerre balkanique. Tout naturellement, comme la Serbie, la Roumanie et la Grèce rejoindront, lors de la Première Guerre mondiale, les forces de la Triple Entente, la Bulgarie, elle, se rangera du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

LA NAISSANCE DES DEUX BLOCS

Ces alliances conçues dans un but défensif se révèleront des machines de guerre.

La Triplice

L'ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE, LE 7 OCTOBRE 1879

Après l'unification de l'Empire allemand, le chancelier Bismarck souhaite établir un système d'alliances diplomatiques visant à garantir un statu quo en Europe. La première pierre de ce système est le rapprochement avec l'Empire voisin austro-hongrois. Les deux pays concluent un accord défensif, appelé aussi la Duplice. Il garantit qu'ils se porteront mutuellement secours s'ils sont attaqués par la Russie. Ils se promettent par ailleurs «une neutralité bienveillante» en cas d'attaque d'un autre pays européen, particulièrement la France. Autrement dit, aucun des deux ne se porterait aux côtés de celle-ci si elle déclenchaît les hostilités.

L'ACCORD GERMANO-AUSTRO-RUSSE, LE 18 JUIN 1881

L'accord germano-autrichien s'élargit, le 18 juin 1881, à la Russie. Bien que rivale de l'Autriche-Hongrie pour le contrôle des Balkans, la Russie intègre cette alliance car elle est alors diplomatiquement isolée. Et puis, entre les deux «frères ennemis», Russie et Autriche-Hongrie, l'Allemagne joue le rôle d'arbitre. Si l'Autriche-Hongrie attaque la Russie, cette dernière sera assurée du soutien allemand, et inversement, si ce sont les Russes qui attaquent l'Empire austro-hongrois.

L'ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE-HONGRIE ET L'ITALIE, LE 20 MAI 1882

Ce traité, dit Triplice, unit les trois pays de manière assez complexe. Les conditions de la Duplice ne changent pas. S'y ajoutent les clauses sui-

vantes : si la France attaque l'Italie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne défendront cette dernière. L'Italie en fera autant avec l'Allemagne, si celle-ci est agressée par la France. Enfin, si la Russie attaque l'Autriche-Hongrie, l'Italie restera neutre. En 1914, l'Italie finalement choisit la neutralité, estimant qu'elle s'est seulement engagée à défendre l'Allemagne si elle était agressée, ce qui n'est pas le cas. Et en 1915, elle entre en guerre... aux côtés de la Triple Alliance.

LE TRAITÉ GERMANO-RUSSE DIT DE «RÉASSURANCE», LE 18 JUIN 1887

Un des axes majeurs de la politique bismarckienne est de rallier la Russie à l'Empire allemand pour l'empêcher de se tourner vers la France. Le traité des trois empereurs (avec l'Autriche-Hongrie et la Russie), signé en 1871, puis celui du 18 juin 1881 poursuivent ce but. Ces alliances sont remplacées en 1887, par un accord germano-russe, qui garantit la neutralité russe dans le cas d'une attaque française contre l'Allemagne. Mais, en 1890, ce traité n'est pas renouvelé.

Caricature de Guillaume I^{er}

Le NAVET de la DUPLICE



La Triple Entente

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE, LE 27 DÉCEMBRE 1893

Jusqu'en 1890, l'Allemagne et la Russie sont liées par un traité. Mais les deux pays s'éloignent après la mise à l'écart du chancelier allemand Bismarck. Cela ouvre la voie à un rapprochement franco-russe. En août 1893, un texte secret, signé par le général de Boisdeffre, adjoint du chef d'état-major français, et son homologue le général Obroutcheff, engage la France et la Russie à se porter secours si l'une ou l'autre est attaquée par l'Allemagne, l'Italie ou l'Autriche-Hongrie – les membres de la Triplice. Le 27 décembre 1893, cette convention est officiellement ratifiée par le tsar Alexandre III, puis par le gouvernement français.

L'ENTENTE CORDIALE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE, LE 8 AVRIL 1904

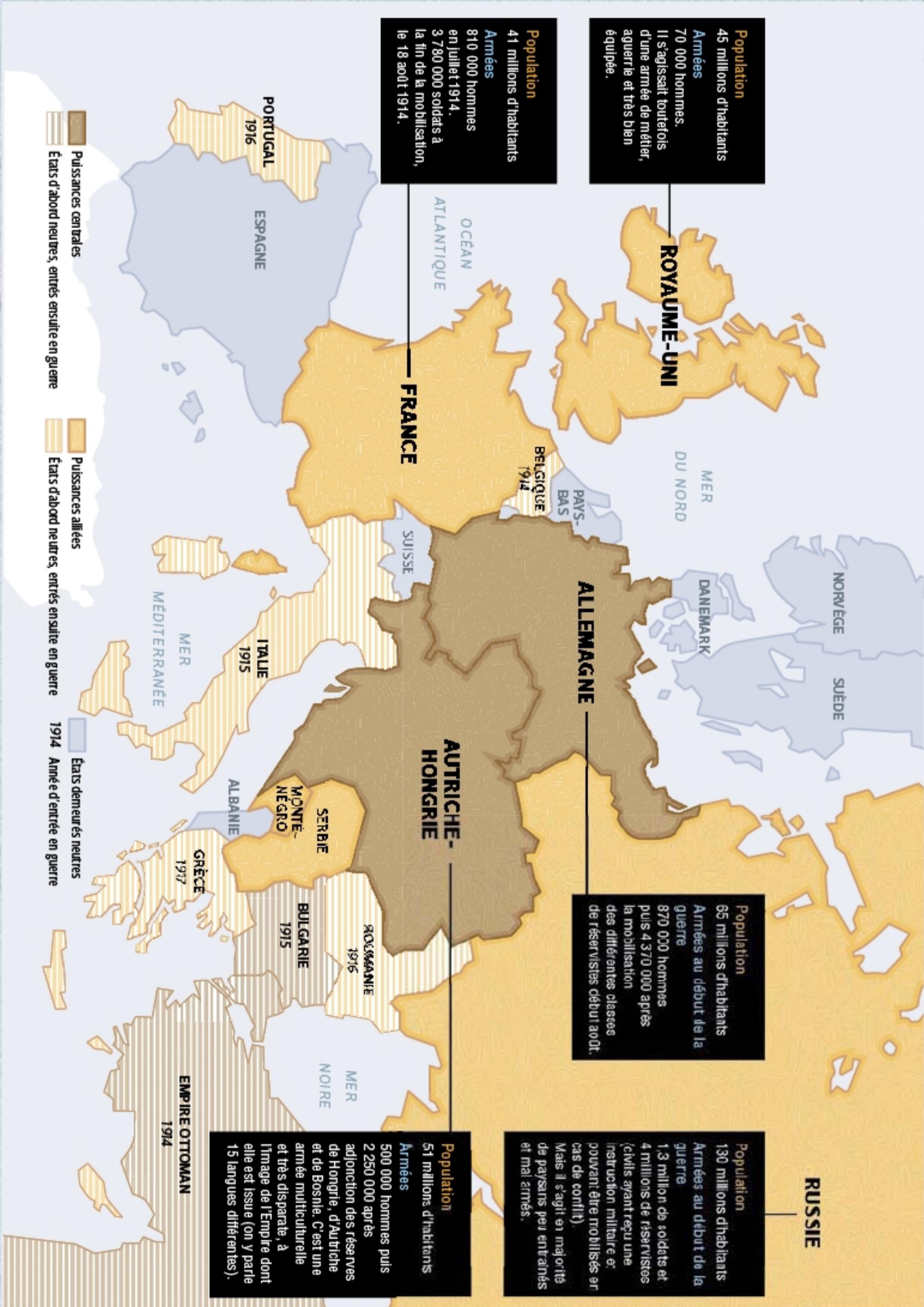
A la fin du XIX^e siècle, les relations entre les deux pays sont mauvaises. Ils ont même failli entrer en guerre à la suite d'un incident diplomatique et militaire à Fachoda, au Soudan (1898). Cependant, après cette période de tension, la France décide de changer de politique, et de se rapprocher de la Grande-Bretagne, sous l'impulsion de son ministre des Affaires étrangères Théophile Delcassé. Celui-ci juge en effet que la France ne peut avoir deux ennemis potentiels, l'Angleterre et l'Allemagne. La réconciliation franco-britannique prend la forme d'un accord signé à Londres, en 1904. Il solde plusieurs différends coloniaux qui les opposent. Et reconnaît la domination britannique sur l'Egypte et le protectorat français au Maroc.

LA CONVENTION ANGLO-RUSSE, LE 31 AOÛT 1907

Ce texte était assez comparable à l'Entente cordiale, mais cette fois, entre la Grande-Bretagne et la Russie. Il aplani les désaccords coloniaux entre ces deux pays. Dès lors, rien ne s'oppose à une entente militaire entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie.

LES PAYS BELLIGÉRANTS EN AOÛT 1914

Sept Etats européens s'affrontent d'abord, dans ce conflit qui va embraser ensuite le monde entier.



Sources pour les effectifs des armées : les chiffres sont ceux issus des travaux du colonel et historien Frédéric Guelton (notamment dans « L'Encyclopédie de la Grande Guerre », éd. Tempus).

LES CINQ SEMAINES FATALES

A partir de l'attentat de Sarajevo, le jeu des alliances entre les puissances militaires joue à plein et, une à une, toutes entrent en guerre en à peine plus d'un mois.

28 JUIN 1914

Gavrilo Princip, un Serbe bosniaque qui veut mettre à bas le joug autrichien, et rêve que la Bosnie soit rattachée à la Serbie, assassine à Sarajevo l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois, ainsi que son épouse.



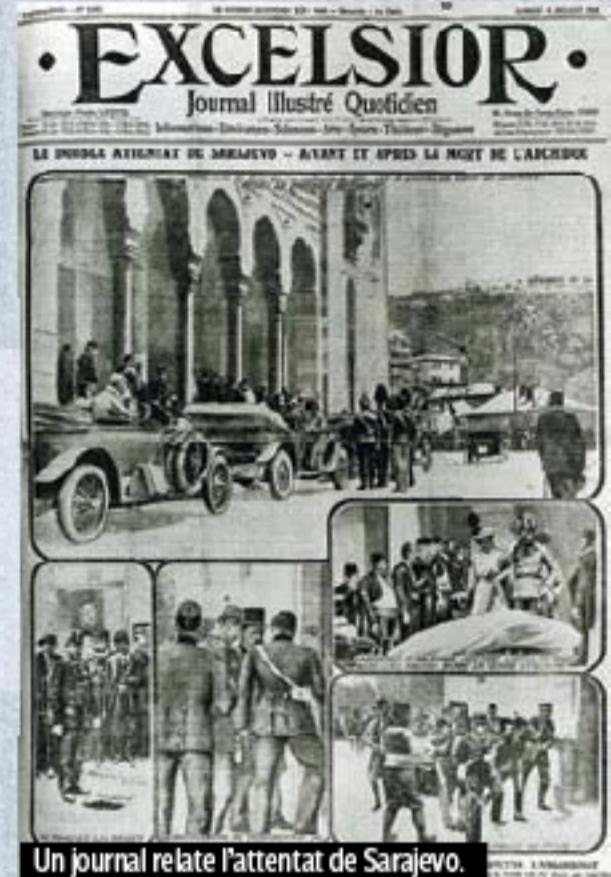
Le jour de la mobilisation, en Russie.

30 JUILLET 1914

En réponse, la Russie déclare la mobilisation générale.

28 JUILLET 1914

L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie, lui imputant la responsabilité de l'attentat.



Un journal relate l'attentat de Sarajevo.

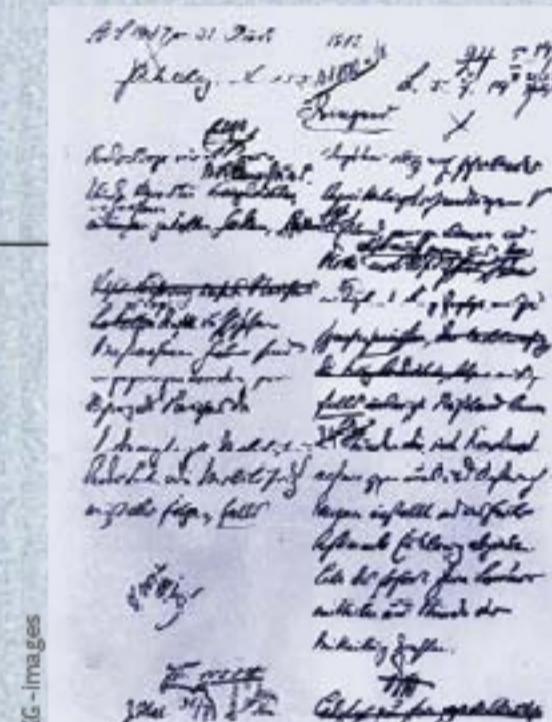
3 AOÛT 1914

Les troupes allemandes envahissent la Belgique, alors que ce pays est neutre. La Grande-Bretagne réagit à l'invasion de la Belgique : si l'Allemagne ne retire pas ses troupes, elle entrera en guerre à son tour. L'Allemagne déclare la guerre à la France.



Roger-Viollet

Un quotidien parisien, le 4 août 1914.



Brouillon de l'ultimatum allemand.

1ER AOÛT 1914

Le Reich allemand adresse un ultimatum à la Russie, lui demandant d'arrêter cette mobilisation. Devant son refus, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La mobilisation générale est décrétée en France et en Allemagne.

5 AOÛT 1914

L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie.

4 AOÛT 1914

La Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne.



A Londres, un officiel lit la déclaration de guerre.

Collection Grolier/Khartine-Tapabor

LES LEADERS EUROPÉENS

Le roi d'Angleterre tente d'éviter le pire. Mais il est bien seul...



Lee/Leemage

GUILLAUME II

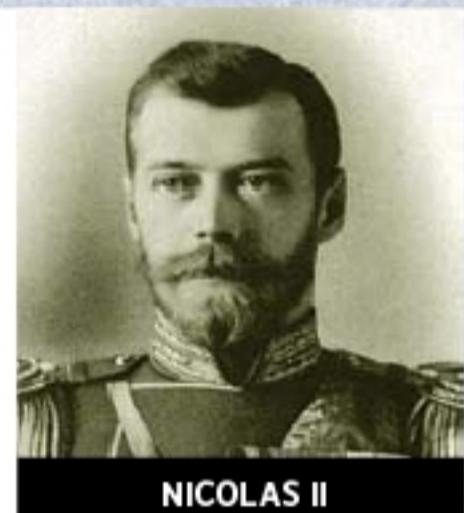
ALLEMAGNE

Une infirmité de naissance du bras gauche semble avoir doté Guillaume II d'une farouche volonté de revanche. Elle s'exprime dès qu'il succède à son père, en 1888, à la tête du Reich. Il a alors 29 ans et se lance dans un militarisme exacerbé. Agressif, têtu, immature,

ce souverain fantasque (il a une collection de 200 uniformes, du garde champêtre à l'amiral, qu'il endosse au gré de ses humeurs), crée de nombreux problèmes diplomatiques par des déclarations intempestives ou des actions belliqueuses, que son chancelier von Bülow

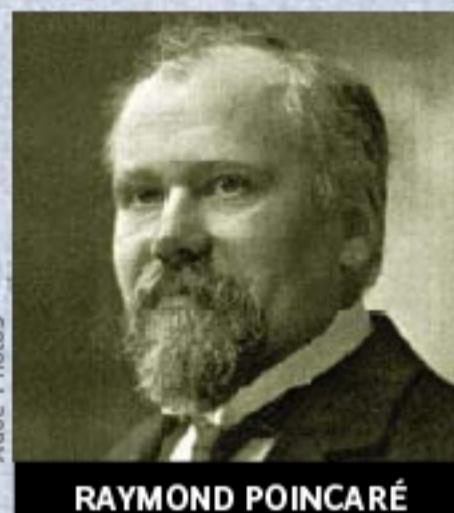
tente de réparer. À la suite de nombreux coups de bluff diplomatiques, il déclare la guerre à la Russie, le 1^{er} août 1914, sans l'avoir vraiment voulu. On ne peut pas lui faire porter, à lui seul, la responsabilité du conflit mondial. Mais il est sûr qu'il n'a rien fait pour l'empêcher.

RUSSIE



A.A. Pasotti/Bureau 233

NICOLAS II



A doc-Photos

RAYMOND POINCARÉ

FRANCE

Né à Bar-le-Duc, en 1860, Raymond Poincaré a été marqué par l'occupation, dix ans plus tard, de sa Lorraine natale par les Prussiens. Député, en 1887, puis ministre de l'Instruction publique, il est élu Président de la République en 1913. Sa fermeté à l'égard de

la cinglante défaite, la flotte russe étant écrasée lors de la bataille de Tsushima en mai 1905. Nicolas II est également ébranlé, sur le plan intérieur, par la révolution de 1905. Après l'attentat de Sarajevo, il soutient l'Etat serbe face à la menace austro-hongroise, au

nom de la défense des populations slaves. Il tente timidement de sauver la paix en écrivant au Kaiser allemand, allié de l'Autriche, mais entraîne ensuite ses alliés français et anglais dans le conflit en mobilisant ses troupes le 30 juillet 1914.

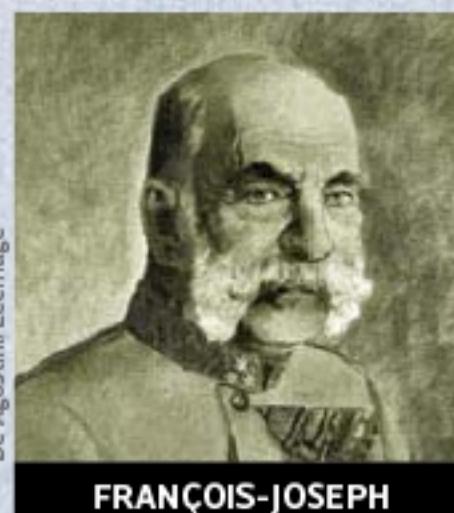
conflict par un «coup tordu» : «Si le faut, glisse-t-il à ses ministres, nous créerons un incident de frontière. Ce n'est pas difficile, n'est-ce pas?» Ce plan ne sera pas mis en œuvre, puisque le jour même, l'Allemagne le devance, mobilisant ses troupes.

ROYAUME-UNI



A doc-Photos

GEORGES V



De Agostini/Leemage

FRANÇOIS-JOSEPH

AUTRICHE-HONGRIE

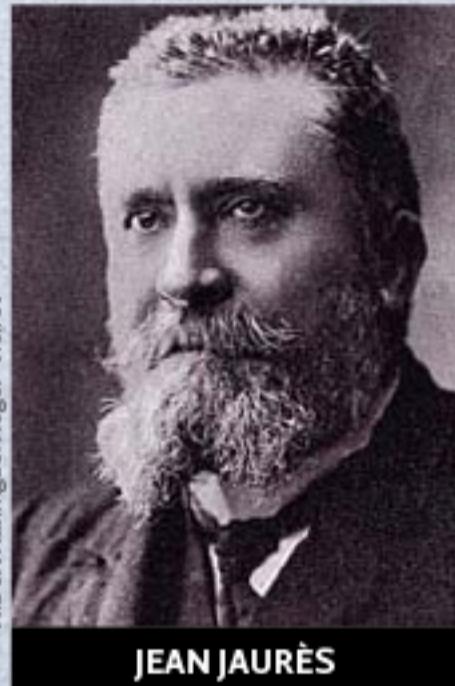
C'est un souverain plein de chagrin qui dirige l'Empire d'Autriche-Hongrie à la veille de la Grande Guerre. François-Joseph, alors âgé de 84 ans, est inconsolable depuis le suicide de son fils et héritier, Rodolphe, en 1889, et l'assassinat de son épouse, l'impératrice Elisabeth,

dite «Sissi», en 1898. Après des années d'affrontement avec son voisin allemand, il s'allie avec le Kaiser Guillaume II pour contrer l'influence russe. François-Joseph ne s'entend pas avec son neveu François-Ferdinand, appelé à lui succéder. Mais après l'attentat de

Sarajevo, l'empereur est décidé à punir la Serbie, malgré l'absence de preuve de son implication. Il déclenche ainsi la guerre, dont il ne verra pas la fin : il s'éteindra le 21 novembre 1916, des suites d'une congestion pulmonaire, après soixante-huit ans de règne.

LES PACIFISTES

Avec d'autres, cette femme et ces trois hommes incarnent l'internationale de la paix



Albert Harlingue/Roger-Viollet

JEAN JAURÈS

SON CREDO : UNE ARMÉE À VOCATION PUREMENT DÉFENSIVE

Cet homme politique, né à Castres en 1854, a été élu député du parti républicain en 1885. Battu en 1889, il est réélu en 1893, cette fois sous l'étiquette socialiste. Fondateur de «L'Humanité», en 1904, il s'oppose très tôt à la «Grande Guerre» que l'Europe pressent. «Pour lui, elle viole les droits humains et retardé l'avènement de la société socialiste à laquelle il aspire», rappelle Rémi

Pech, professeur émérite à l'université de Toulouse et auteur de «Jaurès paysan» (éd. Privat). Dans un célèbre discours à la Chambre des députés, en 1895, il déclare que le capitalisme «porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage». En 1910, il conçoit «l'Armée nouvelle», un projet de loi – qui sera refusé par le Parlement – visant à reformer l'armée française

pour la rendre défensive et non plus offensive. Par ailleurs, il milite au sein des instances de l'Internationale ouvrière pour mobiliser partis socialistes et syndicats afin de déclencher une grève générale en cas de menace de guerre (motion de Stuttgart, 1907). Le 31 juillet 1914, Jaurès est assassiné par le nationaliste Raoul Villain, trois jours avant l'entrée en guerre de la France.

L'HOMME DE LA NÉGOCIATION AVEC LE REICH

Joseph Caillaux est né au Mans, en 1863. Après des études de droit, il débute sa carrière politique en 1898 comme député républicain de la Sarthe. De 1906 à 1909, il est ministre des Finances sous le gouvernement Clemenceau. En 1907, il crée un impôt progressif sur le revenu. Cette initiative lui vaudra l'hostilité de la droite tout au long de sa carrière. En 1911, il est nommé président du Conseil. C'est alors

qu'éclate la crise d'Agadir, opposant la France et l'Allemagne (voir p. 36). «Caillaux décide d'ouvrir une négociation avec les Allemands. Pour mettre un terme pacifique à la crise, il leur cède des territoires français en Afrique centrale, explique Serge Bernstein, historien spécialiste de la Troisième République. En échange d'un contrôle absolu sur le Maroc.» Cette intervention éteindra l'incendie... mais

provoquera la chute du gouvernement de Caillaux un an plus tard. On l'accuse d'avoir mené des négociations secrètes avec les Allemands. En 1914, un scandale détruit brutalement sa carrière : sa femme tue à coups de revolver un journaliste, coupable à ses yeux d'une campagne injurieuse envers son mari. Ce partisan de la paix n'aura donc plus son mot à dire à l'approche de la guerre.



Adoc-Photos

JOSEPH CAILLAUX

DEPUIS LA SUISSE, IL MILITE POUR UNE EUROPE UNIE

Né à Clamecy, en 1866, n'agrégé d'histoire en 1889, ce brillant esprit a été marqué pour toujours par son séjour à Rome, de 1889 à 1891. Sa rencontre avec la culture italienne ainsi que son admiration pour les musiciens allemands comme Beethoven forment alors ses convictions. Il croit à l'unité européenne. Entre 1904 et 1912, Rolland publie son roman en dix volumes, «Jean-Christophe»,

dans lequel il évoque cet idéal. Ce livre inspire nombre de personnalités de son époque, tel l'écrivain autrichien Stefan Zweig. Au début des hostilités, en août 1914, Rolland se trouve en Suisse. Il peut donc continuer à publier librement des textes dénonçant la barbarie guerrière. «Romain Rolland est fondamentalement cosmopolite. Lorsque la menace d'une guerre se précise sur l'Europe, il se

positionne évidemment du côté des pacifistes», précise Chantal Meyer-Plantureux, auteur de «Romain Rolland : théâtre et engagement» (Presses universitaires de Caen). «Il regrette que l'Allemagne et la France ne soient pas alliés et songe très tôt à une construction paneuropéenne.» Il recevra le prix Nobel de littérature en 1915, couronnant son œuvre littéraire, mais aussi son engagement pacifiste.



Ria Novosti/AKG-images

ELLE SE BAT POUR LES PEUPLES, MAIS CONTRE LES NATIONS

Rosa Luxemburg est née en 1871 à Zamość, une ville polonaise alors dans l'Empire russe. En 1889, fuyant le climat antisémite qui y règne, elle part poursuivre ses études en Suisse où elle côtoie les milieux révolutionnaires européens en exil. Avec Leo Jogiches, son compagnon, elle crée alors un parti, la Social-Démocratie du Royaume de Pologne (SDKP). Elle poursuit sa lutte contre les nationalismes

qui, selon elle, divisent le prolétariat, et, en 1903, rejoint l'organe de coordination de l'Internationale ouvrière. Dans «L'Accumulation du capital», son œuvre majeure, «elle montre comment le dynamisme d'accumulation du capital conduit les puissances européennes à s'affronter», explique David Muhlmann, auteur de «Réconcilier marxisme et démocratie», une biographie de Rosa Luxemburg (Le Seuil).

«Si on attend de nous que nous brandissions les armes contre nos frères de France ou d'ailleurs, alors nous nous écrirons : nous ne le ferons pas», martèle-t-elle dans un discours en 1912. Elle fera un an de prison pour appel à l'insubordination. Pendant la guerre, elle fonde la Ligue spartakiste avec Karl Liebknecht, un mouvement pacifiste et révolutionnaire. Elle sera assassinée par des militaires en 1919.



Leemage

ROSA LUXEMBURG

LES BELLICISTES

Trois Français et un Allemand comptent parmi les plus virulents va-t-en-guerre.



MAURICE BARRÈS

Collection Dupondt/AKG-images

LA REVANCHE, ENCORE LA REVANCHE, TOUJOURS LA REVANCHE !

Né en Lorraine, en 1862, Maurice Barrès a vécu, enfant, la défaite de la France face à l'Allemagne en 1871. Ce traumatisme sera décisif dans ses futures prises de position. «Le jeune Barrès était positivement influencé par la culture germanique, mais très rapidement l'adulte va redouter la force retrouvée de l'Empire allemand», explique Philippe Bedouret, auteur de «Barrès,

Maurras et Péguy face au germanisme (1870-1914)» (ANRT, Lille 2007). Les deux trilogies qu'il publie, entre 1897 et 1921, «Le Roman de l'énergie nationale» et «Les Bastions de l'Est», se font l'écho de son nationalisme. «Barrès est, à cette époque, le prince de la littérature dans la capitale française, mais il est aussi député de Paris», souligne Philippe Bedouret. «Et il développe dans

ses ouvrages un culte de la revanche». Sa volonté de reconquête des provinces de l'Est par les armes est très bien accueillie par l'opinion publique, et Barrès devient de plus en plus influent. Lors de la Grande Guerre, en 1914, il soutient les hostilités à travers des articles publiés dans «L'Echo de Paris», ce qui lui vaudra d'être surnommé le «Rossignol des carnages» par Romain Rolland.

IL SOUTIENT LE CONFLIT, JUSQU'À LA MORT DE SON FILS SUR LE FRONT

Né à Kiel en 1858 dans une famille de la haute bourgeoisie allemande, Max Planck intègre en 1877 la faculté de physique de Berlin dans laquelle il enseignera pendant presque quarante ans. Ses recherches en thermodynamique vont révolutionner la physique. Planck se dit monarchiste et, dès que la guerre éclate, il soutient l'Empire. Son patriotisme le pousse à signer, en 1914, le

«Manifeste des 93» ou l'«Appel des intellectuels allemands aux nations civilisées», un document qui défend l'armée allemande contre les accusations d'exactions dont elle est alors l'objet, après l'invasion de la Belgique : «En qualité de représentants de la science et de l'art allemands, nous, soussignés, protestons solennellement devant le monde civilisé contre les mensonges et les calomnies

dont nos ennemis tentent de salir la juste et noble cause de l'Allemagne (...).» Mais face à la cruauté de cette guerre, dans laquelle il perdra son fils aîné lors de la bataille de Verdun, Planck s'éloignera de cette vision patriotique, adoptant des thèses plus modérées et plus internationalistes. A la fin de la guerre, en 1918, il obtiendra le prix Nobel pour ses travaux sur la physique quantique.



MAX PLANCK

SSPC/Leemage



LÉON DAUDET

Selva/Leemage

SEULE SA GERMANOPHOBIE DÉPASSE SON ANTISÉMITISME

Né en 1867, Léon Daudet est le fils du célèbre écrivain Alphonse Daudet. En 1885, il choisit de suivre des études de médecine. Durant cette période, il découvre «La France juive», d'Edouard Drumont – dont la publication a d'ailleurs été favorisée par son père – et se laisse influencer par son féroce antisémitisme. Le succès de son roman «Les Morticoles», une caricature des médecins

de son époque publiée en 1894, confirme son talent littéraire. Il se lance alors dans une carrière de lettres prolifique, et collabore à des journaux comme «La Libre Parole» de Drumont. «En 1904, il se rallie au duc d'Orléans et passe au royalisme. Il devient par ailleurs le plus proche collaborateur de Maurras», précise l'historien Philippe Bedouret. Romancier polémiste, il est fréquemment

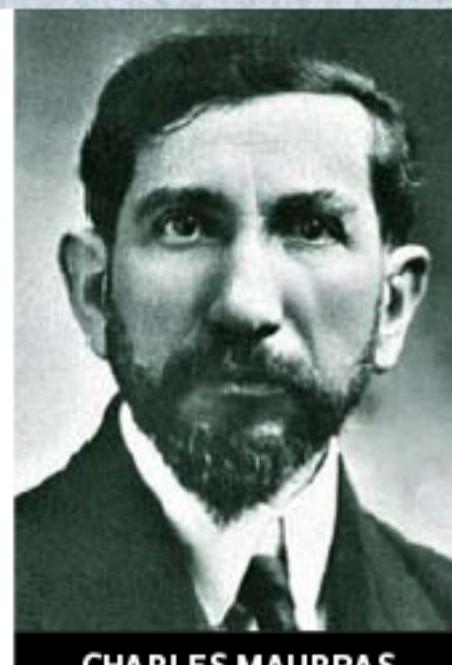
amené à se battre en duel. Pour lui, la France subit non seulement une occupation de son territoire par l'armée de l'Empire, mais elle est aussi envahie par la pensée de philosophes comme Kant ainsi que par les industriels et commerçants allemands, comme il le dénonce dans son ouvrage de 1915 «Hors du joug allemand». Après la guerre, en 1919, il sera élu député de Paris.

IL MET SON PRESTIGE AU SERVICE DU NATIONALISME ET DU ROYALISME

Même si Charles Maurras est né à Martigues en 1868, loin de l'invasion allemande de 1870, celle-ci le bouleversera toute sa vie. «Ce trauma lui fera voir l'Empire allemand comme une menace qu'il faut détruire. Pour lui, la France reste déficiente pour accomplir cette tâche, et il faut donc la régénérer», explique Philippe Bedouret, auteur de «Barrès, Maurras et Péguy face au germanisme

(1870-1914)». En 1885, il s'inscrit en histoire à la Sorbonne et commence à écrire dans des revues de tendance conservatrice comme «La Réforme sociale». Lors du centenaire de la Révolution, il se laisse influencer par les critiques de certains courants intellectuels contre le libéralisme, et se rapproche progressivement du monarchisme. Il intègre la revue «L'Action française» en 1899. En

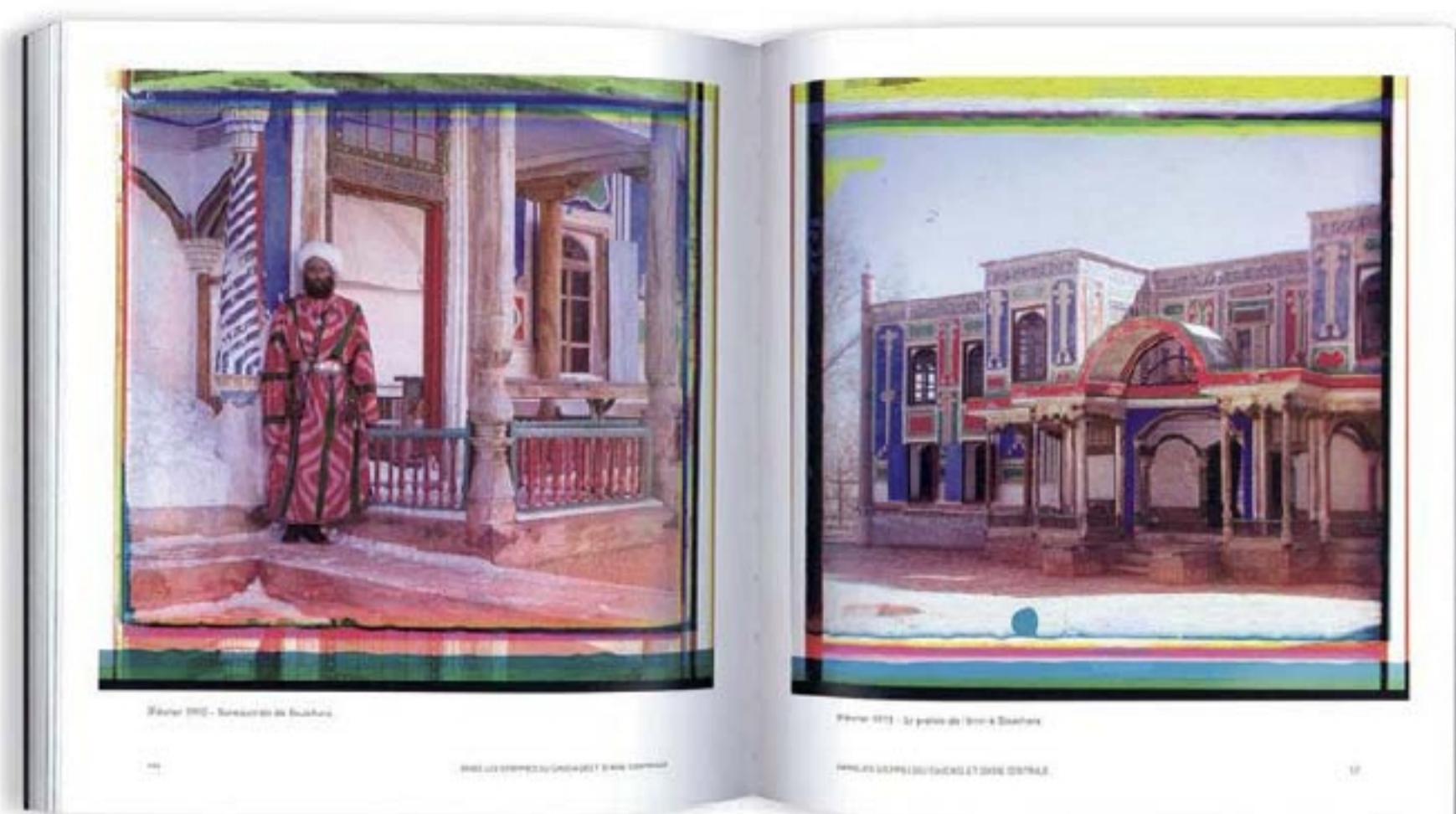
1905, il fonde la Ligue de «L'Action française» afin de financer celle-ci. Lors de la crise d'Agadir, en 1911, la revue se lance dans une campagne germanophobe qu'elle poursuivra tout au long de la guerre. Ses ventes sont multipliées par cinq entre 1913 et 1918. A l'issue du conflit, Maurras et «L'Action française» bénéficient d'un grand prestige auprès d'une bonne partie de l'opinion publique.



CHARLES MAURRAS

Adoc-Photos

POUR EN SAVOIR PLUS



BEAUVILLE

UN REPORTAGE COULEUR COMMANDITÉ PAR NICOLAS II

C'était avant-guerre, et comme hors du temps... En 1909, le photographe Sergueï Mikhaïlovitch Prokoudine-Gorsky fut envoyé par le tsar, à travers la Russie, pour en photographier les infinis paysages et ses habitants dans toute leur diversité. Il s'agissait d'un travail de propagande : Nicolas II entendait promouvoir ses réformes, et les images de Prokoudine devaient montrer un pays lancé vers le progrès, avec sa population unie sur ce chemin radieux. Prokoudine sillonna l'empire pendant six ans et en rapporta un reportage d'une incroyable richesse. Sur les 180 images de cet album, les montagnes du Daghestan succèdent aux steppes sibériennes, les minarets asiatiques aux monastères de la Russie blanche... Le plus émouvant, ce sont les habitants, parés de leurs plus

beaux habits, comme ce marchand posant devant ses tapis à Samarkand, ce soldat enturbanné montant la garde devant un palais, à Boukhara, ou cette fille turkmène recouverte de parures et de bijoux... Tous jouent leur rôle, fixant l'objectif en souriant dans leur «décor naturel». On se croirait parfois dans une mise en scène factice de studio de photographie, alors qu'on est dans l'immensité asiatique.

C'est un étrange et touchant portrait de la Russie qui se dégage de ces images aux teintes acidulées – Prokoudine avait mis au point un procédé photographique inédit pour obtenir ces couleurs saisissantes. Comme un pays de conte de fées sur lequel vont bientôt s'abattre les ténèbres de la guerre. ■

«Voyage dans l'ancienne Russie», de Sergueï Mikhaïlovitch Prokoudine-Gorsky, éd. Albin Michel, 176 p., 29 €.



ESSAI

À trop jouer avec le feu...

Pour rédiger cette somme, l'historien australien Christopher Clark s'est plongé dans les archives de Londres, Paris, Moscou, Berlin et Belgrade. Il en tire un récit palpitant. Son analyse tend à minimi-

ser – un peu trop ? – le rôle de l'Allemagne et du Kaiser Guillaume II pour rejeter principalement la responsabilité du conflit sur le tsar Nicolas II et la Serbie. Insouciants, fatalistes, cyniques, timorés ou

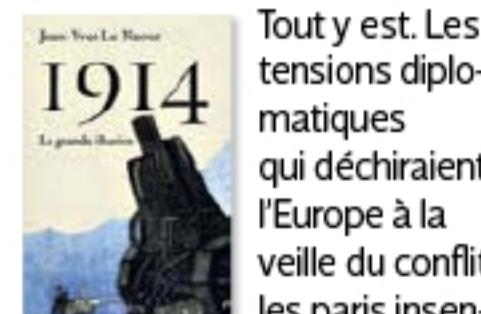
bellicistes, les acteurs du livre ont, sous la plume de l'auteur, un tort commun : celui d'avoir marché les yeux fermés vers le gouffre.

«Les Somnambules», de Christopher Clark, éd. Flammarion, 668 p., 25 €.



ESSAI

La Grande Guerre, premier tome



Tout y est. Les tensions diplomatiques qui déchiraient l'Europe à la veille du conflit, les paris insensés des dirigeants en ce fatidique mois de juillet 1914, les soubresauts d'une opinion désorientée, jusqu'aux premières batailles qui virent se fracasser les plans des états-majors français et allemands. Avec virtuosité, Jean-Yves Le Naour dresse un portrait sensible et documenté de cette année où le monde sombra dans le chaos. «1915», le deuxième volume de cette ambitieuse série consacrée à la Grande Guerre, est disponible chez le même éditeur.

«1914. La Grande Illusion», de Jean-Yves Le Naour, éd. Perrin, 408 p., 23 €.

ESSAI

Dans le secret des ambassades



Le titre du livre est à peu près aussi engageant qu'une question de cours du bac calauréat.

Et pourtant, parce qu'elle est racontée par un auteur passionné, cette histoire de la diplomatie européenne, depuis la guerre franco-allemande de 1870 jusqu'à celle de 1914-1918, est éclairante et entraînante. Le récit et l'analyse des rapprochements, des brouilles, des accords et des ruptures entre les ministres et les souverains des grandes puissances montrent comment l'Europe s'est constituée en deux blocs ennemis. Et comment les conflits en germe ont pu déboucher sur la catastrophe mondiale.

«Diplomatie européenne. Nations et impérialismes, 1871-1914», de René Girault, coll. Petite bibliothèque Payot, 452 p., 10,40 €.

BANDE DESSINÉE

QUAND LES PIEDS-NICKELÉS «CASSAIENT DU BOCHE»

Mobilisé fin 1914, Louis Forton, pionnier de la BD française, fut sommé par les autorités militaires de mettre ses crayons au service de la Patrie. Les Pieds-Nickelés, dont il illustrait les aventures dans les pages du journal «L'Epator» depuis 1908, changèrent alors de registre. Fini les arnaques à la petite semaine ! Filochard, Croquignol et Ribouldingue s'employèrent à faire mille et une misères aux soldats du Kaiser. Dans un style classique pour l'époque (les textes et les dialogues figurent sous les cases), Forton dessine un conflit bien réel, avec son lot

d'embuscades, de corps à corps et de tirs d'artillerie. C'est dans le scénario qu'il laisse libre court à son imagination : bombardements de boules puantes, détournement de Zeppelin, vol de bretelles (l'ennemi, pantalons aux chevilles, ne peut plus avancer). Plus c'est gros, et plus cela fait rire ! Ce qui était bien la mission de Forton. Un siècle après sa première publication, La Librairie Vuibert a la bonne idée de rééditer cette série cocasse dans une version colorisée inédite, avec une préface de l'historien Jean Tulard. ■

«Les Pieds-Nickelés s'en vont en guerre», de Louis Forton, éd. La Librairie Vuibert, 88 p., 14,90 €.



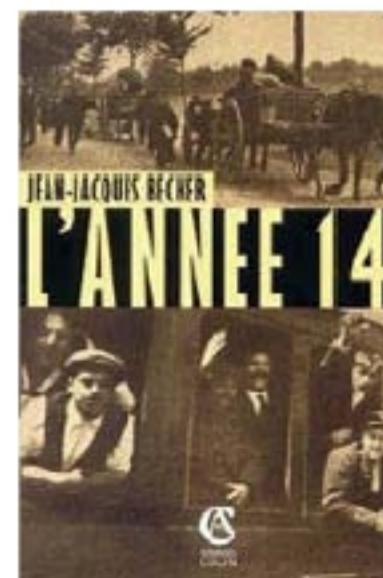
ESSAI

Le mirage d'une guerre courte

Un des plus grands historiens de 1914-1918 s'intéresse ici à la genèse de la guerre et à ses premiers mois, quand certains croyaient encore, de part et d'autre, qu'elle serait vite terminée. Le livre s'organise entre deux journées. Le 20 janvier, Raymond Poincaré dîne à l'ambassade d'Allemagne, à Paris. Au cours de ce repas policé, note-t-il, il n'entend «que d'agréables pro-

pos». La guerre, à cette date, n'a rien d'une fatalité. Le 1^{er} novembre 1914, on retrouve ce même Poincaré en compagnie de son ministre Ribot. Le carnage a déjà commencé et tous deux écoutent le ministre anglais de la Guerre, Lord Herbert Kitchener, exposer ses plans pour encore... deux ans ! Et Ribot, affolé, se penche vers Poincaré, en murmurant : «Deux ans, deux

ans ? Croit-il donc que la guerre va durer deux ans ?» Entre ces deux dates, dix mois se sont écoulés et plusieurs autres journées où le drame s'est accéléré, où les malentendus et les erreurs d'appréciation se sont multipliés. Jean-Jacques Becker analyse tous ces événements, les met en perspective et montre comment l'histoire a pris obstinément la mauvaise direction.



«L'Année 14», de Jean-Jacques Becker, éd. Armand Colin, 320 p., 11, 90 €.

LITTÉRATURE

Un livre censuré par Hitler

Emil Ludwig
Juillet 1914



Emil Ludwig est un écrivain allemand né en 1884. Après avoir écrit des vies de Goethe ou de Jésus, il décide, à la fin des années 20, d'écrire le roman du mois fatal qui a vu naître la guerre. Un livre trouble où toutes les têtes couronnées et les politiciens cyniques d'Europe se donnent la main pour envoyer leurs populations en enfer. Ce roman fait mouche. La meilleure preuve en est que, quand les faiseurs de guerre revinrent au pouvoir en Allemagne, ils virent dans Ludwig un ennemi à éliminer au plus vite : «Juillet 1914» fut interdit par Hitler dès 1933.

«Juillet 1914», d'Emil Ludwig, coll. Petite bibliothèque Payot, 266 p., 8,65 €.

RECUEIL

Les mots et la pensée d'un grand tribun



Ce choix de textes nous fait revisiter la carrière de Jean Jaurès, de 1894, quand il est encore un jeune député, à juillet 1914, alors qu'il est devenu une grande conscience européenne tentant de faire taire les armes. Une large part de l'ouvrage est consacrée à ses dernières prises de parole, notamment son ultime discours, le 25 juillet 1914 : «[...] jamais depuis quarante ans l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique...» Cinq jours après ces mots, Jaurès était assassiné et, une semaine plus tard, la guerre éclatait.

«Jean Jaurès. Discours et conférences», choix de textes de Thomas Hirsch, coll. Champs classiques Flammarion, 300 p., 8 €.

DVD

1914, C'EST AUSSI L'ANNÉE CHARLOT !

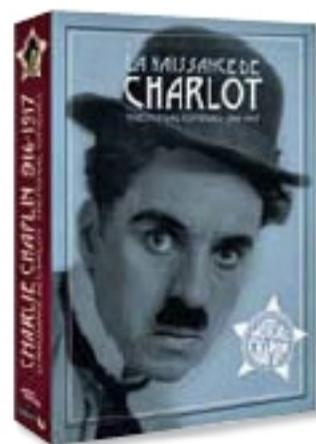
Des bobines entièrement restaurées, un nouvel habillage musical... Les débuts de ce clown de génie n'ont jamais paru si éblouissants.

Alors que l'Europe entame son inexorable marche vers la guerre, à Los Angeles, Charles Spencer Chaplin fait ses premiers pas au cinéma. Ce jeune comédien de music-hall britannique a signé en décembre 1913 un contrat d'un an avec Keystone, les studios de Mack Sennett, le «roi de la comédie». Les tournages s'enchaînent. L'acteur cherche son personnage. Dès le troisième court-métrage, «Kid Auto Races at Venice» («Charlot est content de lui»), en février 1914, il se dote de quelques accessoires : une petite moustache,

un chapeau melon, une canne et une paire de chaussures bien trop grandes. Charlot était né. D'emblée, le public est conquis par la gestuelle de l'artiste. Devant des salles hilares, cet éternel vagabond se dandine, musarde, collectionne les bourdes et les coups de pied au derrière, voltige d'un bout à l'autre de l'écran et sème le chaos partout où il passe. Le succès est tel que, début 1915, Charlot part conquérir l'Europe, alors à feu et à sang. A l'arrière, durant leurs permissions, les soldats découvrent ce personnage attachant. Le temps d'une ou deux bobines, il va les faire rire aux larmes et leur offrir l'oubli. «Tout le front ne parlait que de Charlot. [...] et, la nuit, l'on entendait rire jusqu'au fond des sapes. A gauche et à droite, et sur toute la ligne de feu, on se trémoussait. Charlot, Charlot, Charlot», écrira dans ses souvenirs l'écrivain suisse Blaise Cendrars, engagé volontaire en 1915.

Lobster Films, en collaboration avec le British Film Institute et la Cinémathèque de Bologne, a entrepris de restaurer plan par plan l'ensemble des premiers films de Charlie Chaplin. Après huit ans d'un travail de fourmis, un premier coffret rassemblant les 35 films des studios Keystone de l'année 1914 est sorti en 2011. Le deuxième opus de ce projet consacré à «La Naissance de Charlot» sort le 20 novembre 2013. Il réunit les 12 courts-métrages tournés pour la Mutual Company entre 1916 et 1917. ■

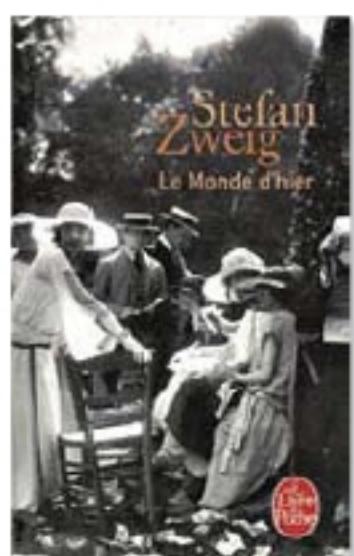
«La Naissance de Charlot» : vol. 1, «The Keystone Comédies, 1914» (4 DVD, 39,99 €) et vol. 2, «The Mutuals Comédies, 1916-1917» (4 DVD, 39,99 €), Arte Editions. Egalement disponibles en VOD sur www.arteboutique.com



Lobster films

LITTÉRATURE

Mémoires d'un continent disparu

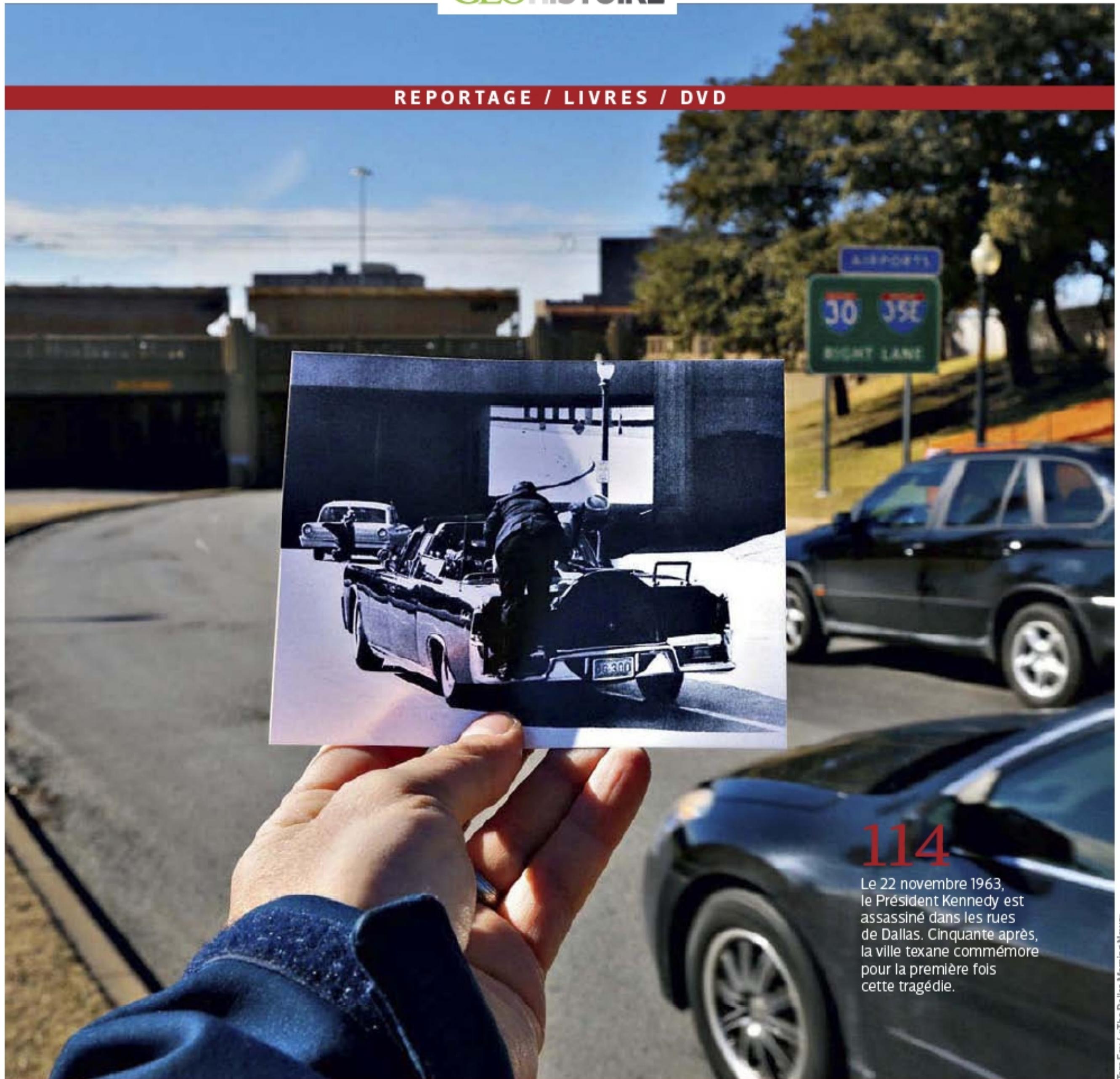


Ce livre est un testament. Il a été écrit en 1941, alors que Stefan Zweig, fuyant le régime nazi, s'était exilé au Brésil. Le 21 février 1942, il envoya le manuscrit à son éditeur. Le jour suivant, l'auteur mit fin à ses jours. Il avait 60 ans. Né à Vienne en 1881, au cœur du vieil empire des Habsbourg, l'écrivain y vécut une jeunesse protégée dans une famille de la haute bourgeoisie juive. Dans «Le Monde d'hier», il brosse un ta-

bleau nostalgique de ce qu'il nomme «l'âge d'or de la sécurité», y mêlant anecdotes et souvenirs personnels. Mais Zweig est aussi un spectateur attentif de tous les heurts de l'histoire. Il assiste impuissant à la montée des nationalismes puis, avec la Première Guerre mondiale, à l'effondrement de cette culture européenne qu'il cherissait tant. «Témoin de la plus effroyable défaite de la raison et du plus sauvage triomphe de la bru-

talité qu'atteste la chronique des temps», Zweig, comme tous ceux de sa génération, a vécu plusieurs vies. Il a été «fêté et proscrit», «libre et asservi», «riche et pauvre». Dans les dernières années de sa vie, l'homme de lettres a vu la folie meurtrière des hommes déchirer l'Europe une seconde fois. C'était plus qu'il ne pouvait en supporter.

«Le Monde d'hier», de Stefan Zweig, Le Livre de Poche, 506 p., 7,60 €.



114

Le 22 novembre 1963, le Président Kennedy est assassiné dans les rues de Dallas. Cinquante après, la ville texane commémore pour la première fois cette tragédie.

Tom Fox / The Dallas Morning News

LE CAHIER DE L'HISTOIRE

DALLAS Le jour maudit qui changea le destin de la ville p. 114 / **FRANCE** Des Lumières à Vichy, les juifs français p. 130 / **PARIS** 1940, les Allemands entrent dans la capitale p. 131 / **CORÉE** Récit d'une fracture p. 134

22/11/1963

LE JOUR MAUDIT

L'attentat qui coûta la vie au président Kennedy et blessa le gouverneur Connally fit une autre victime : Dallas qui, depuis, essaie d'en finir avec cette image de «ville de la haine». Pourtant, tout avait si bien commencé...

PAR PIERRE SORGUE (TEXTE) ET «THE DALLAS MORNING NEWS» (PHOTOS)





1615
Balfour Beatty
Construction

MALE FEMME PERSONAL

12 h 22

LE COUPLE GLAMOUR SÉDUIT LA FOULE

Sur cette image qui insère un cliché historique dans le décor actuel, Jackie et John Kennedy avancent dans Main Street, au centre de Dallas, sous les acclamations du public.

Elle a dû regarder le dos fin et les fesses rebondies du nageur qui s'apprête à plonger depuis les ruines dorées d'un moulin. Son regard s'est sûrement arrêté sur le torse et les muscles noueux de celui qui est allongé sur les pierres. Cinq hommes entièrement nus, et un plus vieux nageant dans les eaux calmes d'un étang. Jackie Kennedy n'a pas pu ne pas les admirer : le tableau de Thomas Eakins,

«Swimming» (1885), était accroché au-dessus de son lit, dans l'une des deux chambres de la suite 850 de l'Hôtel Texas, au centre de Fort Worth. Celle qu'elle partagea avec son mari et président des Etats-Unis, entre le 21 et le 22 novembre 1963. La dernière nuit du couple.

La chambre devait être celle de John Fitzgerald Kennedy, mais les services secrets avaient changé d'avis au dernier moment. Jackie dormit donc entre les hommes d'Eakins, les cow-boys et les Indiens de Charles Marion Russell (1888) et un magnifique paysage brouillé («Geyser pool, Yellowstone», 1890-1893) de John Henry Twachtman. Dans sa chambre, le président, lui, n'eut pas un regard pour le Van Gogh, le Monet ou le Dufy, d'abord destinés à Jackie. En tout, seize chefs-d'œuvre que de riches collectionneurs de Fort Worth avaient disposés ici en

cadeau de bienvenue. «Il s'agissait d'abord de décorer une suite bien terne, préférée pour des raisons de sécurité à celle, plus luxueuse, qu'occupait le vice-président Lyndon Johnson», raconte aujourd'hui Douglas Harman, ancien président de la chambre de commerce et artisan de l'exposition qu'organise la ville, en cet automne 2013, pour commémorer le cinquantenaire de la visite fatale des Kennedy. Avec son chapeau et ses bijoux en turquoise, Douglas fait plus texan que nature. Et il sourit quand il donne l'autre raison qui poussa le gratin de Fort Worth à ce geste artistique : «Il voulait aussi montrer que le Texas n'était pas qu'une mare pleine de péquenauds ("a backwater hillbilly")».

L'intuition était juste. A Dallas, avait dit Kennedy à Jackie, il y aurait «ces riches républicaines portant vison et bracelets de diamants. Reste simple, montre à tous ces Texans ce qu'est réellement le bon goût». Or voilà qu'à Fort Worth, cette petite ville située à 30 miles de Dallas, «où l'Ouest commence» selon la devise locale, le bon goût était partout dans la suite. Et Jackie, la francophile qui, au début de l'année, avait fait chavirer André Malraux et obtenu que la Joconde traversât l'Atlantique (alors que son président de mari n'était pas parvenu à convaincre de Gaulle d'intégrer l'OTAN et de renoncer à la puissance nucléaire), était entourée de la fine fleur de l'art américain et européen. Dont une sculpture de Picasso («La Chouette en colère», 1951), cet artiste «communiste» qui avait enflammé et divisé Dallas, la voisine, lors d'une exposition sept ans plus tôt. Mais

pour la républicaine Ruth Carter Johnson, qui avait apporté la sculpture sur le siège avant de sa voiture, l'idéologie n'avait rien à faire dans cette histoire. JFK avait beau être, comme les autres, obsédé par la guerre froide et la peur des «rouges», c'était de beauté et d'hospitalité dont il était question. Sensibles au geste, Jackie et John Kennedy l'appelèrent pour la remercier, peu après 10 heures du matin.

Cinquante ans plus tard, la suite 850 n'existe plus. Elle a été emportée par les travaux d'aménagement qu'a connu l'Hôtel Texas, devenu Hilton. Seules les boiseries épaisses des ascenseurs semblent encore d'époque. En bas, dans la grande salle de bal où JFK délivra son dernier discours, des photos se souviennent de ce matin-là. Sous verre, la première page du «Fort Worth Star Telegram», datée du 22 novembre 1963, clame «Welcome, Mr President!». Les Kennedy, visiblement, étaient les bienvenus.

Pourtant, il aura fallu cinquante ans pour que Fort Worth commé-



more officiellement les dernières heures du président. Et ce n'est que l'année dernière qu'une statue de bronze a été élevée à l'entrée de Main Street, la rue commerciale pimpante avec ses façades proprettes et sa chaussée dallée de rouge. Elle se dresse au pied du grand bâtiment de briques brunes de l'Hôtel Texas, à l'endroit où Kennedy s'était adressé à l'immense foule massée malgré la pluie. Sam Childers, un historien local, explique cet hommage très tardif par l'ampleur du traumatisme : «Il a passé ici sa dernière nuit, pris son dernier repas, fait son dernier discours, l'accueil avait été formidable... Mais Fort Worth a toujours été dans l'ombre de Dallas. Et elle a été comme engloutie par l'incroyable aura négative qui a suivi la mort du président, deux heures plus tard. Le pays, le monde, ont alors jeté l'anathème sur le Texas tout entier.»

A l'origine, ce voyage dans le «Lone star state» (l'Etat de l'étoile solitaire) aurait dû être plus court. Certes, la campagne électorale était lancée pour la présidentielle de 1964, mais Lyndon B. Johnson, le vice-président et ancien gouverneur de l'Etat, aurait pu s'en charger. Sauf que le parti démocrate local de l'époque ressemblait au PS français ou à l'UMP de l'après-Sarkozy : le gouverneur John B. Connally et le sénateur Ralph Yarborough ne pouvaient plus se supporter.

Le premier, ancien assistant de Johnson, était le digne héritier des «Dixiecrates», ces démocrates conservateurs du Sud, opposés à l'égalité des droits pour les Noirs et à toute mesure sociale (il finirait par changer de camp pour rejoindre les Républicains de Nixon, en 1968). C'est Connally qui, au cours des primaires démocrates pour la présidentielle de 1960 opposant Kennedy à Johnson, avait insisté pour que soit révélé l'un des secrets les mieux gardés de la vie de JFK : celui que toute l'Amérique voyait comme un homme éclatant de santé était atteint de la maladie d'Addison (insuffisance surrénale) qui l'obligeait à se bourrer de cortisone. Robert Kennedy, responsable de la campagne de son frère, avait démenti avec autant de véhémence que de mauvaise foi. Car il est désormais établi que Kennedy était une pharmacie ambulante, bourré de médicaments et entouré d'une cohorte de médecins, dont Max Jacobson, un émigré allemand que ses patients appelaient «Dr. Feelgood» pour ses prescriptions immodérées des amphétamines. Et, ce matin du 22 novembre, Kennedy était engoncé dans un corset qui soulageait ses terribles douleurs de dos.

Le second, Ralph Yarborough, dirigeait l'aile progressiste du parti. Défenseur de l'intégration des Noirs, écolo avant la lettre, partisan d'une fiscalité

moins généreuse pour les compagnies pétrolières texanes, soutenu par les syndicats, Ralph Yarborough, le «sénateur du peuple», était la bête noire de Johnson et de son poulain. Or ces dissensions menaçaient les minces chances démocrates de conserver l'Etat. D'autant que Lyndon Johnson, méprisé par le clan Kennedy, était persuadé qu'il ne serait pas reconduit comme vice-président en cas de réélection de John. Le voyage au Texas devait donc donner des gages et mettre en scène l'unité du parti. Il était prévu sur deux jours, à San Antonio,

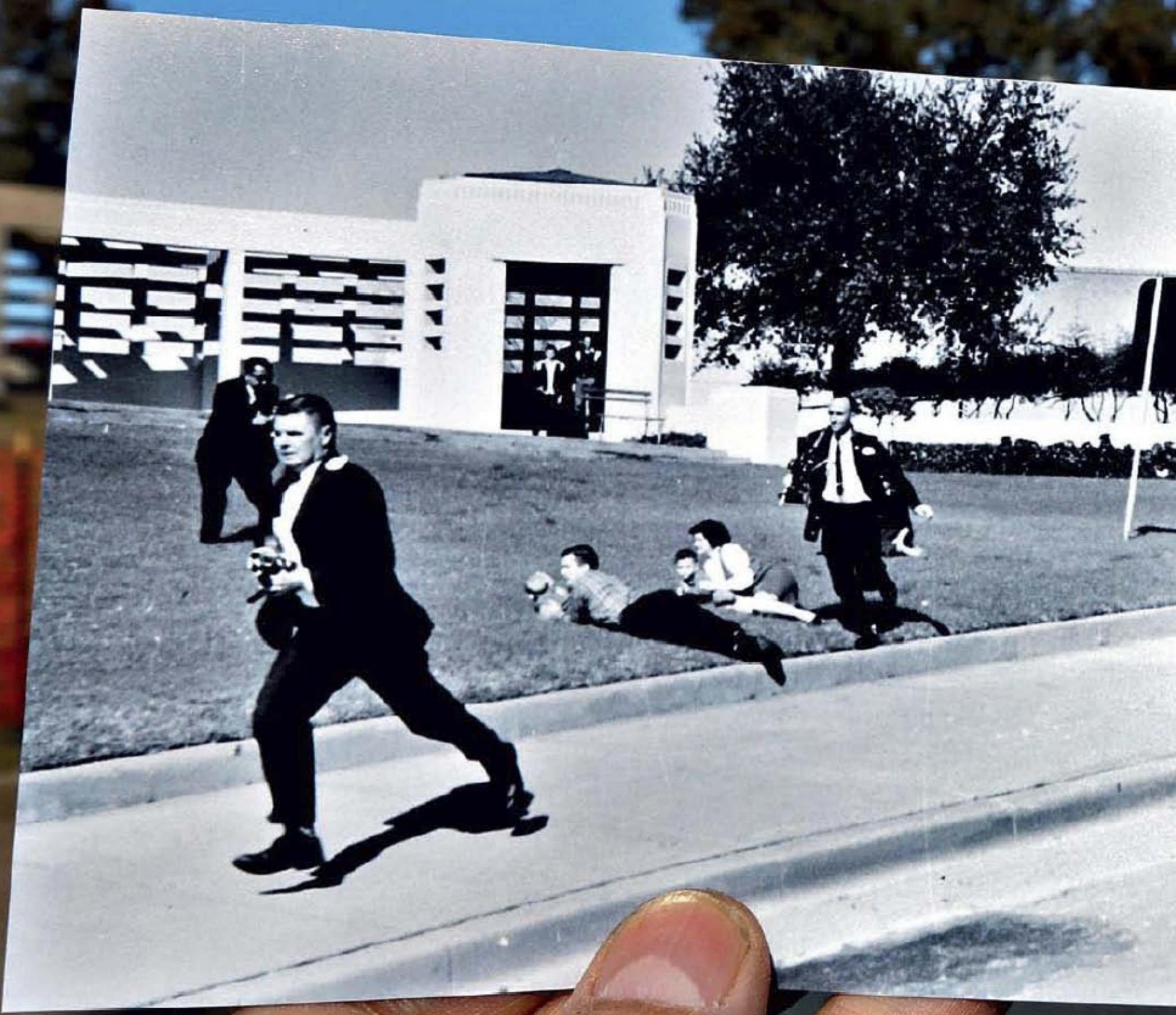
LE MATIN, À FORT WORTH, L'ACCUEIL AVAIT ÉTÉ ENTHOUSIASTE

nio, Houston, Fort Worth, Dallas, avant de s'achever à Austin, capitale de l'Etat, pour un dîner à 100 dollars l'assiette. Le couple présidentiel devait passer la nuit du 22 novembre dans le ranch de Lyndon Johnson, à 80 kilomètres de là.

Et la tournée avait mal commencé. Non que l'accueil de San Antonio ou Houston eût été mauvais : le président et son épouse avaient fait un tabac devant la Ligue des citoyens unis latino-américains (Lulacs), surtout quand Jackie avait prononcé quelques mots en espagnol. Mais les tensions entre les caciques locaux étaient visibles, Yarborough refusant même de partager la voiture de Johnson. Et c'est avec un sens prononcé de l'humour que le président de la chambre de commerce de Fort Worth, qui accueillait JFK dans la salle de bal de l'Hôtel Texas pour un petit-déjeuner rassemblant 2 000 personnes, lui avait offert un chapeau de cowboy mais aussi une paire de bottes qui le protégeraient de «ses ennemis locaux» et des «serpents à sonnettes du ranch» de Johnson.

La salle de bal de l'Hôtel Texas garde le souvenir d'une Jackie radieuse

Ce matin-là, les rivaux politiques étaient rassemblés autour de la longue table surélevée, mais la plupart des convives n'avaient d'yeux que pour Jackie, arrivée avec vingt minutes de retard dans son petit tailleur inspiré de Chanel et son chapeau rose. Kennedy, charmeur, avait su faire l'article : «Il y a deux ans à Paris, je me suis présenté en disant que j'étais l'homme qui accompagnait Mrs Kennedy à Paris, j'ai un peu la même sensation au cours de ce voyage au Texas. Personne ne se soucie de ce que Lyndon ou moi portons...» L'audience, séduite, le fut plus encore par le reste du discours. Dans cette ville étroitement liée à l'industrie militaire, JFK se fit martial. Encore auréolé du dénouement de la «crise des fusées à Cuba» (en octobre ●●●



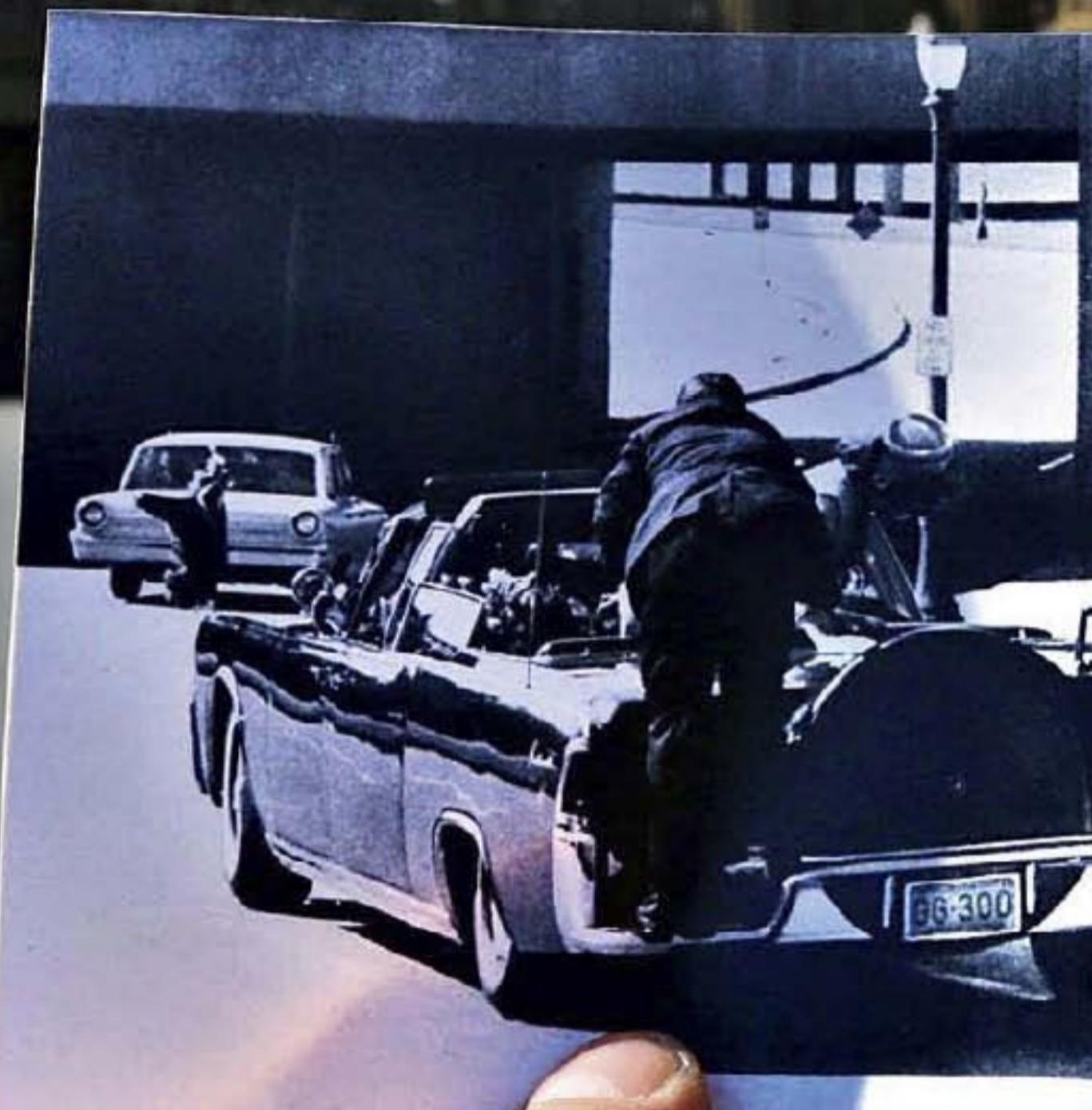
**12 h 30****LE PRÉSIDENT ET
LE GOUVERNEUR
SONT TOUCHÉS**

Trois coups de feu viennent d'être tirés sur le président et le gouverneur Connally, dans Elm Street. Des badauds se jettent sur les pelouses, les photographes courrent vers le cortège.

12h30

**LA LIMOUSINE
FONCE VERS
L'HÔPITAL**

La voiture accélère pour mettre le président à l'abri. Pendant que Jackie se penche sur lui, un agent des services secrets saute sur le pare-choc de la Lincoln.





●●● 1962, les Etats-Unis avaient découvert des missiles soviétiques sur l'île et le monde était passé à deux doigts d'une guerre nucléaire), admiré pour sa visite au Mur de Berlin, en juin 1963, et son célèbre «Ich bin ein Berliner», il se posa en héraut du «monde libre». Sans les efforts des Etats-Unis, dit-il en vantant l'augmentation de 20 % en trois ans du budget de la défense, le Sud-Vietnam s'écroulerait en une nuit, le communisme aurait envahi l'Amérique latine et l'Europe serait repliée entre «neutralisme et indifférence».

Cinquante ans plus tard, les œuvres d'art de la suite 850 sont de nouveau exposées

C'est en remontant dans la suite, après la réception, que Jackie découvrit les œuvres d'art rassemblées pour elle et son mari. Cinquante ans après, toutes, ou presque, sont exposées dans le joli musée Amon Carter de Fort Worth. Mais c'est à Dallas qu'elles ont d'abord été réunies, il y a quelques semaines. Et c'est un Français qui est à l'origine de ces retrouvailles. Dès son arrivée, il y a quatre ans, comme directeur et conservateur adjoint du Dallas Museum of Art, Olivier Meslay pensa que le musée devait commémorer l'événement dramatique de 1963. Un soir, alors qu'il dinait chez Claude Albritton, héritier d'une importante famille de Dallas, son hôte lui désigna, parmi sa collection, la toile de Marsden Hartley, «Sombrero with Gloves» (1936) : «Tu vois, ce tableau est l'une des dernières choses que les Kennedy ont regardées», lui dit son hôte en racontant l'épisode de l'Hôtel Texas. Olivier Meslay tenait son hommage. Il lui a fallu quatre ans pour rassembler treize des seize œuvres que les familles de Fort Worth avaient disposées en cinq jours dans la suite 850. L'initiative a été saluée par les plus grands médias nationaux et a passionné la ville : «C'est une

façon respectueuse de saluer la mémoire du président, l'occasion d'offrir une autre image de Dallas», dit l'homme élégant avant de conduire le visiteur jusqu'à l'exposition, à travers le bâtiment lumineux du Dallas Museum of Art. En quittant le musée pour marcher dans le très moderne «district des arts», entre les édifices qu'ont dessinés tour à tour Renzo Piano, Ieoh Ming Pei, Rem Koolhaas ou Norman Forster, on mesure ce qu'il aura fallu de temps et d'investissements à Dallas pour tenter d'améliorer son image.

Car peu de villes auront subi l'opprobre que connaît la ville après ce 22 novembre fatidique. Jamais Memphis ne fut tenue responsable de la mort de Martin Luther King, jamais Los Angeles ne fut jugée coupable de celle de Bobby Kennedy. Mais Dallas fut condamnée collectivement pour celle de JFK. Elle devint la «city of hate», la ville de la

haine : «J'ai entendu sans cesse ce qualificatif, je l'ai lu il y a deux semaines encore dans un journal. Mais comme native de Dallas, je sais bien que ce n'est pas vrai», bougonne Ruth Collins Sharp Altshuler. A 88 ans, la dame aussi élégante qu'énergique, grande figure de la bourgeoisie et de la philanthropie locales, a été chargée de rassembler les fonds et d'organiser la cérémonie de ce 22 novembre 2013. C'est la première fois que la ville commémore officiellement le jour le plus noir de son histoire. Et c'est en réponse à cette haine supposée que des milliers de volontaires, artistes, enfants, étudiants et personnes âgées ont participé au «Dallas LOVE project» afin de créer 30 000 peintures, collages et dessins, messages d'amour exposés jusqu'au 22 novembre, tout au long du parcours qu'emprunta le cortège présidentiel, il y a cinquante ans.

Ce jour-là, Ruth Altshuler était parmi les 2 500 invités du Trade Mart, vaste hall en bordure du centre-ville, dans lequel Kennedy devait tenir son discours : «Toutes mes amies étaient dans la rue, nous étions jeunes, nous ne pensions pas à la politique, nous étions fascinées par la prestance du président et attendions de savoir comment Jackie serait vêtue», se souvient la vieille dame. La First Lady, donc, était habillée de rose lorsqu'elle descendit la passerelle d'Air Force One, l'avion présidentiel, à 11 h 44, après un vol de treize minutes depuis Fort Worth. Derrière, Kennedy était tout

QUELQUES EXTRÉMISTES ET ULTRACONSERVATEURS INQUIÉTAIENT DALLAS

sourire. Dans l'avion, il avait convaincu Yarborough et Connally de se montrer conciliants. La pluie avait cessé et la Lincoln bleue qui mènerait le couple pourrait être décapotée. La foule massée derrière les grillages de Love Field, l'aéroport de Dallas, hurlait son plaisir. De quoi rassurer celui qui, un peu plus tôt, avait dit à son épouse : «Tu sais, nous partons maintenant dans un pays de dingues ("nut country").»

Car des conseillers avaient mis en garde le président. La ville était un bastion républicain, une cité protestante où des pasteurs évangéliques craignaient leur haine pour ce catholique du Massachusetts. C'était la ville du général Edwin Walker, un militaire d'extrême droite que Kennedy avait forcé à démissionner en 1961 pour avoir diffusé de la propagande anticomuniste à ses troupes. En septembre 1962, Walker avait conduit les ●●●



13h50

OSWALD EST ARRÊTÉ DANS CE CINÉMA

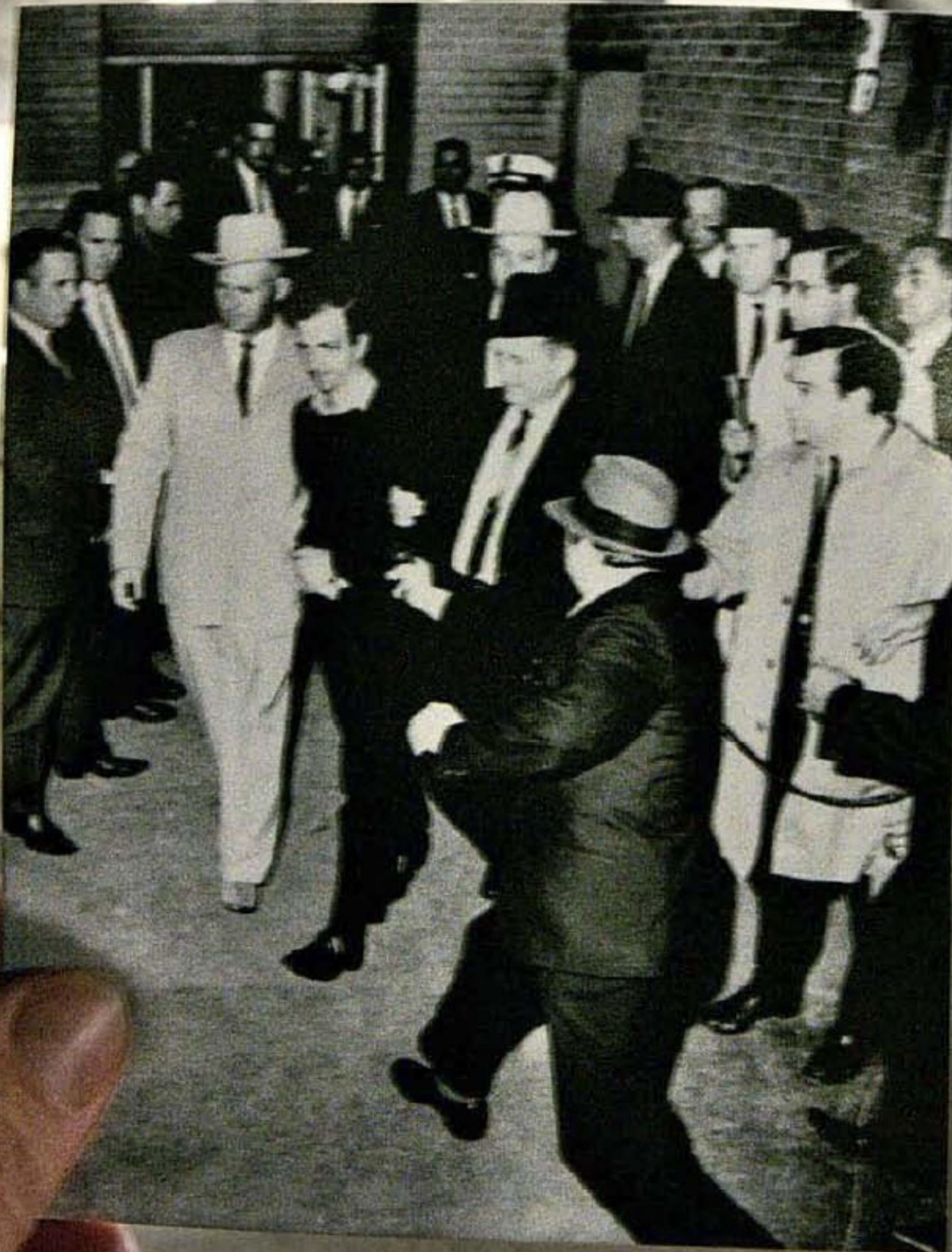
Après avoir tiré sur un policier qui cherchait à le contrôler, Lee Harvey Oswald est découvert et arrêté dans un cinéma du quartier de Oak Cliff, qui existe toujours.



24/11/1963

**LE MEURTRIER
EST ABATTU
DEVANT LES
CAMERAS**

Le surlendemain de son arrestation, à 12 h 21, Oswald, sur le point d'être transféré, est tué à bout portant par Jack Ruby, dans les sous-sols du bâtiment de la police devenu le tribunal municipal.



●●● manifestations violentes d'Oxford, Mississippi, pour refuser l'intégration d'un étudiant noir à l'université. Ces émeutes, les violences raciales en Alabama, puis l'immense marche de Washington (28 août 1963) au cours de laquelle Martin Luther King évoqua son fameux rêve («I have a dream»), avaient poussé Kennedy, jusque-là très timide sur la question, à initier une loi interdisant la ségrégation dans les lieux publics. Sur le plan international, il venait de signer un traité avec les Soviétiques pour la limitation des essais et de la prolifération nucléaires. Autant de mesures qui

uniste et un raciste virulent qui enfourchait ces thèmes à longueur de colonnes», dit-il. D'ailleurs, le jour même de la visite présidentielle, le journal publiait une pleine page de pub payée par un «Comité de citoyens soucieux de l'Amérique» : «Welcome Mr Kennedy to Dallas», raillait le titre de la page encadrée de noir comme un faire-part. John Kennedy et son frère – ministre de la Justice – y étaient accusés de violer la Constitution et d'être les amis des communistes.

Aujourd'hui encore, il y a quelque chose d'amèrement ironique à voir le siège du journal dans le centre de la ville, dont la façade grise est gravée de lettres immenses vantant «le roc de la vérité et de la rigueur». A l'intérieur, les journalistes travaillent à la commémoration de la tragédie. Le journal a réédité son numéro historique du 23 novembre 1963, titrant sur la mort de Kennedy. Pourtant, lorsque l'on interroge le reporter Alan Peppard sur les positions de Ted Dealey et la page venimeuse qui avait été

publiée la veille, il élude en rappelant la sacro-sainte séparation entre l'objectivité des articles et le commentaire des éditoriaux : «Les voix de l'establishment conservateur étaient peut-être disproportionnées. Mais cinquante personnes qui hurlent ne font pas une ville. Ce n'est pas Dallas qui a créé Lee Harvey Oswald», tranche-t-il.

Il est vrai que la foule qui se massait sur les trottoirs lorsque le cortège entra dans Main Street, à 12 h 21, était loin des rancœurs idéologiques. Les guirlandes de fanions tendues entre les hauts immeubles donnaient un air de kermesse, les femmes criaient leur passion pour Jackie, si mignonne et souriante. Ce couple, qui éclairait les pages des magazines et les écrans de télé, était là, bien vivant. Il était comme dans le joli film de Jonathan Kaplan, «Love Field» (1991), du nom de l'aéroport de Dallas, dans lequel Michelle Pfeiffer joue le rôle d'une jeune femme au foyer qui voe un amour de midinette aux Kennedy : l'incarnation d'une Amérique de rêve, en dépit d'une réalité sociale moins séduisante. Car si le pays était sorti de la récession, un peu plus d'un américain sur cinq demeurait en état de pauvreté. Et Kennedy était en butte à l'opposition du Congrès qui refusait chaque initiative en matière de politique sociale, d'assurance santé ou d'accès à l'éducation. Sur le front extérieur, le pays plongeait dans l'engrenage du Vietnam. Moins de 1 000 «conseillers» américains étaient sur place à l'arrivée de Kennedy au pouvoir, ils étaient 16 000 en 1963, et le président avait déclaré en septembre qu'aucun retrait n'était envisagé. Mais qu'importe : cet homme savait faire rêver avec son idée de «nouvelle frontière», il avait même promis la lune, celle où devaient ●●●

LE COUPLE PRÉSIDENTIEL INCARNAIT AUSSI UNE AMÉRIQUE DE RÊVE

étaient d'insupportables aveux de faiblesse aux yeux des excités de droite, Walker en tête. Dans ce climat tendu, le 10 avril 1963, quelqu'un avait fait feu sur la maison du général que des éclats blessèrent au bras. On n'apprendrait que plus tard l'identité du tireur : Lee Harvey Oswald.

Au «Dallas Morning News», le journal local, on préférerait oublier les diatribes de l'époque

S'ils étaient minoritaires dans la ville, les ultra-conservateurs de Dallas faisaient du bruit. En octobre déjà, ils avaient conspué et agressé Adlai Stevenson, l'ambassadeur auprès de l'ONU. La veille de la visite présidentielle, des tracts circulaient en ville, avec les photos de Kennedy de face et de profil, comme sur une fiche de police : «Wanted for treason» («Recherché pour trahison»), disait le pamphlet, affirmant qu'il dévoyait la Constitution et mentait sur sa vie privée. Au point que des gens de Dallas même s'inquiétaient de la venue du président. Jim Schutz, un journaliste du «Dallas Observer», se souvient de ce que lui a raconté Stanley Marcus, alors héritier et dirigeant du grand magasin Neiman Marcus – un peu l'équivalent à Dallas des Galeries Lafayette : «Il m'a dit que le climat de la ville l'effrayait au point qu'il avait envoyé un télégramme à Kennedy pour le dissuader de venir. Après le meurtre, il a toujours pensé que Dallas était responsable pour son atmosphère de haine qui aurait pu contaminer Oswald.» Attablé à la terrasse de l'un des nouveaux cafés qui ont fleuri à Dallas ces dernières années, Jim Schutz rappelle que la ville était alors profondément ségrégée : «Ted Dealey, le président et éditorialiste du "Dallas Morning News", le principal quotidien, était un anticom-

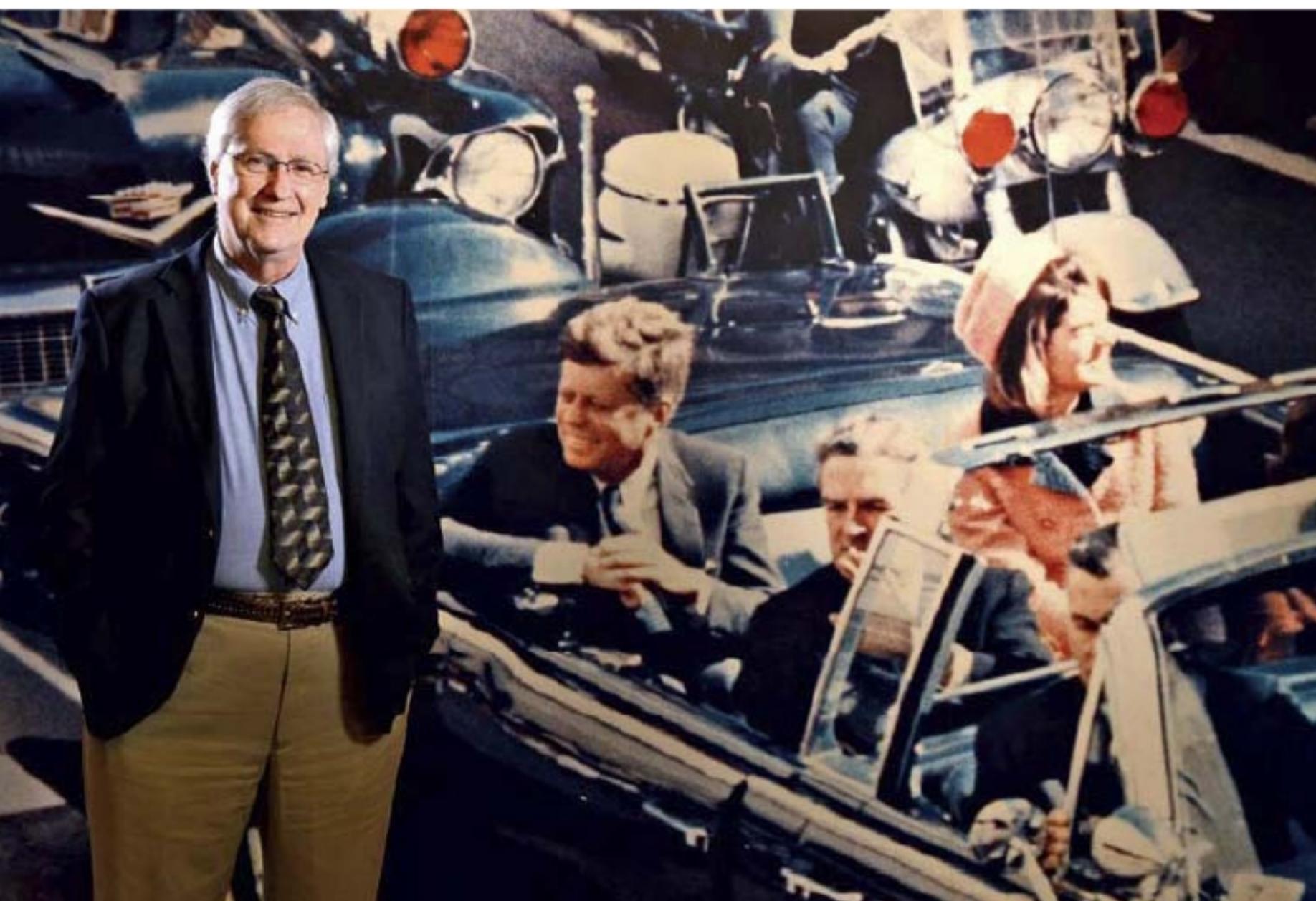
●●● conduire les vols spatiaux qui se préparaient à Houston, Texas. Devant tant de cris et d'applaudissements, l'épouse du gouverneur Connally qui partageait la limousine se tourna vers JFK et dit en souriant : « Vraiment, vous ne pouvez pas dire que Dallas ne vous aime pas, Monsieur le président ».

C'est au bout de Main Street que le passé semble pouvoir ressurgir le plus facilement. Sans doute parce que le décor n'a pas changé : la silhouette loufoque d'un château avec donjons que l'on dirait sorti de Disneyland, celle, trapue, de la cour criminelle, puis les colonnades blanches et les pelouses de Dealey Plaza, hommage au père de Ted Dealey, le long de Houston Street. Quelques mètres plus loin, un immeuble de briques fauves, avec ses fenêtres en arcades : l'ancien dépôt de livres scolaires. A 12 h 30, la limousine tourna au pied du bâtiment pour rouler dans Elm Street, à faible allure. Pierce Allman, alors journaliste pour la radio locale WFAA, se tenait là, notant le geste de la main de Jackie, la retenue de JFK : « J'ai entendu la première détonation, un policier m'a crié de me coucher, Jackie hurlait... Mais c'était le président, c'était ma ville, je ne pouvais y croire », raconte-t-il aujourd'hui avec la voix douce et le regard clair qui font penser à Clint Eastwood. Il se souvient comme si c'était hier des trois coups de feu « qui venaient d'en haut » : le premier qui toucha Kennedy au cou, le second qui manqua sa cible et le troisième qui lui fit éclater la tête. Celui dont certains historiens estiment qu'il aurait pu rater son but si le

corps du président n'avait pas été coincé par le corset qui l'empêcha de s'affaisser après le premier impact. Pendant que le cortège s'enfuyait à toute vitesse et que la panique gagnait les spectateurs, Pierce fonça vers l'immeuble du dépôt de livres pour appeler la radio : « Dans le vestibule, c'était un désordre humain incroyable. Dans les escaliers, j'ai demandé à un gars où je pouvais trouver un téléphone parce qu'on avait tiré sur le président. Les services secrets m'ont appris plus tard que celui à qui j'avais parlé était Oswald. »

Aujourd'hui, les lieux du crime sont parmi les endroits les plus visités de Dallas

Pierce Allman ne rentra pas chez lui pendant trois jours et trois nuits. Le transfert à l'hôpital Parkland du président et du gouverneur Connally, lui aussi grièvement blessé, l'annonce de la mort de Kennedy à 13 heures, le transfert du cercueil, qu'accompagnait Jackie, à bord d'Air Force One où Johnson prêta serment, la découverte du fusil au sixième étage du dépôt de livres, l'arrestation, à 13 h 50, de Lee Harvey Oswald dans le cinéma Texas où il s'était réfugié après avoir tué un policier dans le quartier où il louait une chambre, son inculpation pour le meurtre de Kennedy, tout se bousculait sur fond d'angoisse : le pays était peut-être attaqué, au bord de la guerre. « Le dimanche 24 au matin, j'étais encore à la radio. La ville était sombre, calme, comme si elle soupirait », poursuit Pierce Allman. C'est alors qu'il apprit l'assassinat



11/2013

UN MUSÉE FAIT REVIVRE L'ÉVÉNEMENT

Garry Mack, qui pose devant une image du couple présidentiel et du gouverneur, est l'actuel conservateur du Sixth Floor Museum, qui raconte en détail l'assassinat et son contexte historique.

d'Oswald par Jack Ruby, dans les locaux de la police municipale : «Ruby était un petit truand fort en gueule que nous connaissons tous. Ses boîtes de nuit, comme le Carousel Club ou le Vegas Club, étaient largement ouverts aux journalistes et aux policiers. Tout cela devenait fou, irréel...»

Aujourd'hui, l'ancien dépôt de livres, devenu le Sixth Floor Museum (le musée du Sixième étage) est, avec 350 000 visiteurs annuels, l'un des endroits les plus fréquentés de Dallas. Dans le décor resté brut de pierres et de poutres, une exposition permanente retrace les 1 036 jours de la présidence Kennedy et le climat de l'époque, sans taire celui de Dallas. Sans éluder, non plus, la manière dont les services spéciaux empêchèrent l'autopsie sur place pour emmener le corps vers Washington, première porte ouverte à ceux qui pensèrent que le gouvernement avait quelque chose à cacher.

L'exposition rappelle l'étrange profil du tueur, ancien Marine, exilé un temps en URSS, militant procastriste, homme instable et violent avec sa jeune épouse russe... Dans un coin de la pièce, des cartons ont été conservés au milieu desquels un fusil est pointé par la fenêtre, sur la rue en contrebas. On y voit les touristes qui se photographient sur la croix blanche peinte au sol pour symboliser le point d'impact. Le week-end, on y aperçoit aussi les badauds rassemblés à l'ombre d'un arbre, à peu près à l'endroit où se tenait Abraham Zapruder, le cinéaste amateur mondialement célèbre pour avoir filmé l'assassinat. Ils écoutent ceux qui vendent livres et DVD «révélant» qu'un deuxième homme tira sur Kennedy, de face. Des théories du complot que le musée évoque aussi : «Nous essayons de présenter l'histoire, les événements basiques, sans chercher à les expliquer ou les commenter», justifie Gary Mack, le conservateur du musée qui a tout lu ou presque sur le meurtre et les conjectures qui en sont nées : «Même aujourd'hui, je ne suis pas sûr qu'Oswald ait agi seul. Mais aucune preuve sérieuse, depuis cinquante ans, ne dit le contraire.»

Au rez-de-chaussée, un centre de documentation contient des milliers de publications et de témoignages oraux. Pourtant, le bâtiment a failli être rasé en 1972 et le musée, ouvert en 1989, n'a jamais reçu d'aide financière de la municipalité : «Longtemps, cela a été comme si personne ne voulait se soucier de ce site historique, comme si les stigmates étaient trop douloureux, remarque Nicola Longford, la directrice du musée. Le cinquantième anniversaire est la dernière chance pour les gens encore en vie de se recueillir, se remémorer, se rassembler.»

C'est pour cela que Mike Rawlings, le maire de Dallas, marche sur des œufs avec cette commémoration. Il sait les insultes que reçoivent de nombreux habitants lorsqu'ils voyageaient dans le reste du pays. Il sait le traumatisme d'une ville où, selon les études que mena en 1998 James Pennebaker (aujourd'hui président du Département de psycho-

logie à l'université du Texas, à Austin), les crises cardiaques, meurtres et suicides augmentèrent considérablement dans les années qui suivirent le meurtre (près de 20 % de suicides en plus en 1964). Il sait aussi que le monde jugera une nouvelle fois Dallas. Il a donc choisi la mesure : une sonnerie des cloches des églises, un rassemblement sur les pelouses de Dealey Plaza pour la lecture du discours que Kennedy n'a jamais délivré, des chants, des prières. Quarante minutes en tout, dont une de silence à 12 h 30, l'heure des coups de feu. «De toute façon, quoi que nous fassions nous aurons tort ce jour-là, dit le maire. Nous cherchons seulement à honorer l'homme qui est mort ici, pas son assassin. Il ne s'agit pas de rédemption, mais de réflexion sur ce que nous étions...»

La cité texane a beaucoup changé et souhaite pouvoir enfin tourner la page

Elu en 2011, Mike Rawlings espère secrètement que les regards tournés vers sa ville découvrirent enfin que Dallas a changé : «90% des habitants, n'étaient pas ici ce jour-là et n'y sont pas nés, 40% d'entre eux sont hispaniques et plus de 20% sont afro-américains. Avec Fort Worth, l'agglomération est la quatrième plus grande des Etats-Unis, la ville vote démocrate», énumère l'homme robuste et débonnaire, qui aurait pu aussi ajouter que le chef de la police et le procureur du canton sont noirs, que le poste de shérif, pour lequel on est élu, est occupé par une femme qui est aussi lesbienne. Pas mal pour un supposé repaire de «rednecks», culteux réactionnaires..

Car, disent la plupart des interlocuteurs, c'est paradoxalement la catastrophe qui a contraint Dallas à changer. En 1964, mise à l'index, privée de financements fédéraux, la ville élit Erik Jonsson, cofondateur et président de Texas Instruments, qui créa un comité autour des «Goals for Dallas», «Objectifs pour Dallas», visant à redessiner la ville, la rendre plus conviviale, à redonner un but aux habitants. Il leva 175 millions de dollars en obligations locales («bond issues») pour améliorer les infrastructures, créer une bibliothèque publique, un aéroport international commun avec Fort Worth, un nouvel Hôtel de ville. Dessiné par Ieoh Ming Pei, le bâtiment en forme de pyramide inversée fut le premier geste architectural contemporain d'une ville qui collectionne désormais les Pritzker Prizes, équivalents des prix Nobel d'architecture, pour abriter ses musées, son orchestre symphonique, son opéra, son théâtre... Car c'est l'une des surprises que réserve la ville : loin du bastion conservateur qui n'aurait que les Bush pour horizon politique ou J. R. Ewing et les pantins de la série télévisée comme univers culturel, «Big D» est une ville qui fait tout pour être «cool» et ouverte. Et qui ne demande qu'à tourner la page de ce jour maudit de novembre 1963. ■

PIERRE SORGUE

POUR EN SAVOIR PLUS

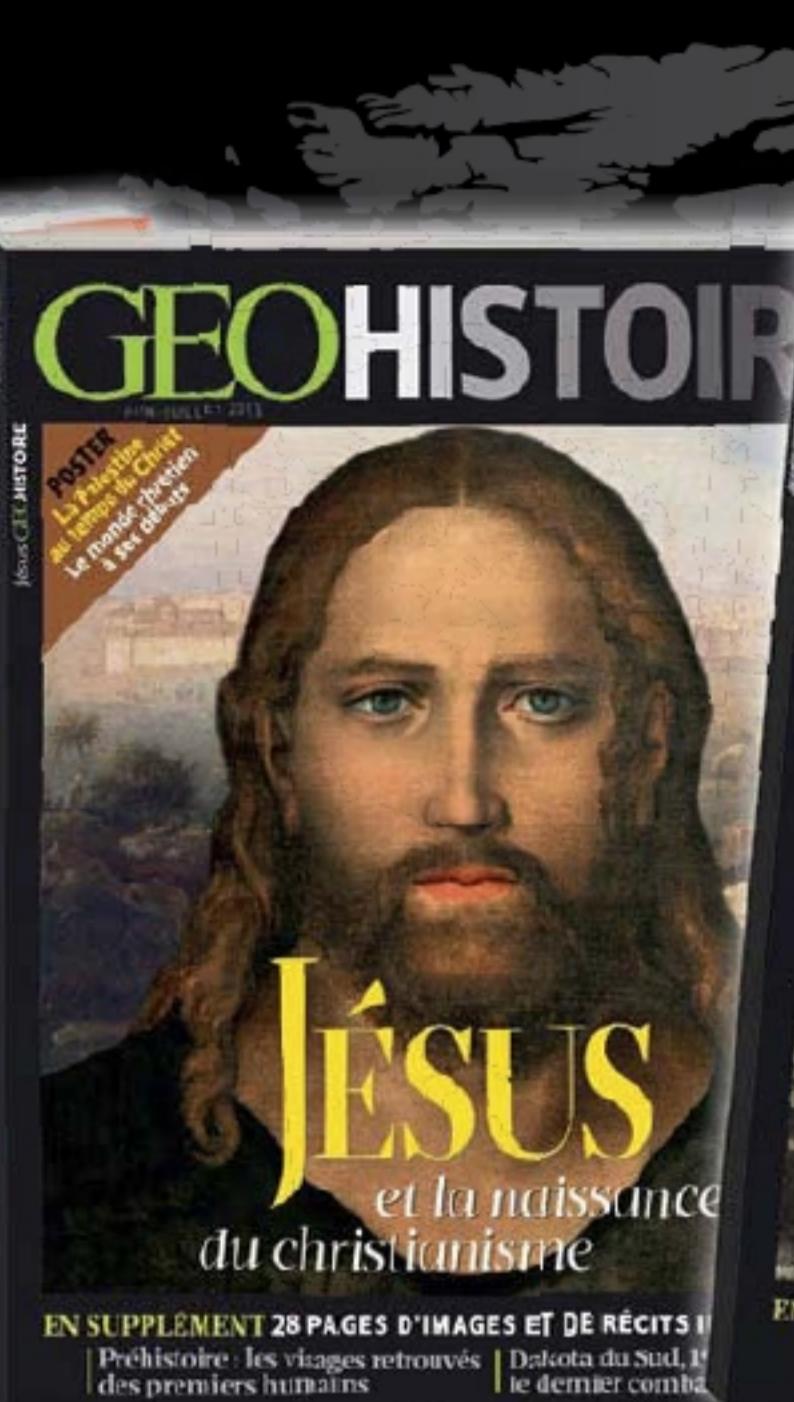
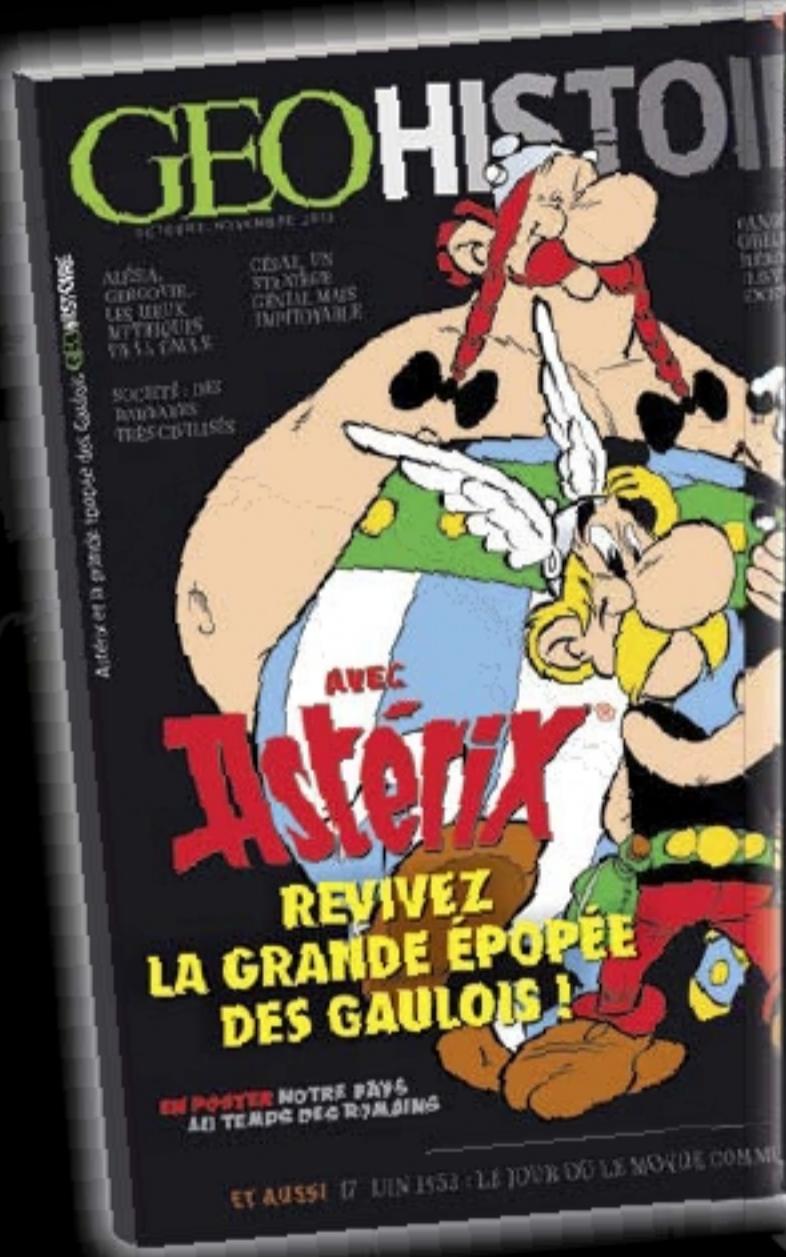
■ «John F. Kennedy», d'André Kaspi, éd. André Versaille, 2013. Si l'on ne veut lire qu'une seule biographie, celle-ci est parfaite. Elle est claire, apporte les principaux éléments du contexte historique et politique. Elle est critique mais nuancée.

■ «The Death of a President», de William Manchester, éd. Harper & Row, 1967. Commanditée puis refusée par les Kennedy, une incroyable enquête sur les dernières heures du président, ses funérailles, sur les acteurs du drame, secondaires ou non, dont Oswald.

■ «La Face cachée du clan Kennedy», de Seymour Hersh, coll. Archipoche, 2013 (réédition). Par un grand journaliste d'investigation, le débouloillage en règle (et controversé) de l'icône et de sa tribu familiale.

■ Et aussi : «Oswald, un mystère américain», de Norman Mailer, éd. Plon, 1995 ; «Kennedy», de Vincent Michelot, éd. Folio, 2013.

ABONNEZ VOUS !



1 an / 6 n°s

Des photos d'époque, des récits inédits, des documents d'archives exclusifs, des entretiens avec des personnalités marquantes... Vous trouverez dans chaque numéro de GEO Histoire une fresque complète d'un grand moment de notre Histoire.

Les avantages de l'abonnement

- ✓ Vous bénéficiez d'un **tarif préférentiel**.
- ✓ Vous recevez **votre magazine chez vous** !
- ✓ Vous avez la certitude de **ne rater aucun numéro**.
- ✓ **La garantie du tarif** pendant toute la durée de l'abonnement.
- ✓ La gestion de votre abonnement sur www.prismashop.geo.fr/histoire

30%
de réduction*

OFFRE À NE PAS MANQUER

Recevez EN + Le Quiz GEO Histoire



Prêt à relever le défi qui vous fait voyager dans l'Histoire?

Le Quiz GEO histoire vous invite à remonter le temps avec ses **150 questions** au ton décalé **réparties en 6 catégories** ; le tout parsemé d'indices et d'anecdotes pour plus de plaisir et de connaissances !

- Un livre de 160 pages avec les règles du jeu, indices et solutions de chaque question
- 150 cartes
- Un dé de couleur
- Un sablier



Prix de vente du coffret seul : 15€

Bon d'Abonnement

À compléter et à retourner sous enveloppe non affranchie à :

GEO Histoire - Libre réponse 10005

Service Abonnements - 62069 ARRAS CEDEX 9

OUI, je m'abonne à **GEO HISTOIRE**
(1an - 6n°s) au prix exceptionnel de **29€**
au lieu de ~~41€40~~ soit **30% de réduction*** et
je reçois le Quiz GEO Histoire.

1 J'indique mes coordonnées :

(obligatoire) Mme Mlle M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

e-mail : _____ @ _____

Je souhaite être informé(e) des offres commerciales du groupe Prisma Media et de celles de ses partenaires.

Je souhaite offrir un abonnement, j'indique les coordonnées du bénéficiaire de l'abonnement :

Mme Mlle M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

e-mail : _____ @ _____

2 Je règle mon abonnement par :

Chèque bancaire à l'ordre de **GEO**

Carte bancaire Visa Mastercard

N° : _____

Indiquez les 3 derniers chiffres du numéro
qui figure au verso de votre carte bancaire :

Sa date d'expiration : _____ Signature : _____

GHI1113D

L'abonnement, c'est aussi sur :

www.prismashop.geo.fr

ou au **0 826 963 964** (0,15€/min)

*Prix de vente en kiosque. Offre réservée aux nouveaux abonnés en France métropolitaine, valable 2 mois dans la limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles. Possibilité de commander le Quiz seul pour 15€ + 3,90€ de frais de port. Délai de livraison du premier numéro et de votre cadeau : 4 semaines environ. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA MEDIA de votre abonnement. A défaut, votre abonnement ne pourra être mis en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amenés à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.



Les Worms de Romilly (ici en 1903) sont l'une des grandes familles juives qui ont compté parmi l'élite industrielle et politique du pays.

Collection particulière

RÉCIT

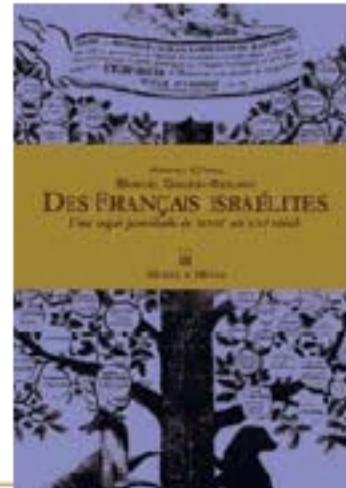
FRANÇAIS DEPUIS SEPT GÉNÉRATIONS

A travers l'émouvant destin d'une famille, les auteurs racontent l'histoire du judaïsme en France depuis le XVIII^e siècle.

En 1941, Gilbert Dreyfus, jeune polytechnicien déchu de ses droits par les mesures antisémites de Vichy, adresse au Commissariat général aux affaires juives une demande de réintégration. L'année suivante, fait rarissime, il obtient satisfaction. Vichy reconnaît qu'il appartient à «une famille fondamentalement française établie en France depuis sept générations», et que ses ancêtres «ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels».

Cette désintégration, puis cette réhabilitation ont à jamais marqué Gilbert Dreyfus, le grand-père d'Adrien Cipel. Le petit-fils a rouvert le dossier, dépouillé les archives. En résulte une saga familiale de plus de trois siècles qui, par le prisme très particulier (et mal connu) de l'émancipation et de l'intégration des juifs, nous offre un fascinant condensé de l'histoire de France. Les juifs, sous l'Ancien Régime, y sont une infime minorité (0,2 % de la population), et se répartissent en deux groupes principaux, bien distincts. Dans le Sud-Ouest

vivent les juifs «séfarades» (d'un mot hébreu qui désigne la péninsule Ibérique), établis depuis le XVI^e siècle à Bordeaux et à Bayonne, très tôt reconnus par la monarchie, bien intégrés à la vie politique et économique de leur région, voués au négoce et au commerce au long cours. Dans le Nord-Est, à l'opposé, la communauté juive d'Alsace, beaucoup plus nombreuse, est encore soumise à toutes sortes de discriminations moyenâgeuses, comme l'interdiction de résider dans les villes. C'est seulement au XVIII^e siècle que le mouvement des Lumières permet à certains de ses membres de s'affirmer hors du ghetto. Cerf Berr (1726-1794), très efficace fournisseur en vivres des armées royales stationnées en Alsace, va jusqu'à prêter de l'argent au roi. Louis XV, lorsqu'il le reçoit, lui parle derrière un paravent pour ne pas avoir à «toucher la main d'un réprouvé, et même ne pas voir son visage» !



La citoyenneté pleine et entière que la Révolution accorde enfin aux juifs, en 1791, signifie donc beaucoup pour les Cerf-Berr – la famille portant désormais en patronyme le nom et le prénom collés de leur ancêtre. En revanche, les choses changent moins pour les Léon de Bayonne, qui voient surtout dans cette citoyenneté le maintien de priviléges existants. S'ouvre alors le «siècle tranquille du judaïsme français». Au moins pour une élite : les Cerf-Berr, les Léon, les Worms de Romilly, les Dupont-Dreyfus – toutes ces grandes familles dont descendent notre héros, Gilbert Dreyfus – prospèrent dans la banque, dans l'industrie, mais aussi dans l'armée et dans la politique. La constitution de la III^e République, en 1875, est le couronnement de cette assimilation, qui commence à produire des effets pervers. Le nationalisme virulent qu'a généré la défaite de 1870 devant

l'Allemagne s'accompagne d'un antisémitisme sourd, qui désigne les juifs, à droite, comme les «ennemis de l'intérieur», à gauche, comme les agents d'un «capitalisme apatride». En 1889, alors qu'on inaugure la tour Eiffel construite avec les 8 000 tonnes de fer fourni par les usines lorraines des Dupont-Dreyfus, paraît «La France juive», le pamphlet antisémite de Drumont. Cinq ans plus tard, éclate l'affaire Dreyfus, comme le sinistre symptôme d'une maladie qui ne va plus cesser de progresser jusqu'à la catastrophe de 1940 et au décret d'exclusion, signé par Pétain, qui définit les juifs comme appartenant à une «race». Gilbert Dreyfus, réintégré dans ses droits, n'en rejoindra pas moins les Français libres de de Gaulle – avant de devenir l'un des hauts fonctionnaires de la Reconstruction et des Trente Glorieuses.

■ JEAN-BAPTISTE MICHEL

«Des Français israélites», par Adrien Cipel et Samuel Ghiles-Meilhac, éd. Michel de Maule, 270 pages, 20 €.

CHRONIQUE

ET LA VILLE LUMIÈRE S'ÉTEIGNIT

S'appuyant sur des archives inédites, l'historien américain Herbert Lottman retrace, avec de savoureuses anecdotes, la vie des Parisiens au printemps 1940, avant l'arrivée des Allemands.

Dans ce fourmillant tableau de Paris au jour le jour, à la veille du plus grand désastre de son histoire, c'est-à-dire entre le 10 mai et le 14 juin 1940, Herbert Lottman a retenu, parmi cent autres, cette anecdote du dimanche 12 mai. Il est tard le soir. Surprise par une alerte aérienne alors qu'elle rentre d'un dîner, Clare Boothe, correspondante à Paris du journal «Life», doit descendre dans la cave d'un immeuble, boulevard Suchet. Là, entourée de râleurs et d'enfants somnolents, elle entend une femme s'énerver : «Ce n'est pas une vie pour des gens ordinaires.» Et cette seule réflexion, choisie par l'auteur, désigne précisément les vrais héros de ce livre : les gens ordinaires.

Certes, on croise aussi de grandes figures que l'on connaît, et aux portraits desquels l'historien ajoute d'innombrables et passionnantes détails : Paul Reynaud, le pugnace président du Conseil ; Pétain, le vieux maréchal défaitiste ; Daladier, ministre de la Défense apathique ; Gamelin, le généralissime incompetent, remplacé par Weygand qui ne l'est pas moins, quoique plus résolu... Tous stupéfaits, dépassés, en retard d'une guerre. Ils s'étaient préparés à un «Sitzkrieg» (guerre assise), comme en 14, c'est un «Blitzkrieg» (guerre éclair) qui les foudroie, à grand renfort d'avions, de blindés. De Gaulle aura ce commentaire : «En 1940, les élites ont craqué.» Cet effondrement du printemps 1940, l'historien américain le restitue avec une minutie fascinée, implacable, en s'appuyant sur des

archives souvent inédites. Mais il s'attache aussi, et longuement, à des personnages plus modestes, parfois même anonymes. Comme si cette «chute de Paris» était en réalité la chute de la grande histoire dans la petite. Le spectacle de ce pouvoir en déroute est si consternant qu'on suit avec un intérêt émerveillé et d'autant plus vif les parcours des gens dits «sans histoires». Ainsi la famille Rogivue, un ingénieur, sa femme et leurs trois enfants, qui, le 29 mai, se demandent s'ils doivent ou non rejoindre les colonnes de l'exode. Ils dé-

cident que non, et on suit pendant quelques jours leur vie de Robinsons dans un Paris magnifique, presque désert... Car sur les trois millions d'habitants que compte alors la capitale, 700000 seulement sont restés ! Souvent par manque de moyens, ou parce qu'ils n'ont nulle part où aller. Comme Maurice Rajfus, 12 ans, avec ses parents à qui on vole même leur bicyclette. «En août, ils la retrouvèrent à sa place ; le voleur était simplement un fugitif, qui l'avait rapportée en rentrant à Paris.» ■

J.-B. M.



Plus de 2 millions de Parisiens ont fui en juin 1940. Sur cette photo, place de Rome, une famille rejoint les colonnes de l'exode.

Herbert R. Lottman

La chute de Paris
14 juillet 1940

«La Chute de Paris», d'Herbert Lottman, traduit par Marianne Véron, éditions La Fabrique, 520 pages, 25 €.



Pour rejoindre son époux en Algérie, la mère de l'auteure (que l'on voit ici en 1949) a quitté sa Dordogne natale.

BEAUX LIVRES

LES MILLE FACETTES DE L'HEXAGONE

A travers ses souvenirs et ceux de ses proches, Leïla Sebbar dresse une géographie intime de la France.

Ce livre aurait pu s'appeler, tout simplement, «Promenades en France». Il nous montre les divers visages d'un pays que Leïla Sebbar a connu tard, étant née dans l'Algérie coloniale d'un père algérien et d'une mère française. C'est en 1961, à 20 ans, qu'elle a rejoint la métropole, qui était aussi le pays natal de sa mère. Elle consacre d'ailleurs de nombreuses pages à chanter la Dordogne maternelle : «Ces prairies si vertes partout, et les rivières, des peupliers au bord, boules de gui dans les hautes branches, c'était vert, vert, vert.» Mais elle raconte également bien d'autres Frances – conjuguant ce nom au pluriel. Certaines sont presque des images d'Épinal, comme le portrait de Jeanne d'Arc qu'elle repeint à sa manière ; d'autres

sont plus triviales, comme les décors des tabacs PMU, ceux des toilettes des palaces. Elle relate aussi la France moderne de la misère, en évoquant longuement les SDF, ces gisants d'aujourd'hui – avec l'aide de magnifiques dessins de l'artiste Sébastien Pignon.

Ce livre inclassable se veut aussi une traversée de l'histoire contemporaine de notre pays, et notamment des événements de mai 1968, que Leïla Sabbar nous fait revivre de l'intérieur. Elle nous donne un précieux témoignage sur son engagement au sein du MLF, le Mouvement de libération des femmes. Le MLF fut lancé officiellement le 26 août 1970, alors qu'une soixantaine de militantes, sous l'Arc de triomphe, devant la tombe du soldat inconnu, dé-

ployèrent cette banderole et ce slogan : «Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme.» L'effervescence de ces années, si difficile à rendre, Leïla Sebbar la restitue par une sorte de chœur féminin : seize interviews qui, l'une à la suite de l'autre, constituent presque la moitié du livre. Laure Adler, Michelle Perrot, Nancy Huston, entre autres, racontent les révoltes des années 1970. Ce sont des récits brefs, précis, souvent passionnantes. L'un des plus forts témoignages est celui de Chantal Chawaf, si proche de Leïla Sebbar pour avoir longtemps vécu en Orient, plus précisément en Syrie, y avoir connu la soumission et l'aliénation des femmes, avant de trouver son salut à Paris, grâce à la littérature.

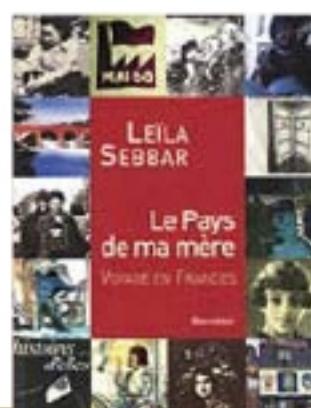
D'autres figures sont convoquées dans ce recueil, toujours dans le but de cerner la France dans toutes ses diversités. Leïla Sabbar a demandé à des personnalités connues ou moins connues de disserter sur ce sujet tout simple, mais si complexe : «Ma France». On déchiffre avec émotion les mots tracés par l'écrivaine Hélène Cixous, éternelle sans-papiers, qui se remémore l'année 1941. On lit, de la romancière Annie Ernaux, des souvenirs d'odeurs de boulangerie dans des rues qui s'appellent «Victor-Hugo» ou «Léon-Blum». On sourit de l'évocation, par l'ancien ministre Frédéric Mitterrand, de «Berthe la Française», une employée de maison à la fois ordinaire et inoubliable. Et tout à coup, on saisit un bref écho de la guerre de 1914-1918 grâce à la nouvelliste Pierrette Fleutiaux. Celle-ci se rappelle «que le portrait d'un cousin, tué à 20 ans aux Eparges, était suspendu au-dessus de (son) lit d'enfant».

La France de Leïla Sebbar est ainsi traversée d'histoires et traversée par l'histoire. C'est une biographie «sensible» de ce pays auquel elle se livre. Une approche passionnante qui nous rappelle que la France est multiple et contradictoire

– quand d'autres voudraient la réduire à une seule identité. ■

J.-B. M.

«Le Pays de ma mère - Voyage en Frances», de Leïla Sebbar, éditions Bleu autour, 222 pages, 28 €.

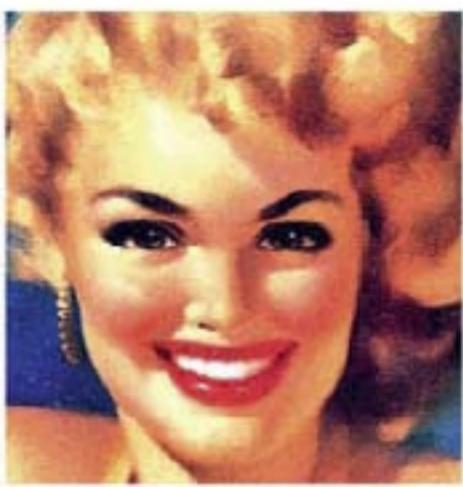




ca Histoire

EXPLORER LE PASSÉ POUR COMPRENDRE LE PRÉSENT

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2013 N°21 5,95 €



LA FASCINANTE HISTOIRE DU SOURIRE

1850 LES
BRETONS
À LA CONQUÊTE
DE PARIS

DEPUIS QUAND
LES FEMMES
PORTENT-ELLES
LE VOILE ?

1789 LA
RÉVOLUTION
FAIT BASCULER
LE MONDE



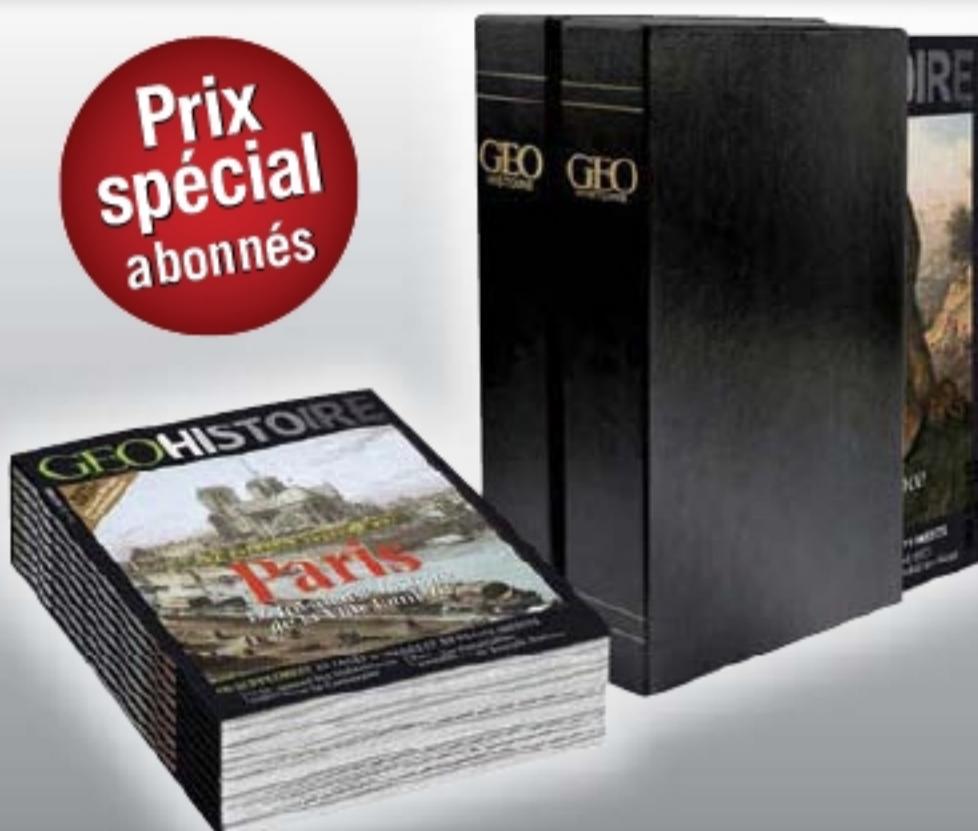
Actuellement en vente chez votre marchand de journaux

L'Histoire éclaire le présent

Commandez vos coffrets-reliures

pour conserver intacte votre collection de **GEO HISTOIRE**

Prix spécial abonnés



- Chaque coffret peut contenir jusqu'à 6 magazines.
- Résistants, sobres et élégants.
- Façonné avec des lettres d'or sur une matière luxueuse façon cuir.

À chaque numéro, GEO HISTOIRE part sur les traces du passé en conjuguant au présent le plaisir du voyage, de la découverte et de la connaissance.

Pour conserver intacts vos magazines, protéger leur couverture et leurs magnifiques photographies, nous avons créé ce duo de reliures GEO HISTOIRE. Vous pourrez ainsi consulter, lire et relire à souhait ce magazine de référence.

Commandez également sur : www.prismashop.fr

BON DE COMMANDE

À retourner au service abonnements Prisma Média
Libre réponse 20267 - 62069 Arras Cedex 9
Tél : 0 811 23 22 21 (appel local) - www.prismashop.fr

OUI, je commande le lot de 2 coffrets-reliures (réf. 1125) : GH1113R

Prix abonné	Prix lecteur	Quantité	TOTAL en €
15,90 €	17,90 €	.....	.....
Participation aux frais de port* : +5,50 €			
TOTAL		.....	€

Mes coordonnées Mme Mlle M.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail (facultatif) _____

Je souhaite être informé(e) des offres commerciales du groupe

Prisma Media et de celles de ses partenaires.

*Pour toute demande particulière ou au-delà de 5 lots, nous consulter au 0 811 23 22 21 (appel local). Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 30/12/14. Livraison : environ 3 semaines. Si, par extraordinaire, votre produit vous arrive endommagé ou ne vous apporte pas entière satisfaction, vous disposez d'un délai de 15 jours à compter de la réception de votre commande afin de nous retourner le produit qui ne vous conviendrait pas, dans son état d'origine. Selon votre souhait, il vous sera remplacé ou remboursé sans discussion. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA MEDIA de votre commande. A défaut, votre commande ne pourra être mise en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motif légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.

À LIRE, À VOIR



Appauvri, coupé du monde, le régime de Pyongyang se maintient par la force de la propagande.

M. Pansard

D V D

LES FRÈRES ENNEMIS

Depuis plus de soixante-cinq ans, la Corée du Nord et la Corée du Sud se tournent le dos. Récit d'une fracture.

Comment le Pays du matin calme a-t-il pu se scinder, aussi longtemps, et avec cette violence, en deux sociétés diamétralement opposées ? Les Coréens disent de leur péninsule qu'elle est «une crevette au milieu des baleines». Et en effet, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle se trouve partagée en deux zones d'influence : le Nord, dirigé par Kim Il Sung, est soutenu par les Soviétiques ; le Sud, sous la botte d'un autre dictateur, Park Shung-Hee, est sous influence américaine. En 1948, ces deux Etats sont internationalement reconnus mais, en 1950, la Corée du Nord tente d'annexer sa voisine, provoquant une guerre qui voit s'opposer sur son sol les géants russe, chinois et américain. Elle provoquera trois millions de morts. En 1953, un armistice confirme l'existence de deux Etats antagonistes, de part et d'autre du 38^e parallèle.

Ce qu'on ignore souvent, c'est que Kim Il Sung, le leader du Nord, fut un chef d'Etat populaire, et que son

pays fut pendant vingt ans plus riche que le Sud. Puis, au milieu des années 1970, la fortune changea de camp. Le Sud se libéra de la dictature militaire et adopta avec frénésie les lois du marché. Au même moment, la mort de Mao priva le Nord de son principal soutien. Manquant de ressources, le pays entama, selon les propres mots de ses dirigeants, une «marche difficile» qui aboutit à l'effrayante famine de 1994-1998 : près d'un million de morts.

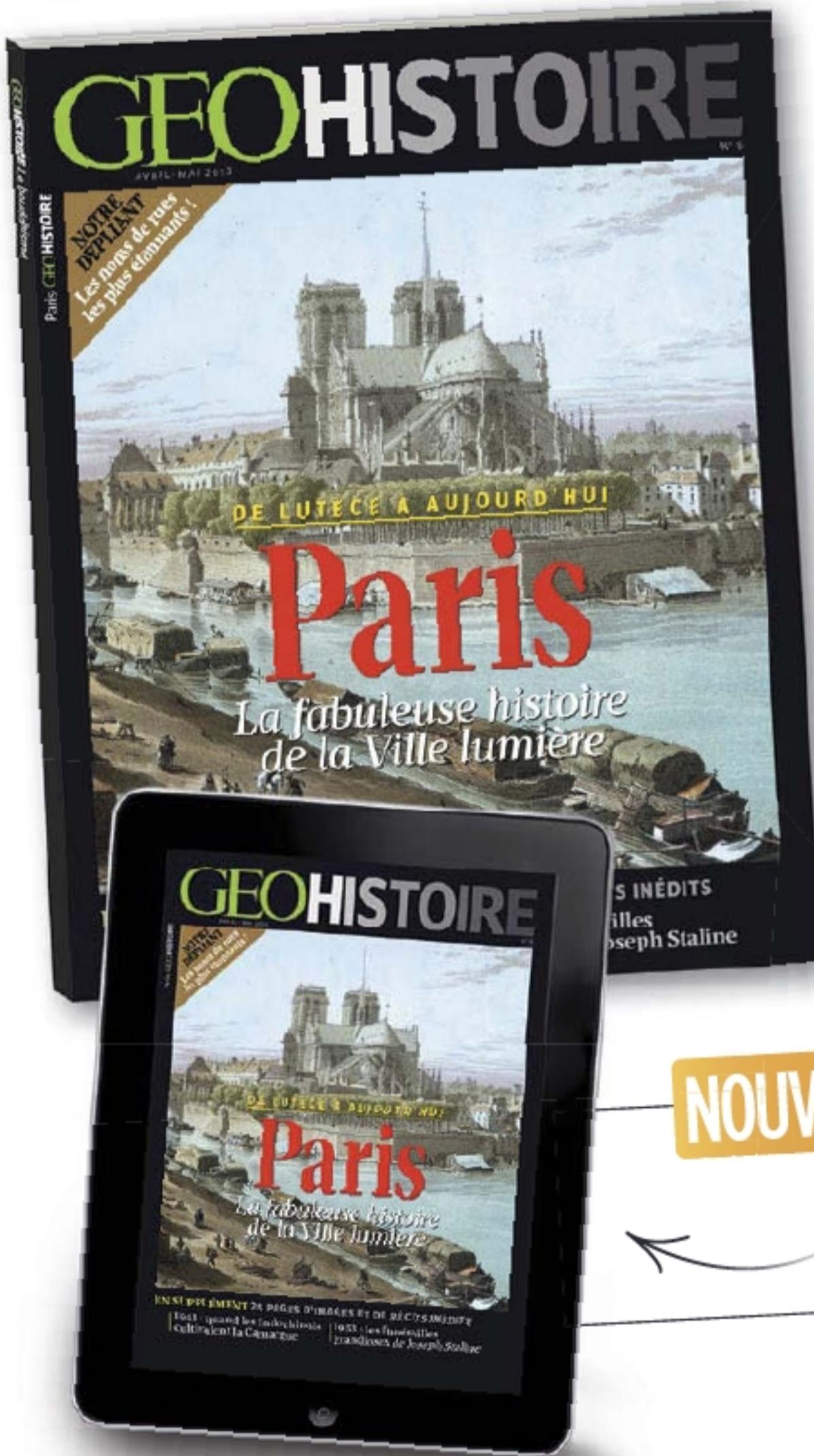
Dès les années 1980, les deux Corée ont tenté de négocier une réconciliation. Et aujourd'hui, les échanges et les relations ne cessent de s'intensifier. La réunification paraît, à terme, inéluctable. Telle est la conclusion de ce documentaire d'Arte d'une remarquable clarté qui, loin des clichés et de la propagande officielle, laisse aux habitants des deux Etats le soin de raconter leur propre histoire.

J.-B. M.



«Corée, l'impossible réunification ?», documentaire de Pierre-Olivier François. Arte Editions, 19,99 €.

Abonnez-vous en ligne sur
www.prismashop.geo.fr/histoire



Bénéficiez de
10 %
DE RÉDUCTION
SUPPLÉMENTAIRE
avec le code promo
GHIAP

NOUVEAU

Disponible en version numérique !



Abonnez-vous
sur votre smartphone !

- 1 Téléchargez votre application de lecture Flashcode
- 2 Scannez le code ci-contre
- 3 Choisissez votre offre et validez votre abonnement !



Prix abonnés
33€*

Prix non abonnés
35€



MEILLEURE VENTE

CALENDRIER PERPÉTUEL CHEVAUX DU MONDE

Le calendrier perpétuel sur chevalet est livré dans un coffret
Une photo de votre animal préféré par jour

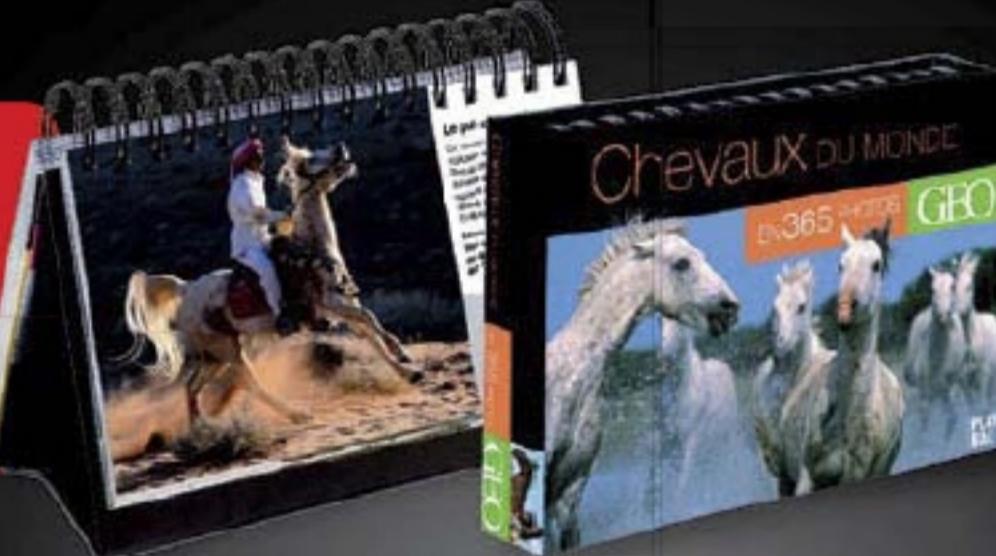
Editions GEO/Play Bac • Format : 20,5 x 12 cm • Réf. : 10258

Prix abonnés

**18€
99**

Prix non abonnés

**19€
99**



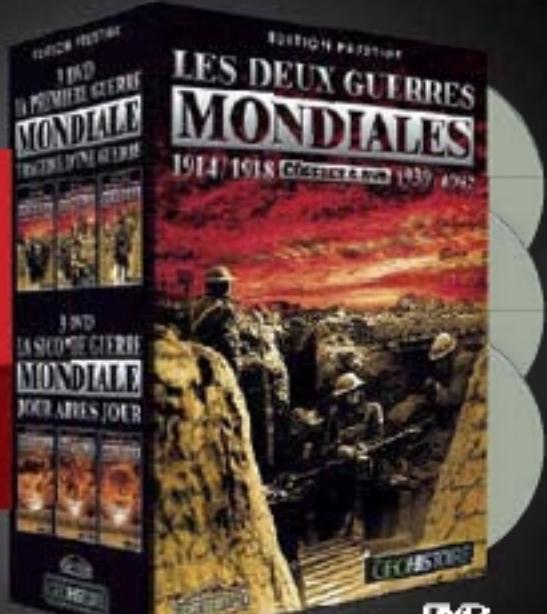
AGENDA GEO 2014 EVADEZ-VOUS EN IMAGES !

De janvier à décembre, ce magnifique agenda vous aide à vous organiser et vous emmène pour un voyage aussi dépayasant qu'esthétique avec ses photos thématiques sur la vie sauvage, peuples et paysages.

Editions GEO • 1 semaine par double page • Format 20,5 cm x 20,5 cm • 144 pages • Réf. : 12870

Prix abonnés
**37€
05**

Prix non abonnés
39€



LE COFFRET 6 DVD PREMIÈRE & SECONDE GUERRES MONDIALES

Ce coffret de 6 DVD exceptionnels vous permet de revivre deux moments clés de l'Histoire en images, à la veille des commémorations du centenaire de la première guerre mondiale.

- Des films d'archives exceptionnelles
- La caution de GEO HISTOIRE, un magazine de référence
- Plus de 7 heures d'images rares
- Des thèmes fondamentaux pour mieux comprendre notre monde
- Indispensable pour tous, amateurs d'histoire ou passionnés !

Editions GEO Histoire • Réf. : 12517

LEGO®

LE COFFRET COLLECTOR

Revivez l'épopée fantastique de la brique LEGO® avec les 2 volumes de ce coffret collector !

Découvrez dans le premier volume, l'épopée de la brique LEGO® qui a séduit le monde entier, partez à l'aventure avec LEGO® Star Wars™, LEGO® Indiana Jones™, LEGO® Batman™, LEGO® Harry Potter™... Partagez les secrets des maîtres constructeurs, revivez la création des clubs de la marque, les premiers concours et la naissance de LEGO® Education. Entrez dans la grande famille des figurines LEGO®, plongez dans le monde des modèles numériques, des films, des jeux et des objets LEGO®, émerveillez-vous devant les créations des fans et les fabuleuses œuvres d'art LEGO®.

Le coffret LEGO® contient 2 volumes :

- Le livre LEGO® - 192 pages
- Le livre Les Figurines, 30 ans d'histoire - 96 pages

Auteurs D.Lipkowitz / N.Martell • Format 235 x 285 mm • Réf. : 12796



Prix abonnés

**18€

Prix non abonnés

**18€
95**

SÉLECTION DU MOIS !

pour nos abonnés !

ROSES HEROÏNES MAJESTUEUSES !

Deep water, Jade, Bohème... Ce superbe livre vous promène d'une variété de rose à l'autre, pour apprécier en détails ces fleurs magnifiques.

Vous y découvrirez leur origine, leur histoire et leurs spécificités. Fabien Petroni, qui est un des plus grands photographes spécialisé dans le portrait et les natures mortes, a immortalisé leurs couleurs changeantes et leurs textures variées grâce à des clichés rares, qui captent leur beauté éclatante.

Beau livre cartonné avec jaquette • 208 pages • Format 34,5 x 25,5 cm • Réf. : 12624



INCONTOURNABLE



Prix abonnés
25€⁵⁵

Prix non abonnés
26€⁹⁰

GEOBOOK 1000 IDÉES ORIGINALES POUR BIEN CHOISIR VOS VACANCES

Expéditions originales, villes méconnues, sites insolites, plages secrètes...

Ce guide grand format vous propose de voyager autrement ! Vous voulez voir des pyramides ? Découvrez Méroé au Soudan ! Une envie de carnaval ? Rendez-vous à Salvador de Bahia. A la fois beau livre de photos et guide pratique, ce livre est l'ouvrage essentiel pour tous les voyageurs en quête de nouveauté ! Un guide des destinations alternatives et insolites pour un voyage hors du commun ! A la fois beau livre de photo et guide pratique, GEOBook 1000 idées originales, est l'ouvrage essentiel pour tous les voyageurs en quête de nouveauté !

Editions GEO • Livre broché • Format 18 x 24 cm • 400 pages • Réf. : 11773

COMMANDÉZ DÈS AUJOURD'HUI !

À découper ou à photocopier et à retourner à :
Les Éditions GEO - 62069 Arras Cedex 9

Mes coordonnées : Monsieur Madame Mademoiselle

GH1131V

Nom _____

Prénom _____

N° et rue _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____ @ _____

Je règle par chèque ci-joint à l'ordre de GEO.

Je règle par carte bancaire Visa Mastercard

_____ Date de validité _____

Code de sécurité _____

(les 3 derniers chiffres au verso de votre carte afin de sécuriser votre paiement)

Comment profiter des tarifs privilégiés ?

- Je suis déjà abonné(e) au magazine GEO et je profite automatiquement des tarifs privilégiés.
- Je m'abonne et je profite immédiatement des réductions réservées aux abonnés. J'ajoute au montant de ma commande **49,90 €** (1 an/12 numéros).
- Je ne suis pas abonné(e) et je règle donc mes achats au prix non-abonnés.

Nom de l'ouvrage	Réf.	Qté.	Prix unitaire en €	Total en €
LEGO	12796	.....	.....	.....
GEOBOOK, 1000 idées originales	11773	.....	.....	.....
Calendrier - Chevaux du monde	10258	.....	.....	.....
Agenda GEO 2014	12870	.....	.....	.....
Roses	12624	.....	.....	.....
Coffret 6 DVD Guerres mondiales	12517	.....	.....	.....

Participation aux frais d'envoi**	+ 5,95 €
<input type="checkbox"/> Je m'abonne à GEO aujourd'hui (1 an - 12 numéros)	+ 49,90 €

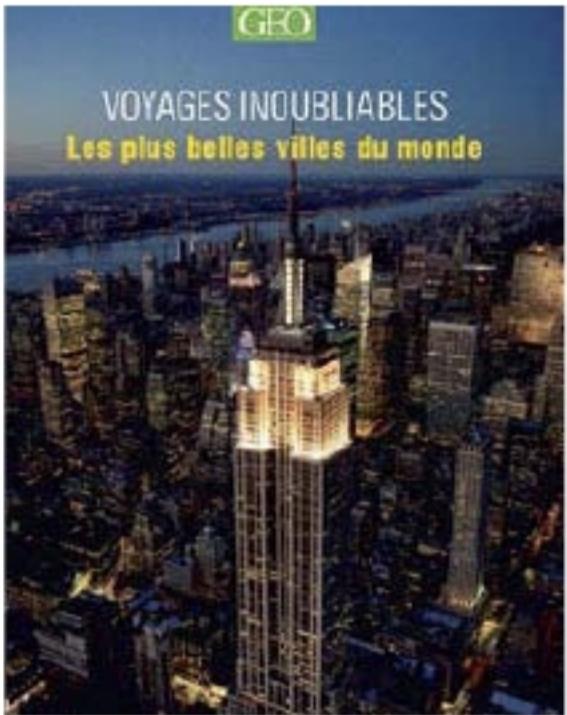
** Au-delà de 5 articles ou pour toute demande spéciale, nous consulter au 0 811 23 22 21 (prix d'un appel local) afin d'assurer une livraison optimale et garantie de votre commande.

Total général en € :
.....

BEAUVILLE

LE TOUR DE LA PLANÈTE D'UNE VILLE À L'AUTRE

Préts à embarquer pour un voyage inoubliable dans les plus belles villes du monde ? Ce livre offre au lecteur une foule d'informations culturelles et historiques et des photos splendides. Au total, cinquante cités sont passées en revue, des mégapoles tentaculaires ou bien à taille humaine, des villes exubérantes ou au contraire plus discrètes. Parmi ces lieux, citons Prague, Dubrovnik, Ispahan, Jérusalem, Fès, Saint-Pétersbourg, Shanghai, Tokyo, Buenos Aires. Les siècles et les civilisations successives ont façonné ces endroits extraordinaires, qui livrent au voyageur, le temps d'une visite, leurs secrets. Ainsi, à Florence, on revivra la révolution artistique et architecturale de la Renaissance. A Bangkok, on découvrira les merveilles du Grand Palais et les quatre



cents «wat» (temples bouddhiques), oasis de calme fréquentées par les moines à la robe orange

Accompagnant les photos, des textes racontent ces lieux d'exception. On trouve aussi pour chaque destination des informations pratiques. GEO vous indique la période idéale pour visiter l'endroit choisi, les

promenades et les lieux incontournables, vous procure un aide-mémoire des affaires à emporter dans votre valise, et vous donne des conseils pour adopter la bonne attitude envers les habitants en fonction des usages locaux. Bref, un passeport pour l'évasion ! ■

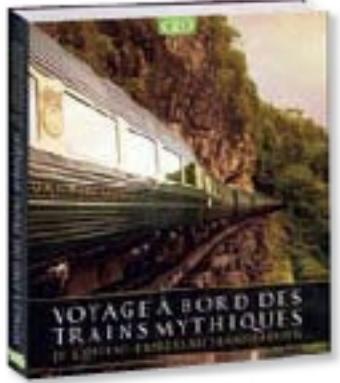
«Voyages inoubliables : les plus belles villes du monde», d'Antony Mason, éd. GEO/Prisma, 192 p., 19,95 €. Disponible en librairie et en grande surface. Retrouvez aussi dans la même collection : «Les plus beaux itinéraires du monde», «Les plus belles destinations» et «Les plus belles îles du monde».

ALBUM

Trains de légende

Ralliez Pékin depuis Moscou avec le «Transsibérien», prenez le mythique «Orient-Express» entre Paris et Istanbul, franchissez les Rocheuses entre Toronto et Vancouver à bord du «Canadien»... Cet album vous fait partager les charmes de ces trains luxueux, remontant à l'âge d'or des chemins de fer, et les paysages somptueux qu'ils traversent. Outre les photos saisissantes et les textes fourmillant d'anecdotes, des cartes restituent les parcours de ces lignes légendaires. ■

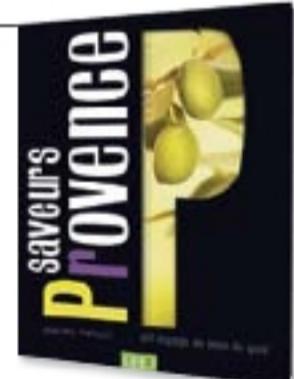
«A bord des trains mythiques», éd. GEO/Prisma, 192 p., 29,95 €. Disponible en librairie et en grande surface.



GUIDE Délicieuse Provence

En le feuilletant, on rêve d'une tapenade accompagnée d'une anisette, du chant des cigales, du parfum de la lavande... «Saveurs Provence» ravira les amoureux du Sud. Ce livre, aux nombreuses photos pleine page, vous fera apprécier les traditions provençales et les charmes des villages méridionaux. Il propose aussi un chapitre sur la cuisine régionale, agrémenté de recettes de chefs réalisées à partir de produits locaux.

«Saveurs Provence», de Jean-Paul Frétillet, éd. GEO/Prisma, 312 p., 45 €. Disponible en librairie et en grande surface.



L'ABONNEMENT À GEO

Pour vous abonner ou pour tout renseignement sur votre abonnement

France et Dom Tom : Service abonnement GEO, 62066 Arras Cedex 9. Tel. : 0811 23 22 21 (prix d'une communication locale). Site Internet : www.prismashop.geo.fr

Abonnement 6 numéros GEO Histoire (1 an) : 29 €. Abonnement 12 numéros GEO (1 an) + 6 numéros GEO Histoire (1 an) : 69,90 €.

Belgique : Prisma/Edigroup-Bastion Tower Etage 20- Place du Champ de Mars 5 - 1050 Bruxelles. Tel. : (0032) 70 233 304. E-mail : prisma-belgique@edigroup.be

Suisse : Prisma/Edigroup - 39, rue Peillonex - CH-1225 Chêne-Bourg. Tel. : (041) 22 860 84 00. E-mail : prisma-suisse@edigroup.ch

Canada : Express Magazine, 8155, rue Larrey, Anjou (Québec) H1J 2L5. Tel. : (800) 363 1310. E-mail : expsmag@expressmag.com

Etats-Unis : Express Magazine PO Box 2769 Plattsburg New York 12901 - 0239. Tel. : (877) 363 1310. E-mail : expsmag@expressmag.com

Les ouvrages et éditions GEO

GEO, 62066 Arras Cedex 9. Tel. : 0811 23 22 21 (prix d'un appel local). Par Internet : www.prismashop.fr

RÉDACTION DE GEO HISTOIRE

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex
Standard : 01 73 05 45 45. Fax : 01 47 92 66 75.

(Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 73 05 + les 4 chiffres suivant son nom.)

Rédacteur en chef : Eric Meyer

Secrétaire : Claire Brossillon (6076), Corinne Barouger (6061)

Rédacteur en chef adjoint : Jean-Luc Contalem (6073)

Directeur artistique : Pascal Comte (6068)

Responsable éditorial : Jean-Marie Bretagne (6168)

Chef de service : Cyril Guinet (6055) et Pierre Sorgue (60-74)

Secrétaire de rédaction unique : François Chauvin (6162)

Chef de studio : Daniel Musch (6173)

Rédactrice graphiste : Béatrice Gaulier (5943)

Service photo : Agnès Dessuant, chef de service (6021), Christine Laviolette, chef de rubrique (6075), Fay Torres-Yap (E-U)

Ont contribué à la réalisation de ce numéro :

Jean-Jacques Allevi, Vincent Borel, Anne Daubree, Emilie Formoso, Balthazar Gibiat, Clément Imbert, Jean-Baptiste Michel, Léo Pajon, Lola Parra Cravotto, Luna Poignault, Volker Saux. Chef de rubrique : Valérie Kubiak. Secrétaires de rédaction : Valérie Malek et Bénédicte Nansot. Rédactrices graphistes : Claire Doyhenart, Patricia Lavaquerie, Sophie Tesson. Iconographe : Miriam Rousseau. Cartographes : Sophie Pauchet et Léonie Schlosser.

Fabrication : Stéphane Roussiès (6340), Jérôme Brotons (6282), Anne-Kathrin Fischer (6286), Jeanne Mercadante (4962)

Magazine édité par



13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.

Société en nom collectif au capital de 3 000 000 €, d'une durée de 99 ans, ayant pour gérant Gruner + Jahr Communication GmbH. Ses trois principaux associés sont Média Communication S.A.S., Gruner und Jahr Communication GmbH, France Constance-Verlag GmbH & Co KG.

Directeur de la publication : Rolf Heinz

Éditeur : Martin Trautmann

Directrice marketing : Delphine Schapira

Chef de groupe : Virginie Baussan

(Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 73 05 + les 4 chiffres suivant son nom.)

Directeur exécutif de Prisma Pub : Philipp Schmidt (5188).

Directrice commerciale : Virginie Lubot (6450).

Directrice commerciale (opérations spéciales) : Géraldine Pangrazzi (4749).

Directrice de publicité : Virginie de Bernede (4981).

Responsables de clientèle : Evelyne Allain Tholy (6424), Pauline Minighetti (4550).

Responsable luxe Pôle premium : Constance Dufour (6423).

Responsable back office : Céline Baude (6467).

Responsable exécution : Sandra Ozenda (4639).

Assistante commerciale : Corinne Prod'homme (64 50).

Directrice des études éditoriales : Isabelle Demaillly Engelsen (5338).

Directrice marketing client : Nathalie Lefebvre du Prey (5320).

Directeur commercialisation réseau : Serge Hayek (6471).

Direction des ventes : Bruno Recurt (5676). Secrétariat (5674).

Photogravure et impression : MOHN Media Mohndruck GmbH, Carl-Bertelsmann-Straße 161 M, 33311 Gütersloh, Allemagne.

© Prisma Média 2013. Dépôt légal : novembre 2013.

Diffusion Prestalis - ISSN : 1956-7855. Création : janvier 2012.

Numéro de Commission paritaire : 0913 K 83550.

NOUVEAU!

Patrimoine, traditions, savoir-faire artisanaux.
Découvrez les richesses des petits pays de France.





real watches **for** real people*

Oris Artelier Skeleton
Oris Artelier Skeleton Diamants
Mouvement mécanique automatique ajouré
Mouvement décoré gravé
Cadran argent guilloché
Etanche à 3 bar/30 M
www.oris.ch



ORIS
Swiss Made Watches
Since 1904